



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 11 avril 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, April 11th, 1953

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
33898 — 1-52

Lettres patentes

Amel Paper Box Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seizième jour de mars 1953, constituant en corporation: Peter Shorteno, avocat, de ville St-Laurent, Albert Malouf, avocat, Claire Lapointe, Lily Malouf, sténographes, tous trois de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de boîtes de papier, emballages et contenants, sous le nom de "Amel Paper Box Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Letters Patent

Amel Paper Box Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixteenth day of March, 1953, incorporating: Peter Shorteno, advocate, of ville St-Laurent, Albert Malouf, advocate, Claire Lapointe, Lily Malouf, stenographers, all three of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in paper boxes, packages, and containers, under the name of "Amel Paper Box Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10, each and 200 preferred shares of the par value of \$100, each.

Le siège social de la compagnie sera à 6512 rue Louis-Hébert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at 6512 Louis-Hébert, Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Atlantic Iron Ores Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix mars 1953, constituant en corporation: Léon Méthot, Jean Méthot, procureurs, Andrée Méthot, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais, huile et pétrole et les négocier, sous le nom de "Atlantic Iron Ores Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 326 Bonaventure, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Atlantic Iron Ores Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of March, 1953, incorporating: Léon Méthot, Jean Méthot, solicitors, Andrée Méthot, stenographer, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and mineral, oils and petroleum, and deal with the same, under the name of "Atlantic Iron Ores Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of \$1. each.

The shareholders incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at 326 Bonaventure, Trois-Rivières, in the judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Bensol Customs Brokers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du onze mars 1953, constituant en corporation: Benjamin Horwitz, courtier en douanes, Saul Allen Hirsh, courtier en douanes, Toshiko Nakatsuka, dactylographe, de la cité de Montréal, George Whelan, avocat, de la ville de Pointe-aux-Trembles, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents maritimes, courtiers en douanes, agents de transport, expéditeurs, et transporteurs, par voie de terre et de mer, propriétaires de quais, et entreposeurs, sous le nom de "Bensol Customs Brokers Ltd.", avec un capital de \$175,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, et en 15,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Bensol Customs Brokers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eleventh day of March, 1953, incorporating: Benjamin Horwitz Customs Broker, Saul Allen Hirsh, customs broker, Toshiko Natatsuka typist, of the city of Montreal, George Whelan, advocate, of the town of Pointe-aux-Trembles, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as vessel agents, custom house brokers, cartage agents, forwarders and carriers by land and water, wharfingers and warehousemen; under the name of "Bensol Customs Brokers Ltd.", with a capital stock of \$175,000, divided into 2,500 common shares of a par value of \$10. each and 15,000 preferred shares of a par value of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Bouliane, McCall Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-

Bouliane, McCall Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-

Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du treize mars 1953, constituant en corporation: Robert McCall, Marcell-Pierre Bouliane, tous deux plombiers, de Verdun, Albert Lortie, maître-plombier, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles sanitaires de plomberie, de chauffage et de ventilation, matériaux de construction, moteurs, quincaillerie, sous le nom de "Bouliane, McCall Company Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 935 rue St-André, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars, 1953.

L'Assistant-procureur général.

34551

L. DÉSILETS.

Château Roberval, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du treize mars 1953, constituant en corporation: Léonce Hamel, hôtelier, Bertrand Hamel, gérant de Club de Chasse et Pêche, Guy Hamel, commis d'hôtel, tous trois de Roberval, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Établir et tenir des hôtelleries, sous le nom de "Château Roberval, Limitée", avec un capital de \$150,000 divisé en 1500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Roberval, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le treize mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34551-o

L. DÉSILETS.

Citadel Agencies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du sept mars, 1953, constituant en corporation: Alan Macnaughton, avocat, c.r., Pauline Bélanger, Gisèle Dionne, toutes deux secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

De faire le commerce comme courtiers et agents d'assurance, sous le nom de "Citadel Agencies Limited", avec un capital de \$5,000 divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le sept mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34551

L. DÉSILETS.

Club Richelieu Dorion-Vaudreuil

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'ar-

Richelière, in conformity with section 2, chapter R.S.Q. 1941, bearing date the thirteenth day of March, 1953, incorporating: Robert McCall, Marcell-Pierre Bouliane, both plumbers, of Verdun, Albert Lortie, Master-Plumber, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal with in sanitary, plumbing, heating and ventilation articles, materials for construction, any machinery, electrical accessories, furnitures, fixtures, motor, hardware, under the name of "Bouliane, McCall Company Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 935 St. André Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirteenth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34551-o

Deputy Attorney General.

Château Roberval, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of March, 1953, incorporating: Léonce Hamel, hotel-keeper, Bertrand Hamel, Manager of a Fish and Game Club, Guy Hamel, hotel clerk, all three of Roberval, judicial district of Roberval, for the following purposes:

Established and keep hotels, under the name of "Château Roberval, Limitée", with a capital stock of \$150,000 divided into 1500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the Town of Roberval, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34551

Deputy Attorney General.

Citadel Agencies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventh day of March, 1953, incorporating: Alan Macnaughton, lawyer, Q.C., Pauline Bélanger, Gisèle Dionne, both secretaries, all of the city and judicial district of Montréal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers and agents, under the name of "Citadel Agencies Limited", with a capital stock of \$5,000, divided into 1,000 shares of the par value of \$5. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34551-o

Deputy Attorney General.

Club Richelieu Dorion-Vaudreuil

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter

ticle 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du douze mars 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston-Robert Boyer, comptable, Loyola Schmidt, marchand, Marcel Daoust, pharmacien, tous de Dorion, district judiciaire de Montreal, pour les objets suivants:

Unir ses membres dans un but charitable afin qu'ils puissent s'entraider dans le domaine de la culture personnelle, sous le nom de "Club Richelieu Dorion-Vaudreuil".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34551-o

L. DÉSILETS.

Compass Trading Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du onze mars, 1953, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, Mary Goldwater, secrétaire, épousé séparé de biens de Sydney J. Goldwater, Sybil Marter, secrétaire, épouse séparée de biens de Frank R. Marter, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, et faire le commerce de fourrures, articles et parures de fourrure, et des accessoires, sous le nom de "Compass Trading Corp.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34551

L. DÉSILETS.

Confederation Mining Corporation Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du onzième jour de mars 1953, constituant en corporation: J.-Edouard DesRosiers, courtier, Ernest Lafontaine, avocat, Jacques Lafontaine, gérant, Maurice de Bellefeuille, commis et Roberte Smith, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Confederation Mining Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$5,000,000 divisé en 5,000,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaire de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of March, 1953, to incorporated as a corporation without share capital: Gaston-Robert Boyer, accountant, Loyola Schmidt, merchant, Marcel Daoust, pharmacist, all of Dorion, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To unite its members for charitable purposes so that they may help one another in the domaine of personal culture, under the name of "Club Richelieu Dorion-Vaudreuil".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Dorion, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34551

Deputy Attorney General.

Compass Trading Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eleventh day of March, 1953, incorporating: Charles Brownstein, advocate, Mary Goldwater, secretary, wife separate as to property of Sydney L. Goldwater, Sybil Marter, secretary, wife separate as to property of Frank R. Marter, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, and deal in, furs, articles of fur, fur trimmings and accessories, under the name of "Compass Trading Corp.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100. each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34551-o

Deputy Attorney General.

Confederation Mining Corporation Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eleventh day of March, 1953, incorporating: J.-Edouard DesRosiers, Stock broker, Ernest Lafontaine, advocate, Jacques Lafontaine, manager, Maurice de Bellefeuille, clerk, and Roberte Smith, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, and deal with the same, under the name of "Confederation Mining Corporation Limited", (No Personal Liability), with a capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders are to incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Continental Cafe Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelle, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du onze mars 1953, constituant en incorporation Roger Gagnon, Victor Carrières, comptables, et Jean J. Normandin, agent, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de cafés publics, sous le nom de "Continental Cafe Incorporated", avec un capital de \$150,000, divisé en 1500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1590, rue Laurier Est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551-o L. DÉSILETS.

Continental Cafe Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelle, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of March 1953, incorporating: Roger Gagnon, Victor Carrières, accountants, and Jean J. Normandin, agent, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of public cafes, under the name of "Continental Cafe Incorporated", with a capital stock of \$150,000, divided into 1500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1590 Laurier Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551 Deputy Attorney General.

Danmor Shoe Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuf mars 1953, constituant en incorporation: Jacob Harold Blumenstein, avocat, Irène Rubin, secrétaire, Ruth Wreschner, sténographe, tous trois de la cité de Montréal, et Michael Garber, avocat, conseil en loi de la Reine, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et de marchands de chaussures, gants, mitaines et marchandises de cuir, sous le nom de "Danmor Shoe Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mars, 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Danmor Shoe Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1953, incorporating: Jacob Harold Blumenstein, advocate, Irene Rubin, secretary, Ruth Wreschner, stenographer, all three of the city of Montreal, and Michael Garber, advocate, and Queen's Counsel, of the city of Westmount, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers in footwear, gloves, mitts and leather goods, under the name of "Danmor Shoe Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Dulac Potato Chips Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelle, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix mars 1953, constituant en incorporation: Gilles de Billy, André Gagnon, avocats, de Sillery, et Claude Gagnon, avocat, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme manufacturiers et commerçants de patates frites, chips, pâtisseries, ou de tout autre produit d'alimentation, sous le nom de "Dulac Potato Chips Inc.", avec un capital de \$200,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 15,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Dulac Potato Chips Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelle, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of March, 1953, incorporating: Gilles de Billy, advocate, André Gagnon, advocate, of Sillery, and Claude Gagnon, advocate, of Quebec, all of judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on as manufacturers and deal in french fried potatoes, chips, pastries, or any other food product, under the name of "Dulac Potato Chips Inc.", with a capital stock of \$200,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and into 15,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à 9 Saint-Cyrille, Sainte-Marie-de-Beauce, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars, 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551-o L. DÉSILETS.

Eleven & Twelve Island Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-sept mars, 1953, constituant en coporation sans capital-actions: Jules Savard, c.r., Lawrence Corriveau, Jean Bienvenue, tous trois avocats, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Organiser les loisirs, exercice, divertissements, et relations sociales pour les membres dudit club ainsi que pour leurs invités, sous le nom de "Eleven & Twelve Island Club Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$75,000.

Le siège social de la compagnie sera à 34 rue de la Fabrique, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté au bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

F. Ratelle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du sept mars 1952, constituant en coporation: Fridolin Ratelle, entrepreneur-plombier, Juliette Goyet-Ratelle, ménagère, épouse séparée de biens dudit Fridolin Ratelle, et dûment autorisée par ce dernier, Adhémar Rivet, comptable, tous des cité et district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'entrepreneur en travaux de plomberie, de chauffage, de couverture et de ferronnerie, sous le nom de "F. Ratelle Inc.", avec un capital de \$150,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551-o L. DÉSILETS.

Gaspé North Shore Motors Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1953, constituant en coporation: Bertrand Tremblay, avocat, Hughes Bouchard, vendeur, Marie Ahern, épouse séparée de biens dudit Bertrand Tremblay, tous de Sainte-Anne-

The head office of the company will be at 9, Saint-Cyrille, Sainte-Marie-de-Beauce, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551 Deputy Attorney General.

Eleven & Twelve Island Club Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of March, 1953, incorporating without share capital: Jules Savard, Q.C., Lawrence Corriveau, Jean Bienvenue, all three advocates, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To provide recreation, exercise, amusement and social intercourse for the members of the said club and for their guests, under the name of "Eleven & Twelve Island Club Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$75,000.

The head office of the company will be at 34 Fabrique Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

F. Ratelle Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of March, 1953, incorporating: Fridolin Ratelle, plumber-contractor, Juliette Goyet-Ratelle, housewife, wife separate as to property of the said Fridolin Ratelle, and duly authorized by the latter, Adhémar Rivet, accountant, all of the city and judicial district of Joliette, for the following purposes:

To carry on work as a contractor in plumbing, heating, roofing and iron fixtures, under the name of "F. Ratelle Inc.", with a capital stock of \$150,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 1000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551 Deputy Attorney General.

Gaspé North Shore Motors Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of March, 1953, incorporating: Bertrand Tremblay, advocate, Hughes Bouchard, salesman, Marie Ahern, wife separate as to property of the said Bertrand Tremblay, all of Sainte-

des-Monts, district judiciaire de Gaspé, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles, diriger et entreprendre toutes opérations d'atelier de réparation et garage, sous le nom de "Gaspé North Shore Motors Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551-o L. DÉSILETS.

General Optical Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du onzième jour de mars 1953, constituant en corporation: Maurice Chevrier, opticien, de la cité de Verdun, Wyndham Alfred Strover, avocat, de la cité de Montréal, et Joseph Henry Porteous, avocat, de la ville de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, et faire le commerce d'articles en verre, instruments d'optique, bijouterie, accessoires de laboratoire, sous le nom de "General Optical Company Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1653 Simard Lane, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Goyer Transport Ltée-Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du seize mars 1953, constituant en corporation: Cecil H. Macnaughton, Jean Bruneau, avocats, Suzanne Savignac, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter généralement le commerce de camionnage, sous le nom de "Goyer Transport Ltée — Ltd.", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Bruno, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551-o L. DÉSILETS.

Hide Fur & Skin Brokers Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix mars 1953, constituant en corporation: Char-

Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé, for the following purposes:

To deal in automobiles, direct and undertake workshop operations, repairs and garage work, under the name of "Gaspé North Shore Motors Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551 Deputy Attorney General.

General Optical Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of March, 1953, incorporating: Maurice Chevrier, optician, of the city of Verdun, Wyndham Alfred Strover, advocate, of the city of Montreal, and Joseph Porteous, advocate, of the town of Hampstead, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, and deal with glassware, optical instruments, jewellery, laboratory supplies under the name of "General Optical Company Ltd.", with a capital of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1653 Simard Lane, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Goyer Transport Ltée-Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixteenth day of March 1953, incorporating: Cecil H. Macnaughton, Jean Bruneau, advocates, Suzanne Savignac, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of trucking, under the name of "Goyer Transport Ltée — Ltd.", with a capital of \$75,000 divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Bruno, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General March sixteenth, 1953.

L. DÉSILETS,
34551 Deputy Attorney General.

Hide Fur & Skin Brokers Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of March, 1953, incorporating: Charles Browns-

les Brownstein, avocat, Mary Goldwater, secrétaire, épouse séparée de biens de Sydney L. Goldwater, Tatjana Iszkow, secrétaire, épouse séparée de biens de Mikolaj Iszkow, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fourrures, articles en fourrures, parures et accessoires, sous le nom de "Hide Fur & Skin Brokers Corp.", avec un capital de \$45,000 divisé en 90 actions ordinaires de \$100 chacune, et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté au bureau du Procureur général le dix mars, 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Industrial Supplies & Marine Equipment Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du six mars 1953, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, de Longueuil, Janine Pilon, secrétaire, Marie-Jeanne Stanton, téléphoniste, veuve non-remariée de feu Hervey Stanton, tous de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, et marchands de matériaux de tout genre relativement à l'industrie, ou en vue de la construction ou le finissage de navires et de vaisseaux, sous le nom de "Industrial Supplies & Marine Equipment Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté au bureau du Procureur général le six mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

International Iron Ores Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix mars 1953, constituant en corporation: Léon Méthot, Jean Méthot, procureurs, Andrée Méthot, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais, huile et pétrole et les négocier, sous le nom de "International Iron Ores Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 326 Bonaventure, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

tein, aevocate, Mary Goldwater, secretary, wife separate as to property of Sydney L. Goldwater, Tatjana Iszkow, secretary, wife separate as to property of Mikolaj Iszkow, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in furs, articles of fur, fur trimmings and accessories, under the name of "Hide Fur & Skin Brokers Corp.", with a capital stock of \$45,000, divided into 90 common shares of \$100, each, and 360 preferred shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Industrial Supplies & Marine Equipment Limited

Notice is hereby given that under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1953, incorporating: Gérard Corbeil, lawyer, of Longueuil, Janine Pilon, secretary, Marie-Jeanne Stanton, telephone operator, unremarried widow of the late Hervey Stanton, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, and dealers in any materials for industrial purposes or for the construction or furnishing of ships and vessels, under the name of "Industrial Supplies & Marine Equipment Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 500 ordinary shares at a par value of \$10 each and 350 preferred shares at a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General

International Iron Ores Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of March, 1953, incorporating: Léon Méthot, Jean Méthor, both solicitors, Andrée Méthot, stenographer, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, oils and petroleum, and deal with the same, under the name of "International Iron Ores Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 326, Bonaventure Street, in the city and judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Jacoby's House of Antiques Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six mars, 1953, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat, et Conseil en Loi de la Reine, Clarence Reuben Gross, avocat, Moses Silverstone, commis, et Sarah Miller, stenographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'objets antiques, objets d'art, articles de ménage, garnitures de maison, bijouterie et nouveautés, sous le nom de "Jacoby's House of Antiques Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 490 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de mars, 1953.

L'Assistant-procureur général,

34551

L. DÉSILETS.

Jacoby's House of Antiques Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1953, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross, advocate, Moses Silverstone, clerk, and Sarah Miller, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in antiques, objets d'art, household articles, furnishings, jewelry, and novelties, under the name of "Jacoby's House of Antiques Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of the par value of \$10, each and 490 preferred shares of the par value of \$100, each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34551-o

Deputy Attorney General.

La Compagnie Canton Marchand (Incorporée)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du seize mars 1953, constituant en corporation: Guy Pager, avocat, Dame Veuve Grace Dionne Miller, téléphoniste, tous deux de Montréal, Louis-Joseph de la Durantaye, avocat, de Dorion (Vaudreuil-Station), tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et aliéner des biens meubles et immeubles de toute nature pour les fins d'exploitation de pensions, auberges et hôtelleries, sous le nom de "La Compagnie Canton Marchand (Incorporée)", avec un capital de \$39,000 divisé en 390 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34551-o

L. DÉSILETS.

La Compagnie Canton Marchand (Incorporée)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixteenth day of March 1953, incorporating: Guy Pager, advocate, Dame Grace Dionne Miller, widow, telephone operator, both of Montreal, Louis-Joseph de la Durantaye, advocate, of Dorion (Vaudreuil-Station), all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and alienate moveable and immovable property of every kind, for the purpose of operating boarding-houses, inns and hotels, under the name of "La Compagnie Canton Marchand (Incorporée)", with a capital stock of \$39,000 divided into 390 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, March sixteenth, 1953.

L. DÉSILETS,

34551

Deputy Attorney General.

**La Compagnie du Bassin de Laprairie Ltée
The Laprairie Basin Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douzième jour de mars 1953, constituant en corporation: Maurice Riel, de la ville de Laprairie, Alphonse Barbeau, de Bordeaux, avocats, Léo Limoges, de Rosemont, comptable, Thérèse Dubreuil, secrétaire, Lorraine Séguin, Michelle Cusson, sténographes, toutes trois de la ville de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, et Lomer Gouin, avocat, de Sainte-Adèle district, judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter et faire le commerce de ciment, tuyaux à chaîne, chaux, plâtre, briques, argile, sable, pierre et tous produits d'aucun des dits matériaux, et, en général, faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction,

**La Compagnie du Bassin de Laprairie Ltée
The Laprairie Basin Company Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of March, 1953, incorporating: Maurice Riel, of the town of Laprairie, Alphonse Barbeau, of Bordeaux, lawyers, Léo Limoges, of Rosemont, accountant, Thérèse Dubreuil, secretary, Lorraine Séguin, Michelle Cusson, stenographers, all three of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, and Lomer Gouin, lawyer, of Ste. Adèle, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To manufacture, buy and deal in cement, chain pipes, lime, plaster, bricks, clay, sand, stone, and all products of any of the said materials, and generally deal in all kinds of buildings materials, under the name of "La Compagnie

sous le nom de "La Compagnie du Bassin de Laprairie Ltée" — "The Laprairie Basin Company Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur Général, le douzième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

du Bassin de Laprairie Ltée" — "The Laprairie Basin Company Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Mertens Fur Dressers & Dyers Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dixième jour de mars, 1953, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, Mary Goldwater, épouse séparée de biens de Sydney L. Goldwater et Tatjana Iszkow, épouse séparée de biens de Mikolaj Iszkow, toutes deux secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce de fourrures, articles en fourrures, sous le nom de "Mertens Fur Dressers & Dyers Corp.", avec un capital de \$45,000 divisé en 90 actions ordinaires de \$100 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS,

Mertens Fur Dressers & Dyers Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of March, 1953, incorporating: Charles Brownstein, advocate, Mary Goldwater, wife separate as to property of Sydney L. Goldwater, and Tatjana Iszkow, wife separate as to property of Mikolaj Iszkow, both secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in furs, articles of furs, under the name of "Mertens Fur Dressers & Dyers Corp.", with a capital stock of \$45,000, divided into 90 common shares of \$100 each, 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Mi-Lady Furs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du onzième jour de mars 1953, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, Mary Goldwater, épouse séparée de biens de Sydney L. Goldwater, Tatjana Iszkow, épouse séparée de biens de Mikolaj Iszkow, toutes deux secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fourrures, articles et garnitures de fourrure et accessoires, sous le nom de "Mi-Lady Furs Inc.", avec un capital de \$39,000 divisé en 130 actions ordinaires de \$100 chacune et 260 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Mi-Lady Furs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of March, 1953, incorporating: Charles Brownstein, advocate, Mary Goldwater, wife separate as to property of Sydney L. Goldwater, Tatjana Iszkow, wife separate as to property of Mikolaj Iszkow, both secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, and deal in furs, articles of fur, fur trimmings and accessories, under the name of "Mi-Lady Furs Inc.", with a capital stock of \$39,000, divided into 130 common shares of \$100 each, and 260 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

National Armature and Metallic Lath Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six février 1953, constituant en corporation: René-Léo Charlebois, pédicure, de Qué-

National Armature and Metallic Lath Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth of February 1953, incorporating: René-Léo Charlebois, chiropodist, of Quebec, Albert

bec, Albert Gendron, poseur de lattes métalliques, de Québec-Ouest, tous deux du district judiciaire de Québec, Raoul Tellier, poseur d'armatures, de Saint-Elzéar, comté de Laval, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "National Armature and Metallic Lath Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7032, Christophe-Colomb, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551-o L. DÉSILETS.

Norben Togs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelle, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1953, constituant en corporation: Norman Katz, manufacturier, Ben Grosser, gérant, Frances Furman, secrétaire, fille majeure, Samuel Moskovitch, avocat, et Conseil en Loi de la Reine, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de "Norben Togs Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3970 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Opawica Explorers Ltd. (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelle, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du septième jour de mars, 1953, constituant Roger Lacoste, c.r., de la ville d'Outremont, Anthime Bergeron, André Savoie, avocats, Blanche Teasdale, Germaine Abel, toutes deux secrétaires, de la ville de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Opawica Explorers Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

L'actionnaire n'encourra aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Gendron, metallic lathlayer, of Quebec-West, both of the city and judicial district of Quebec, Raoul Tellier, armature-layer, of St-Elzéar, county of Laval, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors under the name of "National Armature and Metallic Lath Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7032, Christophe-Colomb, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General the twenty-sixth day of February 1953.

L. DÉSILETS,
34551 Deputy Attorney General.

Norben Togs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelle, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of March, 1953, incorporating: Norman Katz, manufacturer, Ben Grosser, manager, Frances Furman, secretary, spinster, Samuel Moskovitch, advocate, and Queen's Counsel, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in wearing apparel, under the name of "Norben Togs Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 3970, St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Opawica Explorers Ltd. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelle, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of March, 1953, incorporating: Roger Lacoste, Q.C., of the city of Outremont, Anthime Bergeron, André Savoie, lawyers, Blanche Teasdale, Germaine Abel, both secretaries, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Opawica Explorers Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

The shareholder shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Radiant Homes (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douzième jour de mars 1953, constituant en corporation: Max Slapack, Gregory Charlap, Monroe Abbey, avocats, Sylvia Teitlebaum, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'immeubles, d'améliorations et de constructions, sous le nom de "Radiant Homes (Quebec) Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Radiant Homes (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of March, 1953, incorporating: Max Slapack, Gregory Charlap, Monroe Abbey, advocates, Sylvia Teitlebaum, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general real estate improvement and constructing business, under the name of "Radiant Homes (Quebec) Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100. each, and 250 preferred shares of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

**St. Andrews Country Club
Le Club St. André**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 272, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du onzième jour de mars 1953, constituant en corporation sans capital-actions: A. H. Graham Gould, avocat, Rolland La Prairie, étudiant en droit, de la Ville de Westmount, Alfred-Antoine Paré, avocat, A. Patrick Wickham, notaire, C. Millar Paradis, John Gerald Gallagher, courtiers en assurance, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Etablir, diriger et gérer un club champêtre dans un but social et récréatif à St-Andrews East, comté d'Argenteuil, Province de Québec, sous le nom de "St. Andrews Country Club" — "Le Club St. André".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, cet onzième jour de mars, 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

**St. Andrews Country Club
Le Club St. André**

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 272, R.S.Q. 1941, bearing date the eleventh day of March, 1953, incorporating without share capital: A. H. Graham Gould, advocate, Rolland La Prairie, Law Student, of the city of Westmount, Alfred-Antoine Paré, advocate, A. Patrick Wickham, notary, C. Millar Paradis, John Gerald Gallagher, Insurance Brokers, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To establish, carry on and conduct a country club for social and recreational purposes at St. Andrews East, County of Argenteuil, Province of Quebec, under the name of "St. Andrews Country Club" — "Le Club St. André".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$25,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

St. Martin Tire & Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix mars, 1953, constituant en corporation: William Patrick Creagh, Alexander Gordon Yeoman, commis en droit, Clifford George Mecke, Charles-Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, comptables, tous de la cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et négocier des pneus et chambres à air pour utilisation des véhicules moteurs et autres, outils et accessoires, sous le nom de "St. Martin Tire & Supply Ltd.", avec

St. Martin Tire & Supply Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of March, 1953, incorporating: William Patrick Creagh, Alexander Gordon Yeoman, law clerks, Clifford George Meek, Charles-Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, bookkeepers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and trade in tires and tubes for use by motors vehicles and other, tools and accessories, under the name of "St. Martin Tire & Supply Ltd.", with a capital

un capital de \$200,000, divisé en 20,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Sarrazin Motors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quatorze mars 1953, constituant en corporation: Paul Sarrazin, gérant, Armand-Hildège Viau, Georges-Étienne Vincent, comptables, tous de Verdun, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'automobiles; opérer des garages, sous le nom de "Sarrazin Motors Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du procureur général le quatorze mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551-o L. DÉSILETS.

Service des Loisirs du Sacré-Cœur de L'Abord-à-Plouffe

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mars 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Wilfrid Marchand, comptable, Gérard Lavoie, Benoit Renaud, entrepreneurs, Adrien Mandeville, surintendant, Moïse Gendreau, voyageur, Ludovic Lapointe, commis, Jean-Paul Laurin, menuisier, Jacqueline Lorrain, employée civile, tous de L'Abord-à-Plouffe, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la Paroisse du Sacré-Cœur de L'Abord-à-Plouffe, sous le nom de "Service des Loisirs du Sacré-Cœur de L'Abord-à-Plouffe".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$60,000.

Le siège social de la corporation sera à L'Abord-à-Plouffe, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551-o L. DÉSILETS.

Shiff Fellowship Association

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes, en date du neuvième jour de mars, 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Shiff, Sam Shiff, manufacturiers, Jack Pearson, surintendant d'usine, de la ville d'Outremont,

stock of \$200,000, divided into 20,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Cap St. Martin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Sarrazin Motors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of March 1953, incorporating: Paul Sarrazin, manager, Armand-Hildège Viau, Georges-Étienne Vincent, accountants, all of Verdun, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles; operate garages, under the name of "Sarrazin Motors Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 40 common shares of a par value of \$100 each, and 360 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the fourteenth day of March 1953.

L. DÉSILETS,
34551 Deputy Attorney General.

Service des Loisirs du Sacré-Cœur de L'Abord-à-Plouffe

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1953, to incorporate as a corporation without share capital: Wilfrid Marchand, accountant, Gérard Lavoie, Benoit Renaud, contractors, Adrien Mandeville, superintendant, Moïse Gendreau, traveller, Ludovic Lapointe, clerk, Jean-Paul Laurin, joiner, Jacqueline Lorrain, civil employee, all of Abord-à-Plouffe, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote recreational activities in the Parish of Sacré-Cœur of L'Abord-à-Plouffe, under the name of "Service des Loisirs du Sacré-Cœur de L'Abord-à-Plouffe".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$60,000.

The head office of the corporation will be at L'Abord-à-Plouffe, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551 Deputy Attorney General.

Shiff Fellowship Association

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of March, 1953, incorporating without share capital: Louis Shiff, Sam Shiff, manufacturers, Jack Pearson, factory supervisor, of the city of Outremont, Philip Krupp, cutting super-

Philip Krupp, surintendant de la coupe, et Aimé Lacroix, surintendant du pressage, de la Cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Maintenir et développer de meilleures relations sociales entre les employés et les officiers de Shiff & Co. Inc., et d'intéresser les membres dans des buts charitables, sous le nom de "Shiff Fellowship Association".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$15,000.

Le siège social de la corporation sera à 305, rue Bellechasse-est, en la cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général ce neuvième jour de mars, 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Southwood, Campbell & Howard Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelle, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du deuxième jour de mars 1953, constituant en corporation: Armand Rousseau, Wesley Hyndman Bradley, c.r., avocats, Douglas Stevens Howard, avocat, Jeannette Hugo, sténographe, Charles Edward Soles, agent spécial de colonisation, tous de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers et agents d'assurances, sous le nom de "Southwood, Campbell & Howard Ltd."

Le capital-actions de la compagnie sera composé de 1,000 actions sans valeur au pair; la compagnie commencera ses opérations avec un capital non inférieur à \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Spinelli Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de février 1953, constituant en corporation: David Goodman, avocat, Jack Lightstone, avocat, Roslyn Soloway, Carol A. Dienst, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, Philip Fischel Vineberg, avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "Spinelli Construction Ltée", avec un capital de \$1,000,000, divisé en 1,000 actions de \$1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Super Press Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

visé, and Aimé Lacroix, pressing supervisor, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To maintain and develop better social relations between employees and officials of Shiff & Co. Inc., and to interest the members in charitable activities, under the name of "Shiff Fellowship Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$15,000.

The head office of the Company will be at 305, Bellechasse Street East, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Southwood, Campbell & Howard Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelle, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the second day of March, 1953, incorporating: Armand Rousseau, Wesley Hyndman Bradley, Q.C., advocates, Douglas Stevens Howard, advocate, Jeannette Hugo, stenographer, Charles Edward Soles, special colonization agent, all of the city of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers and insurance agents, under the name of "Southwood, Campbell & Howard Ltd."

The capital stock of the company shall consist of 1,000 no par value shares; the company will commence business with a capital of not less than \$5,000.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Spinelli Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February 1953, incorporating: David Goodman, advocate, Jack Lightstone, advocate, Roslyn Soloway, Carol A. Dienst, secretaries, spinsters, all of Montreal, Philip Fischel Vineberg, advocate, of Outremont, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders, under the name of "Spinelli Construction Ltée", with a capital stock of \$1,000,000 divided into 1,000 shares of \$1,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Super Press Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de février 1953, constituant en corporation: Saul Finkelstein, imprimeur, de la cité d'Outremont, Max Morgen, imprimeur-estimateur, Abraham Jacob Rosenstein, avocat, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'annonces et de publicité, sous le nom de "Super Press Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$50 chacune et 200 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34551

L. DÉSILETS.

Tanny Merchandising Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seizième jour de mars 1953, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, Maynard B. Golt, avocats, Lillian Winch, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce et le négoce de marchandises, objets et tous articles composés de bois, métal, plastique, verre, produits chimiques, produits du règne animal, végétal, minéral, produits forestiers et textiles, sous le nom de "Tanny Merchandising Corp.", avec un capital de \$50,000 divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34551

L. DÉSILETS.

The Scotstown Slippers Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de février 1953, constituant en corporation: Guy Blanchette, Jean-Louis Péloquin, avocats, et Lucienne Gosselin, secrétaire, tous de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Fabriquer et vendre des bottes, chaussures et pantoufles, sous le nom de "The Scotstown Slippers Company Ltd.", avec un capital de \$35,000, divisé en 700 actions de \$50 chacune.

Le siège social sera à Scotstown dans le district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34551

L. DÉSILETS.

The Statler Shoe Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February 1953, incorporating: Saul Finkelstein, Printer, of the city of Outremont, Max Morgen, Printing Estimator, Abraham Jacob Rosenstein, advocate, both of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general advertising and publicity business, under the name of "Super Press Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 common shares of \$50 each and 200 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February 1953.

L. DÉSILETS,

34551-o

Deputy Attorney General.

Tanny Merchandising Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixteenth day of March, 1953, incorporating: Moses Samuel Yelin, Maynard B. Golt, advocates, Lillian Winch, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with goods, wares and merchandise composed of wood, metal, plastics, glass, chemicals, animal products, vegetable products, mineral products forest products and textiles, under the name of "Tanny Merchandising Corp.", with a capital stock of \$50,000, divided into 150 common shares of the par value of \$100, each, and 350 preferred shares of the par value of \$100, each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34551-o

Deputy Attorney General.

The Scotstown Slippers Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1953, incorporating: Guy Blanchette, Jean-Louis Péloquin, attorneys, and Lucienne Gosselin, secretary, all of the city of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To make and sell boots, shoes and slippers, under the name of "The Scotstown Slippers Company Ltd.", with a capital stock of \$35,000, divided into 700 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Scotstown, in the judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February 1953.

L. DÉSILETS,

34551-o

Deputy Attorney General.

The Statler Shoe Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

vingt-huit février 1953, constituant en corporation: Germaine Lacharité, Marguerite Frenette, filles majeures, secrétaires, André Charron, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce comme manufacturiers et distributeurs de chaussures de toutes descriptions, sous le nom de "The Statler Shoe Co. Ltd.",

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 300 actions sans valeur a pair ou nominale et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551-o L. DÉSILETS.

The Wagon Wheel, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de février 1953, constituant en corporation: Alexander McTavish Stalker, John Malcolm McDougall, avocats, tous deux de la cité de Montréal, Ian Caldwell Stalker, avocat de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à exploiter des restaurants, cafés, salles de rafraichissements, restaurants dispensant le service aux voitures, auberges et lieux de divertissements, sous le nom de "The Wagon Wheel, Inc.", avec un capital de \$5,000 divisé en 100 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

The Wister Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de février 1953, constituant en corporation: Louis Feigenbaum, avocat, de Ville St-Laurent, Philip Meyerovitch, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Hyman Solomon, avocat, Morris Shuter, gérant de bureau, tous trois de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et faire le commerce d'immeubles et de tous droits et intérêts en iceux, sous le nom de "The Wister Corporation", avec un capital de \$100,000 divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Transoil Terminals Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mars 1953, constituant en corporation: Henri

eightth day of February, 1953, incorporating: Germaine Lacharité, Marguerite Frenette, spinners, secretaries, André Charron, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and distributors of shoes of all descriptions, under the name of "The Statler Shoe Co. Ltd.",

The capital stock of the company is divided into 300 shares of no par or nominal value and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,
34551 Deputy Attorney General.

The Wagon Wheel, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1953, incorporating: Alexander McTavish Stalker, John Malcolm McDougall, advocates, both of the city of Montreal, Ian Caldwell Stalker, advocate, of the city of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of operating restaurants, cafes, refreshment rooms, curb services, inns and places of amusement, under the name of "The Wagon Wheel, Inc.", with a capital stock of \$5,000 divided into 100 shares of \$50. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

The Wister Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1953, incorporating: Louis Feigenbaum, advocate, of Ville St. Laurent, Philip Mayerovitch, advocate and Queen's Counsel, Hyman Solomon, advocate, Morris Shuter, office manager, all three of the City of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, and deal with real estate and all rights and interests therein, under the name of "The Wister Corporation", with a capital stock of \$100,000 divided into 5,000 common shares of the par value of \$10. each and 5,000 preferred shares of the par value of \$10. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o De-uty Attorney General.

Transoil Terminals Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1953, incorporating: Henri Beaulieu,

Beaulieu, de la cité de Montréal, Jean Beaulieu, de la cité d'Outremont, et Jean Casgrain, de la cité de Westmount, tous trois avocats, c.r., tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de l'entrepôt et de l'emmagasinage des pétroles et des produits pétroliers, sous le nom de "Transoil Terminals Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est d'au moins \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera situé dans la ville de la Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551-o L. DÉSILETS.

of the city of Montreal, Jean Beaulieu, of the city of Outremont, and Jean Casgrain, of the city of Westmount, all three advocates, Q.C., all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in storage and warehousing of petrol and petrol products, under the name of "Transoil Terminals Ltd."

The capital stock of the company is divided into 1,000 shares of no par or nominal value and the amount of the capital stock with which the company shall start its operations is at least \$5,000.

The head office of the company will be situated in the town of Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551 Deputy Attorney General.

Trico Ring Mfg. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de février 1953, constituant en corporation: Ernest Brotman, vendeur, Alex Shmon, gérant, Abraham Simon, bijoutier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de bagues et parures, bijouterie et autres articles similaires, sous le nom de "Trico Ring Mfg. Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Trico Ring Mfg. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February 1953, incorporating: Ernest Brotman, salesman, Alex Simon, manager, Abraham Simon, jeweller, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in rings and adornments, jewellery and other similar articles, under the name of "Trico Ring Mfg. Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Turf Farms Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1953, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, John McGlinchey Home, avocats et Conseil en Loi de la Reine, Kenneth Hunter Wilson, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général et les opérations de fleuristes, pépiniéristes et grainotiers, sous le nom de "Turf Farms Inc."

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 594 Chemin Lakeshore, ville de Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Turf Farms Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of March, 1953, incorporating: Kenneth Albert Wilson, John McGlinchey Home, advocates and Queen's Counsel, Kenneth Hunter Wilson, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business and operations of florists, nurserymen and seed-growers and developers under the name of "Turf Farms Inc."

The capital stock of the company is divided into 1,000 common shares having no nominal or par value, and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 594 Lakeshore Road, Town of Beaconsfield, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Two-Way Car Wash Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douzième jour de février 1953, constituant en corporation: Hyman Feldman, marchand, de la cité de Westmount, George Whelan, avocat, de la ville de Pointe-aux Trembles, James Topping, surintendant, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à laver toutes sortes de véhicules-moteurs et faire le négoce d'accessoires, sous le nom de "Two-Way Car Wash Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Two-Way Car Wash Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of February, 1953, incorporating: Hyman Feldman, merchant, of the city of Westmount, George Whelan, advocate, of the Town of Pointe-aux-Trembles, James Topping, superintendent, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of washing all kinds of motor vehicles and equipment, under the name of "Two-Way Car Wash Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 2,500 common shares of a par value of \$10. each, and 7,500 preferred shares of a par value of \$10. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Upper Ridgewood Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dixième jour du mois de mars, 1953, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat, Jack B. Bobrove, étudiant en droit, tous deux de la cité de Montréal, Ruth D. Budyk, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et développer des emplacements immobiliers sous le nom de "Upper Ridgewood Corporation", avec un capital de \$50,000 divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 450 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dixième jour de mars, 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Upper Ridgewood Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of March, 1953, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate, Jack B. Bobrove, law student, both of the city of Montreal, Ruth D. Budyk, spinster, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and develop immoveable emplacements, under the name of "Upper Ridgewood Corporation", with a capital stock of \$50,000, divided into 50 common shares of a par value of \$100 each, and 450 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Van Der Velpen Trading Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1953, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avocat, Lillian Winch, Esther Monson, toutes deux secrétaires, tous trois de la cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce et le négoce de marchandises, articles et marchandises faites de bois, métal, céramique, plastique, caoutchouc, textile, fibres synthétiques, papier, verre, produits provenant des animaux, pierre précieuses et semi-précieuses, sous le nom de "Van Der Velpen Trading Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Van Der Velpen Trading Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1953, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate, Lillian Winch, Esther Monson, both secretaries, all three of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with foods, wares, and merchandise composed of wood, metal, ceramics, plastics, rubber, textiles, synthetic fibres, paper, glass, animal products and precious and semi-precious stones, under the name of "Van Der Velpen Trading Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each, and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Wellington Securities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de février 1953, constituant en corporation: Benjamin Benoit, Jean Boulanger, avocats, tous deux de la cité de Montréal, Hector Benoit, avocat, de la cité de Longueuil, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les transactions et exercer le commerce général d'une agence d'échange de valeurs et faire les affaires de courtage, sous le nom de "Wellington Securities Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune et 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Wellington Securities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February 1953, incorporating: Benjamin Benoit, Jean Boulanger, advocates, both of the city of Montreal, Hector Benoit, advocate, of the city of Longueuil, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To transact and carry on a general stock exchange agency and brokerage business, under the name of "Wellington Securities Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares of \$100 each and 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Wolfe Neckwear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1953, constituant en corporation: George Whelan, avocat, de Pointe-aux-Trembles, James Topping, John Di Massino, surintendant, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de parures de cou, vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de "Wolfe Neckwear Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Wolfe Neckwear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1953, incorporating: George Whelan, advocate, of Pointe-aux-Trembles, James Topping, John Di Massino, superintendent, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in neckwear, clothing, and wearing apparel of all kinds, under the name of "Wolfe Neckwear Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10, each, and 800 preferred shares of a par value of \$100, each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

W. S. Holland Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1953, constituant en corporation: Robert Litwin, finisseur en photographie, Bernard Gardner, avocat, tous deux de la cité de Montréal, Sol Sidney Fels, avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de photographies et reproducteurs de gravures et aussi agir comme artistes et artistes commerciaux, sous le nom de "W. S. Holland Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune et 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

W. S. Holland Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1953, incorporating: Robert Litwin, Photo finisher, Bernard Gardner, advocate, both of the city of Montreal, Sol Sidney Fels, advocate, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of photographers and reproducers of pictures and to act as artists and commercial artists, under the name of "W. S. Holland Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares of \$100 each, and 100 common shares of \$100, each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Yvan Charbonneau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du douze mars 1953, constituant en corporation: Yvan Charbonneau, commerçant, Arthur Murchison, agent, Marie-M. Petrelli, ménagère, tous de la ville de Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre ou autrement transiger tous les articles habituellement vendus dans une ferronnerie, sous le nom de "Yvan Charbonneau Ltée", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le douze mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551-o L. DÉSILETS.

455 Craig St. West, Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du sept janvier 1953, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Théodore H. Shapiro, avocat, de la Ville de Mont-Royal, Joseph-R. Hoffman, avocat, Jean McFarlane, dactylo, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et négocier un certain emplacement, sous le nom de "455 Craig St. West, Corp.", avec un capital de \$200,000, divisé en 1500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1850 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mars, 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Belvedere Development Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger les lettres patentes en date du 21 janvier 1953 de la compagnie "Belvedere Development Limited", de la manière suivante: dans le paragraphe II desdites lettres patentes, le mot "other" a été remplacé par le mot "others".

Daté du bureau du Procureur général le 7 avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551-o L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Yvan Charbonneau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of March 1953, incorporating: Yvan Charbonneau, merchant, Arthur Murchison, agent, Marie-M. Petrelli, housekeeper, all of the town of Ste-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell or otherwise deal in all articles usually sold in a hardware business, under the name of "Yvan Charbonneau Ltée", with a capital stock of \$30,000 divided into 300 shares or \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General the twelfth day of March 1953.

L. DÉSILETS,
34551 Deputy Attorney General.

455 Craig St. West, Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventh day of March, 1953, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Mount Royal, Joseph-R. Hoffman, advocate, Jean McFarlane, typist, of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with a certain emplacement, under the name of "455 Craig St. West, Corp.", with a capital stock of \$200,000, divided into 1500 common shares of \$10. each and 1850 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Belvedere Development Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct letters patent bearing date the twenty-first day of January, 1953, for the company "Belvedere Development Limited", in the following manner: in paragraph II of the said letters patent, the word "other" has been replaced by the word "others".

Dated at the office of the Attorney General, on April 7, 1953.

L. DÉSILETS,
34551 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Crelinsten Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 16 mars 1953, afin de changer le nom de "Crelinsten Enterprises Ltd.", compagnie dûment incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 23 septembre, 1949, en celui de "Crelinsten Limited".

Daté au bureau du Procureur général, le 16 mars, 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Crelinsten Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of March, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, changing the name of "Crelinsten Enterprises Ltd.", a company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated September 23, 1949, to that of "Crelinsten Limited".

Dated at the office of the Attorney General, the 16th day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Dominion Paper Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de mars, 1953, à la compagnie "Dominion Paper Company", réduisant son capital-actions de \$300,000 à \$225,000 par l'annulation de 750 actions ordinaires de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 7e jour de mars, 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Dominion Paper Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of March, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Dominion Paper Company", reducing its capital from \$300,000 to \$225,000, by the cancelling of 750 common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 7th day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Federal Metals Corporation
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de cette dernière loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18 mars 1953, à la compagnie "Federal Metals Corporation" (No Personal Liability), portant le capital-actions de telle compagnie de \$3,000,000 à \$4,000,000: le nouveau capital-actions étant divisé en 1,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 18 mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551-o L. DÉSILETS.

Federal Metals Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act and Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, bearing date the eighteenth day of March 1953, to the "Federal Metals Corporation" (No Personal Liability) company, increasing the capital stock of the said company from \$3,000,000 to \$4,000,000: the new capital-stock being divided into 1,000,000 shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, the eighteenth day of March 1953.

L. DÉSILETS,
34551 Deputy Attorney General.

Harold Handman Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de mars 1953, changeant le nom de la compagnie "Handman Agencies, Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 7 avril 1945, et par lettres patentes supplémentaires en date du 13 novembre 1948, en celui de "Harold Handman Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Harold Handman Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of March, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, changing the name of the company "Handman Agencies Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent dated April 7, 1945, and by supplementary letters patent dated November 13, 1948, to that of "Harold Handman Limited".

Dated at the office of the Attorney General the 16th day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551-o Deputy Attorney General.

Saguenay Industries Limited
(Les Industries Saguenay, Limitée)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 mars 1953, à la compagnie "Les Ateliers Mécaniques du Saguenay, Limitée (Saguenay Mechanic Shop, Limited)" constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 6 février 1944, et par lettres patentes supplémentaires en date du 16 février 1950, et par de nouvelles lettres patentes supplémentaires en date du 27 mai 1952, changeant le nom de ladite compagnie en celui de "Saguenay Industries Limited (Les Industries Saguenay, Limitée)".

Daté du bureau du Procureur général le 17 mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551-o L. DÉSILETS.

The Mont Royal Dairies & Company Limited
Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 mars 1953, à la compagnie "The Mount Royal Dairies & Company Limited — Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée", 1° subdivisant 20,000 actions ordinaires sans valeur nominale en 50,000 actions ordinaires sans valeur nominale; 2° augmentant son capital de 10,000 actions ordinaires additionnelles sans valeur nominale; 3° fixant à la somme de \$350,000 le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général le 5 mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551-o L. DÉSILETS.

Saguenay Industries Limited
(Les Industries Saguenay, Limitée)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, bearing date the seventeenth day of March 1953, to "Les Ateliers Mécaniques du Saguenay (Saguenay Mechanic Shop, Limited)", a company incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated November 6, 1944, and by supplementary letters patent dated February 16, 1950, and by additional supplementary letters patent dated May 27th, 1952, changing the name of the said company into that of "Saguenay Industries Limited (Les Industries Saguenay, Limitée)".

Dated at the office of the Attorney General, March 17, 1953.

L. DÉSILETS,
34551 Deputy Attorney General.

The Mont Royal Dairies & Company Limited
Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fifth day of March, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, of the said Act, R.S.Q., 1941, to the company "The Mount Royal Dairies & Company Limited — Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée", 1. subdividing 20,000 common shares without nominal value into 50,000 common shares without nominal value; 2. increasing its capital stock by 10,000 additional common shares without nominal value; 3. fixing an amount of \$350,000 the amount with which the company shall continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, the 5th day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34551 Deputy Attorney General.

Action en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure. Dame Mary Edwina Loy Gooch, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jean Longy, ingénieur agronome, des mêmes lieux, demanderesse, vs Jean Longy, ingénieur agronome, des cité et district de Montréal, défendeur.

AVIS LÉGAL

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur. Montréal, ce 24 mars, 1953.

Les Procureurs de la demanderesse,
DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU.
34584-o

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court. Dame Mary Edwina Loy Gooch, of the City of Montreal, District of Montreal, wife common as to property of Jean Longy, agricultural engineer, of the same place, plaintiff, vs Jean Longy, agricultural engineer, of the City of Montreal, district of Montreal, defendant.

LEGAL NOTICE

An action in separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant. Montreal, March the 24th, 1953.

DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.
34584-o

Arrêté en Conseil

Order in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 403

Numéro 403

Québec, le 2 avril 1953.

Quebec, April 2, 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Section "A"

Part "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec.

CONCERNING amendments of the decree relating to the building materials industry in the province of Quebec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la pierre, rendue obligatoire par la section 2 du décret numéro 324 du 30 mars 1950, amendé par les arrêtés en conseil numéros 625-B et 1094-C des 31 mai et 4 octobre 1950, 894-C du 14 août 1951, 1226-C du 19 novembre 1952 et 82-B et 172-A des 21 janvier et 19 février 1953, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire de nouvelles conditions de travail devant remplacer celles déterminées par ladite section 2 actuellement en vigueur;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the stone industry, rendered obligatory by part 2 of the decree No. 324 of March 30, 1950, as amended by Orders in Council Nos. 625-B and 1094-C of May 31 and October 4, 1950, 894-C of August 14, 1951, 1226-C of November 19, 1952 and 82-B and 172-A of January 21 and February 19, 1953, relating to the building materials industry in the province of Quebec, have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory new working conditions to replace those determined under the said part 2 now in force:

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 février 1953;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 14, 1953;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

1° QUE la section 2 dudit décret numéro 324 soit abrogée et remplacée par la suivante:

1. That part 2 of the said decree, No. 324, be repealed and replaced by the following:

SECTION 2

SECTION 2

ARTICLE I

ARTICLE I

*Pierre naturelle**Natural Stone*

1° a) *Juridiction industrielle*: Le présent article s'applique au travail de finition dans les industries de la pierre à chaux, de la pierre à sable et de toute autre pierre naturelle, à l'exception du granit et du marbre.

1. a) *Industrial jurisdiction*: The present section governs any finishing operations in the industries of limestone, sand stone and any other natural stone with the exception of granite and marble.

b) *Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent article comprend toute la province de Québec.

b) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of this section comprises the entire Province of Quebec.

2° *Taux de salaires*: Les taux minima de salaires sont les suivants:

2. *Rates of wages*: The minimum rates of wages shall be the following:

Métiers:	Salaires horaires
Tailleur de pierre.....	\$1.30
Apprenti tailleur de pierre:	
1ère année.....	0.70
2ème année.....	0.85
3ème année.....	1.00
Préposé au fonctionnement de raboteuse et tourneur de pierre:	
1ère année.....	0.95
Après un an.....	1.10
Préposé au fonctionnement des machines à carborundum.....	1.10
Préposé au fonctionnement des scies (de toutes sortes):	
1ère année.....	0.95

Trades	Wages rates per hour
Stone Cutter.....	\$1.30
Apprentice Stone Cutter:	
1st year.....	0.70
2nd year.....	0.85
3rd year.....	1.00
Planer and stone turner:	
1st year.....	0.95
After 1 year.....	1.10
Carborundum machine operator.....	1.10
Sawyer (all kinds):	
First twelve months.....	0.95

Après un an.	1.05	After twelve months.	1.05
Préposé aux grues:		Craneman:	
1ère année.	0.95	First twelve months.	0.95
Après un an.	1.10	After twelve months.	1.10
Aide et journalier.	0.95	Helper and labourer.	0.95
Forgeron:		Blacksmith:	
1ère année.	0.85	First year.	0.85
2ème année.	0.95	2nd year.	0.95
Après deux ans.	1.25	After two years.	1.25
Gardien (par semaine).	30.00	Watchman (per week).	30.00

3° *Durée du travail:* La durée maximum de travail des tailleurs de pierre et de leurs apprentis est de huit (8) heures par jour, les cinq (5) premiers jours de la semaine, et de quatre (4) heures le samedi. La durée maximum du travail pour les autres classifications mentionnées au présent article est de dix (10) heures par jour, les cinq (5) premiers jours de la semaine, et de cinq (5) heures le samedi.

Il n'y a aucune limitation quotidienne ou hebdomadaire de la durée du travail pour les gardiens.

4° *Taux pour travail supplémentaire:* Tout travail supplémentaire soit être rémunéré à raison du taux régulier plus cinquante pour cent (50%). Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, tout travail supplémentaire doit être payé à ce taux plus cinquante pour cent (50%). Tout travail exécuté le dimanche est rémunéré à raison du double du taux régulier. Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, le travail dominical est payé à raison du double de tel taux.

5° *Apprentissage:* a) Trois (3) années constituent la période d'apprentissage pour le métier de tailleur de pierre et douze (12) mois d'emploi ininterrompu constituent celle des préposés au fonctionnement des raboteuses.

b) Il est interdit d'employer plus d'un (1) apprenti pour chaque huit (8) compagnons engagés dans chaque atelier.

c) Aucun apprenti ne peut commencer sa période d'apprentissage avant d'avoir atteint seize (16) ans ou après vingt-cinq (25) ans.

6° *Vacances payées:* Tout salarié régi par le présent article qui a travaillé continuellement pour le même employeur pendant une période d'un an a droit à une semaine de vacances payées à raison de 2% du salaire annuel.

Si un salarié quitte son emploi ou est renvoyé avant d'avoir complété un an de service, il a droit à un congé payé à raison de 2% du salaire gagné à compter de la date de son embauchage ou de la date de ses vacances précédentes, selon le cas.

ARTICLE II

Pierre artificielle

1° a) *Juridiction industrielle:* Le présent article s'applique à tout travail de l'industrie de la pierre artificielle.

b) *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du présent article comprend toute la province de Québec.

2° *Taux de salaire:* Les taux minima de salaire sont les suivants:

Métiers:	Salaires horaires par heure
Conducteur de camion.	\$1.10
Finisseur de pierre artificielle (dresser).	1.25
Apprenti finisseur de pierre artificielle:	
1ère période de quatre mois.	0.70
2ème période de quatre mois.	0.85
3ème période de quatre mois.	1.00

3. *Duration of Labour:* The maximum duration of labour shall be eight (8) hours per day for the first five (5) days of the week and four (4) hours on Saturday, in respect of stone cutters and apprentice cutters. All other classifications of labour mentioned in this section I shall work ten (10) hours per day on the first five (5) days of the week and five (5) hours on Saturday.

There is no limitation of the daily or weekly duration of labour for watchmen.

4. *Overtime rates:* All overtime is paid at the rate of time and one half of the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, all overtime shall be paid the actual rate plus fifty per cent (50%). All work performed on Sunday is paid at double the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, Sunday work is paid at double the actual rate.

5. *Apprenticeship:* a) Three (3) years shall constitute the period of apprenticeship in the trade of stone cutting and eighteen (18) months of continuous employment shall be the period of apprenticeship for planemen.

b) At no time shall there be employed more than one (1) apprentice to each eight (8) journeymen in each shop.

c) No apprentice shall begin his apprenticeship indenture before sixteen (16) years of age or after twenty-five (25).

6. *Vacation with pay:* Every employee subject to the present section, who has worked continuously for the same employer for a period of one year, shall be granted one week's vacation with pay on the basis of 2% of his annual earnings.

If an employee leaves or is dismissed before he has completed a year of service, he shall be entitled to vacation pay on the basis of 2% of his earnings from the date of his employment or from the date of his previous vacation, as the case may be.

SECTION II

Artificial Stone

1. a) *Industrial jurisdiction:* The present section governs all operations in the artificial stone industry.

b) *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this section comprises the entire Province of Quebec.

2. *Rates of wages:* The minimum rates of wages shall be the following:

Trades	Wages rates per hour
Truck driver.	\$1.10
Artificial stone dresser.	1.25
Apprentice artificial stone dresser:	
1st four months.	0.70
2nd four months.	0.85
3rd four months.	1.00

Préposé au fonctionnement de machines.	1.10	Machine operator.	1.10
Machiniste et préposé à l'entretien.	1.40	Machinist and maintenance man.	1.40
Préposé au fonctionnement des hies et mouleur.	1.05	Rammer and moulder.	1.05
Aide et journalier.	0.95	Helper and labourer.	0.95
Modelleur.	1.55	Modeller.	1.55

3° *Durée du travail*: La durée maximum de travail est de dix (10) heures par jour, les cinq (5) jours de la semaine, et de cinq (5) heures le samedi.

4° *Taux pour travail supplémentaire*: Tout travail supplémentaire doit être rémunéré à raison du taux régulier plus cinquante pour cent (50%). Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, tout travail supplémentaire doit être payé à ce taux plus cinquante pour cent (50%). Tout travail exécuté le dimanche est rémunéré à raison du double du taux régulier. Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, le travail dominical est payé à raison du double de tel taux.

5° *Apprentissage*: a) Une année constitue la période d'apprentissage pour le métier de finisseur de pierre artificielle.

b) Il est interdit d'employer plus d'un (1) apprenti pour chaque quatre (4) finisseurs de pierre engagés dans chaque atelier.

c) Aucun apprenti ne peut commencer sa période d'apprentissage avant d'avoir atteint seize (16) ans ou après vingt-cinq (25) ans.

6° *Vacances payées*: Tout salarié régi par le présent article qui a travaillé continuellement pour le même employeur pendant une période d'un an a droit à une semaine de vacances payées à raison de 2% du salaire annuel.

Si un salarié quitte son emploi ou est renvoyé avant d'avoir complété un an de service, il a droit à un congé payé à raison du 2% du salaire gagné à compter de la date de son embauchage ou de la date de ses vacances précédentes, selon le cas.

3. *Duration of Labour*: The maximum duration of labour shall be ten (10) hours per day for the first five days of the week and five (5) hours on Saturday.

4. *Overtime rates*: All overtime is paid at the rate of time and one half of the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, all overtime shall be paid the actual rate plus fifty per cent (50%). All work performed on Sunday is paid at double the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, Sunday work is paid at double the actual rate.

5. *Apprenticeship*: a) One year shall constitute the period of apprenticeship for artificial stone dressers.

b) At no time shall there be employed more than one such apprentice to each four (4) stone dressers in each shop.

c) No apprentice shall begin his apprenticeship indenture before sixteen (16) years of age or after twenty-five (25).

6. *Vacation with pay*: Every employee subject to the present section who has worked continuously for the same employer for a period of one year, shall be granted one week's vacation with pay on the basis of 2% of his annual earnings.

If an employee leaves or is dismissed before he has completed a year of service, he shall be entitled to vacation with pay on the basis of 2% of his earnings from the date of his employment or from the date of his previous vacation, as the case may be.

ARTICLE III

Blocs de béton

1° a) *Jurisdiction industrielle*: Le présent article s'applique à tout travail de fabrication de blocs de béton et de blocs de ciment.

b) *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent article comprend toute la province de Québec divisée en deux zones comme suit:

Zone I: L'île de Montréal ainsi que les cités de Québec, Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine.

Zone II: Toute la province excepté le territoire compris dans la zone I.

2° *Taux de salaire*: Le taux de salaire minimum pour toutes les catégories et tous les métiers est de \$0.95 l'heure dans la zone I et de \$0.85 l'heure dans la zone II.

3° *Durée du travail*: La durée maximum de travail est de dix (10) heures par jour, les cinq (5) premiers jours de la semaine, et de cinq (5) heures le samedi.

4° *Taux pour travail supplémentaire*: Tout travail supplémentaire doit être rémunéré à raison du taux régulier plus cinquante pour cent (50%). Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, tout travail supplémentaire doit être payé à ce taux plus cinquante pour cent (50%). Tout travail exécuté le

SECTION III

Concrete blocks

1. a) *Industrial jurisdiction*: The present section governs all operations in the fabrication of concrete blocks and of cement blocks.

b) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of this section comprises the entire Province of Quebec, divided into two zones, as follows:

Zone I: The Island of Montreal and the cities of Quebec, Trois-Rivières and Cap-de-la-Madeleine.

Zone II: The entire province with the exception of the territory included in zone I.

2. *Rates of wages*: The minimum wage rate for all categories and all trades is \$0.95 per hour in zone I, and \$0.85 per hour in zone II.

3. *Duration of labour*: The maximum duration of labour shall be ten (10) hours per day for the first five days of the week and five (5) hours on Saturday.

4. *Overtime rates*: All overtime is paid at the rate of time and one half of the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, all overtime shall be paid the actual rate plus fifty per cent (50%). All work performed on Sunday is paid at double the regular rates. If the hourly rate actually

dimanche est rémunéré à raison du double du taux régulier. Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, le travail dominical est payé à raison du double de tel taux.

5° *Vacances payées*: Tout salarié régi par le présent article qui a travaillé continuellement pour le même employeur pendant une période d'un an a droit à une semaine de vacances payées à raison de 2% du salaire annuel.

Si un salarié quitte son emploi ou est renvoyé avant d'avoir complété un an de service, il a droit à un congé payé à raison de 2% du salaire gagné à compter de la date de son embauchage ou de la date de ses vacances précédentes, selon le cas.

ARTICLE IV

Tuyaux de ciment

1° a) *Juridiction industrielle*: Le présent article s'applique à tout travail de fabrication de tuyaux de ciment.

b) *Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent article comprend toute la province de Québec divisée en deux (2) zones comme suit:

Zone I: L'Île de Montréal ainsi que les cités de Québec, Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine.

Zone II: Toute la province excepté le territoire compris dans la zone I.

2° *Taux de salaire*: Le taux minimum de salaire pour toutes les catégories et tous les métiers est de \$0.95 l'heure dans la zone I et de \$0.85 l'heure dans la zone II.

3° *Durée de travail*: La durée maximum de travail est de dix (10) heures par jour, les cinq (5) premiers jours de la semaine, et de cinq (5) heures le samedi.

4° *Taux pour travail supplémentaire*: Tout travail supplémentaire doit être rémunéré à raison du taux régulier plus cinquante pour cent (50%). Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, tout travail supplémentaire doit être payé à ce taux plus cinquante pour cent (50%). Tout travail exécuté le dimanche est rémunéré à raison du double du taux régulier. Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, le travail dominical est payé à raison du double de tel taux.

5° *Vacances payées*: Tout salarié régi par le présent article qui a travaillé continuellement pour le même employeur pendant une période d'un an a droit à une semaine de vacances payées à raison de 2% du salaire annuel.

Si un salarié quitte son emploi ou est renvoyé avant d'avoir complété un an de service, il a droit à un congé payé à raison de 2% du salaire gagné à compter de la date de son embauchage ou de la date de ses vacances précédentes, selon le cas.

ARTICLE V

1° a) *Juridiction industrielle*: Le présent article s'applique à tout travail de fabrication de plaques, "joyce", panneaux de ciment, prêts à poser (precast), destinés à couvrir les toits et les murs, et de tous autres matériaux similaires en ciment.

b) *Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent article comprend toute la province de Québec.

paid is higher than the rate of the decree, Sunday work is paid at double the actual rate.

5. *Vacation with pay*: Every employee subject to the present section who has worked continuously for the same employer for a period of one year, shall be granted one week's vacation with pay on the basis of 2% of his annual earnings.

If an employee leaves or is dismissed before he has completed a year of service, he shall be entitled to vacation pay on the basis of 2% of his earnings from the date of his employment or from the date of his previous vacation, as the case may be.

SECTION IV

Cement pipes

1. a) *Industrial jurisdiction*: The present section governs all operations in the manufacturing of cement pipes.

b) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of this section comprises the entire Province of Quebec, divided into two (2) zones as follows:

Zone I: The Island of Montreal and the cities of Quebec, Trois-Rivières and Cap-de-la-Madeleine.

Zone II: The entire province with the exception of the territory comprised in zone I.

2. *Rates of wages*: The minimum wage rate for all categories and all trades is \$0.95 per hour in zone I and \$0.85 per hour in zone II.

3. *Duration of labour*: The maximum duration of labour shall be ten (10) hours per day for the first five days of the week and five (5) hours on Saturday.

4. *Overtime rates*: All overtime is paid at the rate of time and one half of the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, all overtime shall be paid the actual rate plus fifty per cent (50%). All work performed on Sunday is paid at double the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, Sunday work is paid at double the actual rate.

5. *Vacation with pay*: Every employee subject to the present section, who has worked continuously for the same employer for a period of one year, shall be granted one week's vacation with pay on the basis of 2% of his annual earnings.

If an employee leaves or is dismissed before he has completed a year of service, he shall be entitled to vacation pay on the basis of 2% of his earnings from the date of his employment or from the date of his previous vacation, as the case may be.

SECTION V

1. a) *Industrial jurisdiction*: The present section governs all operations in the manufacturing of precast cement wall and roofing slabs, joyce, panels and similar cement products.

b) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of this section comprises the entire Province of Quebec.

2° *Taux de salaires*: Les taux minima de salaires sont les suivants:

Métiers:	Salaires horaires par heure
Journalier et aide	\$1.15
Conducteur de machine à empiler (lift truck)	1.25
Préposé au fonctionnement de malaxeurs	1.25
Toutes les autres catégories d'emploi	1.25

2. *Rates of wages*: The minimum rates of wages shall be the following:

Trades	Wages rates per hour
Labourer and helper	\$1.15
Lift truck operator	1.25
Mixer operator	1.25
All other categories employment	1.25

N.B.—Tous les salariés faisant partie d'équipes de nuit doivent recevoir un supplément de \$0.05 l'heure.

3° *Durée du travail*: La durée maximum de travail est de dix (10) heures par jour, les cinq (5) premiers jours de la semaine, et de cinq (5) heures le samedi.

4° *Taux pour travail supplémentaire*: Tout travail supplémentaire doit être rémunéré à raison du taux régulier plus cinquante pour cent (50%). Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, tout travail supplémentaire doit être payé à ce taux plus cinquante pour cent (50%). Tout travail exécuté le dimanche est rémunéré à raison du double du taux régulier. Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, le travail dominical est payé à raison du double de tel taux.

5° *Vacances payées*: Tout salarié régi par le présent article qui a travaillé continuellement pour le même employeur pendant une période d'un an a droit à une semaine de vacances payées à raison de 2% du salaire annuel.

Si un salarié quitte son emploi ou est renvoyé avant d'avoir complété un an de service, il a droit à un congé payé à raison de 2% du salaire gagné à compter de la date de son embauchage ou de la date de ses vacances précédentes, selon le cas."

2° "The United Mineworkers of America" et "The United Cement Lime & Gypsum Workers International Union", sont acceptées comme parties co-contractantes de deuxième part.

(Document "A" annexé à l'arrêté).

C. LARICHELIERE,

34580-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

N.B. All employees working on night shifts shall be paid \$0.05 per hour in excess of the above rates.

3. *Duration of labour*: The maximum duration of labour shall be ten (10) hours per day for the first five days of the week and five (5) hours on Saturday.

4. *Overtime rates*: All overtime is paid at the rate of time and one half of the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, all overtime shall be paid the actual rate plus fifty per cent (50%). All work performed on Sunday is paid at double the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, Sunday work is paid at double the actual rate.

5. *Vacation with pay*: Every employee subject to the present section, who has worked continuously for the same employer for a period of one year, shall be granted one week's vacation with pay on the basis of 2% of his annual earnings.

If an employee leaves or is dismissed before he has completed a year of service he shall be entitled to vacation pay on the basis of 2% of his earnings from the date of his employment or from the date of his previous vacation, as the casemay be."

2. "The United Mineworkers of America" and "The United Cement, Lime and Gypsum Workers International Union", are accepted as co-contracting parties of the second part.

(Document "A" annexed to the Order)

C. LARICHELIERE,

34580-o Acting Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Saint-Edmond de Saint-Jean", en date du 15 février 1953, dont le siège social est situé à Saint-Jean, dans le comté de Saint-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23 mars 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,

34553-o LUCIEN DARVEAU.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "The Flight Credit Union", en date du 20 mars 1953, dont le siège social est situé à Montréal-Nord, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Saint-Edmond de Saint-Jean", under date the fifteenth day of February 1953, whereof the head office is at Saint-John, in the county of Saint-John and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of March 1953.

LUCIEN DARVEAU,

34553 Acting Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "The Flight Credit Union", under date the twentieth day of March, 1953, whereof the head office is at Montreal-north, in the judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province
le 25 mars 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34554-o LUCIEN DARVEAU.

LA LIGUE DE BASE-BALL LAURENTIDES
INDÉPENDANTE AMATEUR SÉNIOR

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée concernant l'augmentation du nombre de ses directeurs de sept (7) à dix (10).

"Article 2 — Bureau de Direction — Les affaires de l'association seront administrées par un bureau de direction composé de dix directeurs..."

Le Secrétaire-trésorier,
34555-o ERNEST ST-ONGE.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this twenty-fifth day of March 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34554 Acting Under Secretary of the Province.

LA LIGUE DE BASE-BALL LAURENTIDES
INDÉPENDANTE AMATEUR SÉNIOR

Excerpt from the By-laws of the Corporation above mentioned concerning the increase in number of its Directors from seven (7) to ten (10).

"Section 2 — Board of Directors — The affairs of the association shall be managed by a Board of Directors composed of ten Directors..."

ERNEST ST-ONGE,
34555 Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "The Autoair Credit Union", en date du 27 mars 1953 dont le siège social est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province
le 31 mars 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34563-o LUCIEN DARVEAU.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "The Autoair Credit Union" under date the twenty-seventh day of March 1953, whereof the head office is at Montreal, in the judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this thirty-first day of March 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34563 Acting Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Téléphone de Beaurivage", en date du 16 mars 1953, dont le siège social est situé à Saint-Patrice, comté de Lotbinière, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province
le 27 mars 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34570-o LUCIEN DARVEAU.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Téléphone de Beaurivage" under date of March 16, 1953 whereof the head office is at Saint-Patrice, county of Lotbinière and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
March 27, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34570 Acting Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé, en date du 2 avril 1953, les règlements de "Italian Immigrants' Assistance Centre" comprenant les articles 1 à 12 inclusivement, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
ce 7 avril 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34572 LUCIEN DARVEAU.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-laws of "Italian Immigrants' Assistance Centre", comprising articles 1 to 12 inclusive, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on April 2, 1953, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 7th day of April, 1952.

LUCIEN DARVEAU,
34572-o Acting Under-Secretary of the Province.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 2 avril 1953, les règlements comprenant les articles 1 à 71 inclusivement de "Les Chevaliers de Maisonneuve", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 4 mars 1953, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 7 avril 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34573-o LUCIEN DARVEAU.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-laws comprising articles 1 to 71 inclusively of "Les Chevaliers de Maisonneuve", were approved by the Honourable the Provincial Secretary on April 2, 1953, as adopted at the meeting held on March 4, 1953, and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary,
April 7, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34573 Acting Under-Secretary of the Province.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 2 avril 1953, les règlements 1 à 22 et 27 à 45 inclusivement, tels qu'adoptés le 20 mai 1930, et les amendements apportés au règlement numéro 29, tels qu'adoptés le 17 octobre 1934 et le 14 avril 1936, de "The Province of Quebec Society for Crippled Children Inc.— Société de Secours aux Enfants Infirmes de la Province de Québec Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 7 avril 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34574-o LUCIEN DARVEAU.

LA VILLE SAINT-LAURENT

AVIS D'ANNEXION

A compter du 1er mai 1953, le territoire suivant faisant présentement partie de la Cité de Montréal, fera partie du territoire de la Ville Saint-Laurent:

a) Cette partie de territoire de forme irrégulière, bornée vers le nord par la limite sud du chemin de fer du Canadien Northern Ontario Railway Company, vers le sud-est et sud-ouest par la limite actuelle de la Ville Saint-Laurent, formée de partie des lots désignés sous les numéros originaux 3, 4, 11, 12, 19, 26, 31, 242, 252, 253 et leurs subdivisions au cadastre officiel de la paroisse Saint-Laurent.

b) Cette partie du territoire de forme triangulaire étant une partie du lot désigné sous le numéro 44 du cadastre officiel de la paroisse Saint-Laurent, bornée vers le nord par la limite sud du chemin de fer Canadien Northern Ontario Railway Company, vers le sud-est par le chemin du Petit Bois Franc et vers le sud-ouest par le côté est de la Montée Saint-Laurent.

Le présent avis est donné conformément à la loi 15-16 George VI, chapitre 65, article 6.

Le Gérant et Greffier de la Ville,
LUCIEN TOUPIN.

Hôtel de ville,
Ville Saint-Laurent,
11 avril 1953.

34577-15-2-o

LA CITÉ DE MONTRÉAL

AVIS D'ANNEXION

A compter du 1er mai 1953, le territoire suivant faisant présentement partie de la Ville Saint-Laurent, fera partie du territoire de la Cité de Montréal:

a) Cette partie de territoire comprenant les lots portant les numéros 266,351 et ses subdivisions, 352 et 353 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse Saint-Laurent et la partie du lot N° 2638 traversant les lots plus haut mentionnés.

b) Cette partie de territoire de forme triangulaire bornée vers le sud par la limite sud du chemin de fer Canadien Northern Ontario Railway Company; vers le nord-ouest par la ligne de division actuelle entre la cité de Montréal et la ville Saint-Laurent, au centre de l'ancien chemin du Bois-Franc et au nord-est par la ligne de division entre les susdites municipalités, dans la ligne entre les lots nos 36 et 31 du cadastre de la paroisse Saint-Laurent.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-laws 1 to 22 and 27 to 45 inclusively, of "The Province of Quebec Society for Crippled Children Inc.— Société de Secours aux Enfants Infirmes de la Province de Québec Inc.", were approved by the Honourable the Provincial Secretary on April 2, 1953, as adopted on May 20, 1930, and the amendments applied to by-law number 29, as adopted on October 17, 1934 and on April 14, 1936, and such pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 7, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34574 Acting Under Secretary of the Province.

THE TOWN OF SAINT-LAURENT

NOTICE OF ANNEXATION

As of 1st May 1953, the following territory which is now part of the City of Montreal, will be part of the territory of the Town of Saint-Laurent:

a) That part of territory of irregular shape bounded on the north by the southern limit of the Canadian Northern Ontario Railway Company's tracks, on the southeast and southwest by the present limit of the Town of Saint-Laurent, composed of part of the lots designated under original numbers 3, 4, 11, 12, 19, 26, 31, 242, 252, 253 and their subdivisions of the official cadastre of the Parish of Saint-Laurent.

b) That part of territory of triangular shape being a part of the lot designated under number 44 of the official cadastre of the Parish of Saint-Laurent, bounded on the north by the southern limit of the Canadian Northern Ontario Railway Company's tracks, on the southeast by the Petit Bois Franc road and on the southwest by the eastern side of the Montée Saint-Laurent.

The present notice is given in conformity with the Act 15-16 George VI, Chapter 65, Article 6.

LUCIEN TOUPIN,
Manager and City Clerk.

City Hall,
Town of Saint-Laurent,
11th April 1953.

34577-15-2-o

THE CITY OF MONTREAL

NOTICE OF ANNEXATION

As of 1st May 1953, the following territory which is now part of the Town of Saint-Laurent will be part of the territory of the City of Montreal:

a) That part of territory comprising lots bearing numbers 266,351, and its subdivisions, 352 and 353 on the official plan and book of reference of the cadastre of the Parish of Saint-Laurent and that part of lot number 2638 crossing the above mentioned lots.

b) That part of territory of triangular shape bounded on the south by the southern limit of the Canadian Northern Ontario Railway Company's tracks; on the northeast by the present dividing line between the City of Montreal and the Town of Saint-Laurent, in the center of former Bois-Franc road and on the northeast by the dividing line between the said municipalities, on the line between lots number 36 and 31 of the cadastre of the Parish of Saint-Laurent.

Le présent avis est donné conformément à la loi 15-16 George VI, chapitre 65, article 6.

Le Greffier de la Cité,

CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ,

Bureau du greffier de la Cité,

Hôtel de ville,

Montréal, 11 avril 1953.

34577-15-2-o

The present notice is given in conformity with the Act 15-16 George VI, Chapter 65, Article 6.

CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ,

City Clerk,

City Clerk's Office,

City Hall,

Montreal, 11th April 1953.

34577-15-2-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Repentigny" (Comté L'Assomption), en date du 5 mars 1953, dont le siège social est situé à Repentigny, dans le comté de L'Assomption, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 17 mars 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,

34583-o

LUCIEN DARVEAU.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Repentigny" (County of L'Assomption) under date of March 5, 1953, whereof the head office is at Repentigny, in the county of L'Assomption and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, on March 17, 1953.

LUCIEN DARVEAU,

34583 Acting Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "The Marrocco Home-Building Cooperative Society", en date du 31 mars 1953, dont le siège social est situé à Val Tétreau, dans le district judiciaire de Hull, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 8 avril 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,

34594-o

LUCIEN DARVEAU.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "The Marrocco Home-Building Cooperative Society" under date the thirty-first day of March, 1953, whereof the head office is at Val Tétreau, in the judicial district of Hull, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of April 1953.

LUCIEN DARVEAU,

34594 Acting Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

AVIS

AL'N DALE INC.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, "Al'n Dale Inc.", par les présentes, donne avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur en Conseil pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 1er avril 1953.

Le Secrétaire,

34556

LOUIS H. ROHRICK, C.R.

Charters — Surrender of

NOTICE

AL'N DALE INC.

Under the provisions of the Quebec Companies' Act "Al'n Dale Inc.", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor-In-Council for acceptance of the Surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, April 1st, 1953.

LOUIS H. ROHRICK, Q.C.,

34556-o

Secretary.

CANADIAN PULP AND PAPER RESEARCH CORPORATION

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, telle qu'amendée, "Canadian Pulp and Paper Research Corporation" donne avis par les présentes, qu'elle fera application à l'honorable Procureur Général de Québec pour qu'il accepte l'abandon de sa charte et en ordonne son annulation, et fixe une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Montréal, P.Q., le 20 mars 1953.

Le Secrétaire,

34564-o

W. H. O'REILLY.

CANADIAN PULP AND PAPER RESEARCH CORPORATION

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, as amended, "Canadian Pulp and Paper Research Corporation" hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney General of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montreal, P.Q., March 20, 1953.

W. H. O'REILLY,

34564-o

Secretary.

A. LAJEUNESSE LTD.

Avis est donné que "A. Lajeunesse Ltd." a l'intention de demander au Procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte pour annulation.

Montreal, P.Q., 8 avril 1953.

(Seal)
34585-o

Le Président,
(Signed) A. LAJEUNESSE.

A. LAJEUNESSE LTD.

Notice is hereby given that "A. Lajeunesse Ltd." intends to make application to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter for cancellation.

Montreal, P.Q., April 8th, 1953.

(Seal)
34585-o

(Signed) A. LAJEUNESSE,
President.

AVIS

CHARRIER & DUGAL LTÉE

Avis est donné que "Charrier & Dugal Ltée", une compagnie incorporée sous la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social en la Cité de Québec, demandera au Procureur Général de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Donné à Québec, ce 9 avril 1953.

34595-o

Le Secrétaire,
RAYMOND NADEAU.

NOTICE

CHARRIER & DUGAL LTÉE

Notice is hereby given that "Charrier & Dugal Ltée", a company incorporated under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the City of Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Given at Quebec, this 9th day of April, 1953.

34595

RAYMOND NADEAU,
Secretary.

Compagnie autorisée à faire
des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Goodwill Trading of Canada Limited", a été dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, ladite compagnie sera sujette au mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

Le siège social dans la Province est établi en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. Naim Aboody Gurji, Hôtel Laurentien, rue Windsor, en ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 9e jour d'avril 1953.

34551

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
LUCIEN DARVEAU.

Company Licensed to do
Business

Notice is hereby given that the company "Goodwill Trading of Canada, Limited" has been duly licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and such Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The head office in the Province is established in the City and Judicial District of Montreal.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding against it, is Mr. Naim Aboody Gurji, Laurentien Hotel, Windsor Street, in the said City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary this 9th day of April, 1953.

34551-o

LUCIEN DARVEAU,
Acting Under-Secretary of the Province.

Compagnies dissoutes

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Canadian Animal Hair Products Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 décembre 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 7 avril 1953.

34551

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Companies Dissolved

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Canadian Animal Hair Products Limited", incorporated by letters patent dated the 11th day of December, 1941.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 7th day of April, 1953.

34551-o

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Geraldine Fashion Shoppe Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 mars 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 7 avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Geraldine Fashion Shoppe Inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of March 1931.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 7th day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Intrepid Time Recorders Limited (1940)", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 décembre 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 7 avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Intrepid Time Recorders Limited (1940)", incorporated by letters patent dated the 23rd day of December, 1940.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 7th day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de "La Compagnie de Construction Ville-Marie Ltée (Ville-Marie Construction Company Ltd.)", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 juillet 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 7 avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941 and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie de Construction Ville-Marie Ltée (Ville-Marie Construction Company Ltd.)", incorporated by letters patent dated July 8, 1944.

Notice is also hereby given that as from April first 1953, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this April 7th, 1953.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Laurentian Securities Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 octobre 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 7 avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Laurentian Securities Limited", incorporated by letters patent dated the 17th day of October, 1944.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 7th day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Le Marché Carleton Ltée", consti-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Le Marché Carleton Ltée"

tuée en corporation par lettres patentes en date du 17 juillet 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 7 avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551-o L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Screen-Tex Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 octobre 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 7 avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "1200 Hundred Block Business Mens Association Inc." constituée en corporation en vertu de la troisième partie de ladite Loi par lettres patentes en date du 14 octobre 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier avril 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 7 avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34551 L. DÉSILETS.

incorporated by letters patent dated July 17, 1947

Notice is also given that from and after April first, 1953 the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, April 7, 1953.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Screen-Tex Inc.", incorporated by letters patent dated the 18th day of October, 1947.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 7th day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of "1200 Hundred Block Business Mens Association Inc.", a corporation incorporated under Part III of the said Act by letters patent dated the 14th day of October, 1950.

Notice is also given that from and after the first day of April, 1953, the said corporation has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 7th day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 27-51B

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 1er avril 1953, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures a.m.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, P.D. McArthur, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., aviseur légal.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région du Lac St-Jean.

LA COMMISSION DÉCRETE CE QUI SUIT:

1° L'article 2 de l'ordonnance N° 27-51, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 17 novembre 1951, est abrogé et remplacé par le suivant:

2° La région du Lac St-Jean comprend la cité de Chicoutimi, la municipalité du canton

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 27-51B

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, April 1st, 1953, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J. Albert Chartrand, P.-D. McArthur, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, Q.C., Legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Lake St. John.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Article 2 of Order No. 27-51 published in the *Quebec Official Gazette* of November 17th, 1951, is deleted and replaced by the following:

2. The region of Lake St. John includes the City of Chicoutimi, the township municipality

Chicoutimi, la municipalité du village de Rivière-du-Moulin, les villes de Jonquières et de Kénogami, la cité d'Arvida, les municipalités de villes de Bagotville et de Port-Alfred, la paroisse du canton Bagot, division nord-ouest, la municipalité du village de St-Alexis-de-la-Grande-Baie, les municipalités de villes de St-Joseph d'Alma, de Riverbend, et d'Ile Maligne, la municipalité du village de Naudville, la cité de Roberval, la municipalité de la ville de Dolbeau, la municipalité du village de Dolbeau et celle du village de Mistassini et de Sainte-Anne de Chicoutimi, la municipalité du canton Tremblay, la ville de Saint-Félicien et le territoire compris entre les cités d'Arvida et de Chicoutimi.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 27-51A publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 5 juillet 1952 et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
P.-D. McARTHUR, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

34565-o

of Chicoutimi, the village municipality of Rivière-du-Moulin, the towns of Jonquières and Kénogami, the city of Arvida, the town municipalities of Bagotville and Port-Alfred, the township parish of Bagot, division northwest, the village municipality of St-Alexis-de-la-Grande-Baie, the town municipalities of St-Joseph d'Alma, of Riverbend and of Ile Maligne, the village municipality of Naudville, the city of Roberval, the town municipality of Dolbeau, the village municipality of Dolbeau and the village municipality of Mistassini and of Sainte-Anne de Chicoutimi, the township municipality of Tremblay, the town of St-Félicien and the territory between the cities of Arvida and Chicoutimi.

The present Order cancels Order No. 27-51A published in the *Quebec Official Gazette* of July 5th, 1952 and shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
P.-D. McARTHUR, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

34565-o

Département de l'Instruction publique

N° 393-53.

Québec, le 27 mars 1953.

Demande est faite que le territoire ci-dessous décrit soit détaché de la municipalité scolaire du Canton de Stanstead, dans le comté de Stanstead, et annexé, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de Rock Island et Stanstead Plain, dans le même comté, savoir, les lots suivants, tous inclusive-ment, du canton de Stanstead: 529 à 579, du rang VII (7); 580 à 635, du rang VIII (8); 722 à 742, du rang IX (9); 743 à 763, du rang X (10); 858 à 925, du rang XI (11); 926 à 970, du rang XII (12); 1029 à 1085, du rang XIII (13); 1086 à 1132, du rang XIV (14);

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34550-14-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 295-53.

Québec, le 26 mars 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire catholique de Limbour, comté de Gatineau, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Pointe-à-Gatineau, dans le comté de Hull, le territoire suivant, savoir:

Le territoire situé sur la rive est ou autrement dite gauche de la rivière Gatineau et partant au milieu de ladite rivière d'un point situé sur la ligne qui sépare les rangs 5 et 6 du canton de Hull, dans la province de Québec, en suivant dans une direction sud-est le fil de l'eau de ladite rivière jusqu'au point de rencontre de ladite rivière avec la ligne qui sépare les cantons de Hull et de Templeton; de là, suivant ladite ligne qui sépare les cantons de Hull et Templeton dans une direction nord jusqu'à la ligne qui sépare les rangs 5 et 6 du canton de Hull dans une direction ouest jusqu'au point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34537-14-2-o O. J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 393-53.

Quebec, March 27, 1953.

Application is made in order that the territory hereunder described be detached from the school municipality of the township of Stanstead, in the county of Stanstead, and annexed, for protestant taxpayers only, to the protestant school municipality of Rock Island and Stanstead Plain, in the same county, to wit, the following lots, all inclusive, of the township of Stanstead: 529 to 579, Range VII (7); 580 to 635, Range VIII (8); 722 to 742, Range IX (9); 743 to 763, Range X (10); 858 to 925, Range XI (11); 926 to 970, Range XII (12); 1029 to 1085, Range XIII (13); 1086 to 1132, Range XIV (14).

O. J. DESAULNIERS,
34550-14-2 Superintendent of Education.

No. 295-53

Quebec, March 26, 1953.

Application is made to detach from the Catholic School Municipality of Limbour, county of Gatineau, for annexation to the School Municipality of Pointe-à-Gatineau, in the county of Hull, the following territory, to wit:

The territory situate on the east bank, otherwise called the left bank, of the Gatineau River and starting from the middle of the said river from a point situate on the line which divides ranges 5 and 6 from the township of Hull, in the Province of Quebec, by following in a southeasterly direction the watercourse of the said river as far as the meeting point of the said river with the line which divides the townships of Hull and Templeton; thence, following the said line which separates the townships of Hull and Templeton in a northerly direction as far as the line which separates ranges 5 and 6 from the township of Hull in a westerly direction up to the starting point.

O. J. DESAULNIERS,
34537-14-2 Superintendent of Education.

N° 205-53.

Québec, le 1er avril 1953.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Jeanne-d'Arc-d'Almaville le territoire de la municipalité scolaire de la Paroisse d'Almaville, celui du Village d'Almaville, tous dans le comté de St-Maurice, en vue de former une nouvelle municipalité scolaire distincte qui serait connue sous le nom de Village de Shawinigan-Sud, même comté, et qui comprendrait le territoire de ces trois municipalités ci-dessus mentionnées et qui correspondrait, en même temps, au territoire du Village de Shawinigan-Sud, tel que décrit dans le section 1, de 1-2 Elizabeth II.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34566-15-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 205-53

Quebec, April 1st, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Jeanne-d'Arc-d'Almaville, the territory of the school municipality of the Parish of Almaville, that of the Village of Almaville, both in the city of St-Maurice, for the purpose of forming a new separate school municipality which shall be known under the name of Village of Shawinigan-South, same County, and which shall include the territory of these three municipalities above mentioned and which shall correspond, at the same time, to the territory of the Village of Shawinigan-South, as described in section 1, of 1-2 Elizabeth II.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education

N° 852-45.

Quebec, le 31 mars 1953.

Je donne avis par la présente, que je me propose de faire modifier l'arrêté ministériel N° 71, en date du 22 janvier 1948, concernant l'érection de la municipalité scolaire de Sts-Martyrs-Canadiens, dans le comté d'Abitibi-Est, afin que ladite municipalité comprenne, à l'avenir, les mêmes limites que la paroisse canonique portant ce nom.

Le territoire de cette municipalité de Sts-Martyrs-Canadiens, dans le comté d'Abitibi-Est, est décrit comme suit, savoir:

Dans le canton Béarn, du lot 45 au lac Obalski, du rang I (1); du lot 45 au lot 62 inclusivement, des rangs II, III et IV (2, 3 et 4); de la rivière Davy au lot 62 inclusivement des rangs V et VI (5 et 6); de la rivière Davy au lot 62 inclusivement et le lot A, du rang VII(7); de la rivière Harricana au lot 62 inclusivement, dans le rang VIII (8); les lots 37, 38, 39 et la partie sud de la rivière Clément des lots, 41, 42, 43, 44 et 45, et les lots 46 à 62 inclusivement du rang IX (9).

Dans le canton Castagnier, du lot 1 au lac Obalski, des rangs II à IV (2 à 4) inclusivement; du lot 1 au lot 31 inclusivement, des rangs V à IX (5 à 9) inclusivement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34567-15-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 852-45

Quebec, March 31, 1953.

I hereby give notice that I intend having Order in Council No. 71, dated January 22, 1948, concerning the erection of the school municipality of Sts-Martyrs-Canadiens, in the county of Abitibi-East, amended, in order that the said municipality will include, in the future, the same limits as that of the canonical parish bearing the same name.

The territory included in this municipality of Sts-Martyrs-Canadiens, in the county of Abitibi-East, is described as follows, to wit:

In the township of Béarn, from lot 45 to Lake Obalski, Range I (1); from lot 45 to lot 62 inclusive, of Ranges II, III and IV (2, 3 and 4); from Davy river to lot 62 inclusive, of Ranges V and VI (5 and 6); from Davy river to lot 62 inclusive and lot A, of Range VII (7); from Harricana river to lot 62 inclusive, in Range VIII (8); lots 37, 38, 39 and the south part of the Clement river, lots 41, 42, 43, 44 and 45, and lots 46 to 62 inclusive of Range IX (9).

In the township of Castagnier, from lot 1 to Lake Obalski, of Ranges II to IV (2 to 4) inclusive; from lot 1 to lot 31 inclusive, of Ranges V et IX (5 to 9) inclusive.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 557-53.

Québec, le 8 avril 1953.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Côte Notre-Dame de Liesse, dans le comté de Jacques-Cartier, en celui de "Notre-Dame de Liesse", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34581-15-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 557-53

Quebec, April 8 1953.

Application is made to change the name of the school municipality of Côte Notre-Dame de Liesse, in the county of Jacques-Cartier, to that of "Notre-Dame de Liesse", same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 407-53.

Quebec, le 7 avril 1953.

Je me propose de modifier les limites des municipalités scolaires de Nédélec et de Notre-Dame-du-Nord, dans le comté de Témiscamingue, en vue de favoriser l'instruction et l'éducation des enfants demeurant dans ledit territoire.

La municipalité scolaire de Nédélec comprendra les lots suivants, tous inclusivement, du canton de Nédélec, savoir:

Les lots 9 à 55 du rang I (1); 6 à 55 des rangs II et III (2 et 3); 47 à 55 des rangs IV, V et VI (4, 5 et 6); 51 à 58 du rang X (10); 1 à 34 des rangs VII et VIII (7 et 8); 1 à 22 du rang IX (9); 35 à 50 du rang X (10). De plus on devra détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Nord les lots 29 à 34 inclusivement du rang X

No. 407-53.

Quebec, April 7, 1953.

I intend modifying the limits of the school municipalities of Nédélec and of Notre-Dame-du-Nord, in the county of Témiscamingue, for the purpose of teaching and educating children in the said territory.

The school municipality of Nédélec shall be composed of the following lots, all inclusively, in the township of Nédélec, to wit:

Lots 9 to 55 of range I (1); 6 to 55 of ranges II and III (2 and 3); 47 to 55 of ranges IV, V and VI (4, 5, and 6); 51 to 58 of range X (10); 1 to 34 of ranges VII and VIII (7 and 8); 1 to 22 of range IX (9); 35 to 50 of range X (10). Moreover, lots 29 to 34 inclusively of range X (10) shall be detached from the school municipality of Notre-

(10) pour les annexer à la municipalité scolaire ci-dessus mentionnée, c'est-à dire Nêdelec.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34582-15-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1173-50,

Québec, le 8 avril 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Whitton, dans le comté de Frontenac, le territoire ci-dessous décrit et de l'annexer à la municipalité scolaire de Marston, même comté, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Whitton, comprenant en référence au cadastre officiel dudit canton les lots 55 à 64 inclusivement, 65-A, 65-B, 66, 67, 68, 69, et 70 tous du rang II S.O. (2 S.O.) et les lots 55-A, 55-B, 56, 57, 58, 59, 60 et 61 tous du rang III S.O. (3 S.O.) et dont les limites sont: au nord-est, la ligne séparative des rangs I S.O., et II S.O.; au sud, la ligne séparative des cantons de Whitton et de Marston; sud-ouest, la ligne séparative des rangs III S.O. et IV S.O.; au nord-ouest, la ligne séparant les lots 54-A et 54-B des lots 55-A et 55-B dans le rang III S.O. et la ligne séparative des lots 54 et 55 dans le rang II S.O.; lequel territoire ensemble avec les chemins, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34589-15-2-o O. J. DESAULNIERS.

Dame-du-Nord, to be annexed to the above mentioned school municipality, that is to say, Nêdelec.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.x 34582-15-2

No. 1173-50.

Quebec, April 8, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Whitton, in the county of Frontenac, the territory hereinunder described and to annex it to the school municipality of Marston, same county, to wit:

A territory situate in the township of Whitton, comprised of, in reference to the official cadastre of said township, lots 55 to 64 inclusively, 65-A, 65-B, 66, 67, 68, 69 and 70, all of range II S.W. (2 S.W.) and lots 55-A, 55-B, 56, 57, 58, 59, 60 and 61 all of range III S.W. (3 S.W.) and of which the boundaries are: on the northeast, the division line of ranges I S.W., and II S.O.: on the south, the division line of the townships of Whitton and of Marston; on the southwest, the division line of ranges III S.W. and IV S.W.; on the northwest, the division line of lots 54-A and 54-B of lots 55-A and 55-B in the range III S.W. and the division line of lots 54 and 55 in range II S.W.; which territory, together with the roads water courses or parts thereof, comprised within the boundaries hereinabove described.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education. 34589-15-2

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la Paroisse de Saint-Laurent (maintenant partie de la Paroisse de La Présentation-de-la-Sainte-Vierge) division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 507-5 à 507-38, 507-44 à 507-111, 507-121 à 507-775, partie des lots 507-1 à 507-4, 507-39 à 507-43, 507-112 à 507-120 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 mars 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre, adj.
34552-o J.-ED. GUAY.

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of St. Laurent (now part of the Parish of La Présentation de-la-Sainte-Vierge) Registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 507-5 to 507-38, 507-44 to 507-111, 507-121 to 507-775, part of lots 507-1 to 507-4, 507-39 to 507-43, 507-112 to 507-120 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, March the 31st, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ED. GUAY,
Deputy Minister, adj.² 34552-o

Ministère des Finances Assurances

AVIS D'ANNULATION D'ENREGISTREMENT

Attendu que "American Automobile Fire Insurance Company", dont le siège social est à St-Louis, État de Missouri, États-Unis d'Amérique, a cessé de faire affaires dans la province de Québec depuis le 30 juin 1951;

Attendu que la compagnie a produit au Service des assurances une déclaration assermentée signée par son secrétaire à l'effet qu'elle n'avait, au 2 février 1953, aucune obligation dans la province de Québec.

Department of Finance Insurance

NOTICE OF CANCELLATION OF REGISTRATION

Whereas "American Automobile Fire Insurance Company", whose head office is situate in St. Louis, State of Missouri, United States of America, has ceased to do business in the Province of Quebec as from the 30th of June 1951;

Whereas the company has filed with the Insurance Branch a sworn declaration signed by its secretary to the effect that it has as of February 2, 1953 no obligations in the Province of Quebec.

En conséquence, avis est donné par les présentes que l'enregistrement de "American Automobile Fire Insurance Company" est annulé à compter du 30 juin 1951.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 24 mars 1953.

Pour le Ministre des finances de la Province,
34538-14-2-o GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

Therefore, notice is hereby given that the registration of "American Automobile Fire Insurance Company", is cancelled as from the 30th of June 1951.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 24th of March 1953.

For the Minister of Finance of the Province,
34538-14-2-o GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes que "Beacon Insurance Company, Limited", enregistrée sous le numéro 536, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 966 qui l'autorise, à compter du 29 août 1952, à effectuer dans la Province des contrats relatifs à l'assurance sur la vie.

Le siège social de la compagnie est situé à Birmingham, Angleterre.

La compagnie a nommé monsieur Paul E. LaFontaine, c.r., 159 ouest, rue Craig, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, département des finances, le 8 avril 1953.

Pour le Ministre des finances,
de la Province,
34586-15-2-o GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Beacon Insurance Company, Limited", registered under number 536, has obtained the license and certificate of registration number 966 authorizing it, as from the 29th of August, 1952 to undertake in the Province contracts of Life Insurance.

The head office of the company is situate at Birmingham, England.

The company has appointed Mr. Paul E. LaFontaine, Q.C., 159 Craig Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 8th of April 1953.

For the Minister of Finance,
of the Province,
34586-15-2-o GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 25 février 1953.

MM. L.-P. Mercier, des Trois-Rivières, et le lieutenant-colonel Raoul Pellerin, de Ste-Anne-de-Yamachiche: nommés, à compter du 1er mars 1953, pour agir conjointement, sous le nom de "Mercier et Pellerin", en qualité de shérif du district des Trois-Rivières.

Québec, le 12 mars 1953.

M. Georges Robert, avocat et conseil en loi de la Reine, de la cité de Montréal: nommé, à compter du 25 mars inclusivement, juge municipal de la cité de Montréal, avec les juridictions, attributions, droits, prérogatives, devoirs, émoluments salaires et pouvoirs attachés à cette fonction et pour agir, à compter de la même date, comme recorder en ce qui concerne les juridictions attribuées à un recorder par les lois du Parlement du Canada, selon l'article 4 de la Loi 1-2, Elizabeth II, chapitre 52.
34551-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by commissions, to make the following appointments:

Quebec, February 25, 1953.

Messrs L. P. Mercier, of Trois-Rivières, and Lieutenant-Colonel Raoul Pellerin, of Ste-Anne-de-Yamachiche: are appointed, as from March first 1953, to act jointly, under the name of "Mercier and Pellerin", in the capacity of sheriff for the district of Trois-Rivières.

Quebec, March 12, 1953.

Mr. Georges Robert, advocate and Queen's Counsel, of the city of Montreal: appointed Municipal Judge of the City of Montreal, as from March 25, inclusive, with jurisdictions, attributions, rights, prerogatives, duties, benefits, salaries and powers pertaining to this post and to act, as from the same date, in the capacity of recorder in that which concerns the jurisdictions assigned to a recorder by Canadian Parliamentary laws, according to section 4, Act 1-2, Elizabeth II, chapter 52.
34551

Sièges sociaux

AVIS DE SITUATION D'ADRESSE DU BUREAU PRINCIPAL D'UNE COMPAGNIE

Avis est donné que la Compagnie "Industrial Supplies & Marine Equipment Limited", cons-

Head Offices

NOTICE OF THE SITUATION OF IN THE ADDRESS OF THE HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "Industrial Supplies & Marine Equipment Limited," company

tituée en corporation par lettres patentes en date du 6 mars 1953 et ayant son bureau principal dans la Cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 10 est, rue St-Jacques.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 19ième jour de mars 1953.

Le Président,
GÉRARD CORBEIL.

34557-o

AVIS DE SITUATION DU SIÈGE SOCIAL

Avis est donné que "Mansions Auto Garage Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes de Québec en date du 26ième jour de janvier 1953, a établi son bureau principal à N° 1460 de la rue Guy à Montréal.

Montréal, ce 1er jour d'avril 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
GALEN LEE PRIME.

34558-o

AVIS DE SITUATION DU SIÈGE SOCIAL

Avis est donné que "Silverdale Investments Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes de Québec en date du 26ième jour de janvier 1953, a établi son bureau principal à N° 1460 de la rue Guy à Montréal.

Montréal, ce 1er jour d'avril 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
GALEN LEE PRIME.

34559-o

SOTAL LTD

Avis est par les présentes donné que "Sotal Ltd.", corporation légalement constituée par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec le 10ième jour de décembre 1952, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, où ses bureaux étaient situés, jusqu'à ce jour, au numéro 261 ouest, rue Sainte-Catherine, Suite 1, a maintenant son siège social au numéro 298 ouest, rue Craig, cité de Montréal, district de Montréal.

Montréal, ce 23 mars 1953.

[Sceau] SOTAL LTD,
Par le Secrétaire-trésorier,
STANISLAW MEHL.

34560-o

UNITED INDUSTRIAL SUPPLIERS CO. LTD.

Avis est par les présentes donné que "United Industrial Suppliers Co. Ltd.", corporation légalement constituée par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec le 18ième jour d'août 1952, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, où ses bureaux étaient situés, jusqu'à ce jour, au numéro 60 de la rue Saint-Jacques ouest, Suite 902, a maintenant son siège social au numéro 1477 de la rue Sherbrooke ouest, Suite 204, cité de Montréal, district de Montréal.

Montréal, ce 10 mars 1953.

[Sceau] UNITED INDUSTRIAL SUPPLIERS CO. LTD,
Par le Secrétaire-trésorier,
RAYMOND LETTE.

34561-o

Canada, Province de Québec, district de Montréal

Avis est, par les présentes, donné que "G. Gilmore Co. Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 décembre 1952 a établi son siège social à 5012 rue St-Patrick, Montréal, Qué.

Le Président,
W. R. McMASTER.

34571

incorporated by letters patent on March 6th, 1953 and having its head office in Montreal, has established its office at 10 St. James Street East.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 19th day of March, 1953.

GÉRARD CORBEIL,
President.

34557-o

NOTICE OF SITUATION OF HEAD OFFICE

Notice is given that "Mansions Auto Garage Ltd." incorporated by letters patent of Quebec, bearing date of the 26th day of January, 1953, has established its head office at No. 1460 Guy Street, in Montreal.

Montreal, this 1st day of April, 1953.

GALEN LEE PRIME,
Secretary-Treasurer.

34558-o

NOTICE OF SITUATION OF HEAD OFFICE

Notice is given that "Silverdale Investments Ltd.", incorporated by letters patent of Quebec, bearing date of the 26th day of January, 1953, has established its head office at No. 1460 Guy Street, in Montreal.

Montreal, this 1st day of April, 1953.

GALEN LEE PRIME,
Secretary-Treasurer.

34559-o

SOTAL LTD

Notice is hereby given that "Sotal Ltd.", company incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act on December the 10th, 1952, and having its head office in Montreal, district of Montreal, where its office was situated up to today, at 261 Sainte-Catherine Street West, Suite 1, has moved it to 298 Craig Street West, city of Montreal, district of Montreal.

Montreal, this 23rd day of March, 1953.

[Seal] SOTAL LTD,
Per: STANISLAW MEHL,
Secretary-Treasurer.

34560-o

UNITED INDUSTRIAL SUPPLIERS CO. LTD.

Notice is hereby given that "United Industrial Suppliers Co. Ltd.", company incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, on August the 18th, 1952, and having its head office in Montreal, district of Montreal, where its office was situated up to today, at 60 St. James Street West, Room 902, has moved it to 1477 Sherbrooke Street West, Suite 204, city of Montreal, district of Montreal.

Montreal, March 10, 1953.

[Seal] UNITED INDUSTRIAL SUPPLIERS CO. LTD
RAYMOND LETTE,
Secretary-Treasurer.

34561-o

Canada, Province of Quebec, district of Montreal

Notice is hereby given that "G. Gilmore Co. Limited" incorporated by Quebec letters patent on December 10th, 1952 has established its head office at 5012 St. Patrick Street, Montreal, Que.

W. R. McMASTER,
President,

34571-o

LES PRODUITS LAITIERS MONT ST-HILAIRE
LIMITÉE
MONT ST. HILAIRE DAIRY PRODUCTS
LIMITED

Règlements N° 36

(Concernant le changement du siège social de la compagnie de Saint-Hilaire à Saint-Hyacinthe).

"Le siège social de notre Compagnie "Les Produits Laitiers Mont St-Hilaire Limitée, Mont St-Hilaire Dairy Products Limited" sera dorénavant situé à St-Hyacinthe."

Le Président,
TANCREDE GABOURY.

Le Secrétaire,
34575-o GEORGES BÉLANGER.

LES PRODUITS LAITIERS MONT ST-HILAIRE
LIMITÉE
MONT ST. HILAIRE DAIRY PRODUCTS
LIMITED

By-law No. 36

(Concerning change of the Head Office of the Company from Saint-Hilaire to Saint-Hyacinthe).

"The Head Office of our Company "Les Produits Laitiers Mont St. Hilaire Limitée, Mont St-Hilaire Dairy Products Limited" shall henceforth be situate at St-Hyacinthe."

TANDREDE GABOURY,
Secretary.

34575 GEORGES BÉLANGER,
Secretary.

BELFORT MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie "Belfort Mines Limited, (No Personal Liability)" constituée en corporation par lettres patentes sous la Loi des compagnies minières de Québec en date du 7 novembre, 1952, et ayant son bureau principal dans la Ville de Montréal a établi son bureau au numéro 5 est rue St. Jacques en ladite ville.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 14 janvier 1953.

Le Secrétaire,
34576-o JOHN G. PORTEOUS.

BELFORT MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Belfort Mines Limited, (No Personal Liability)" was incorporated by Letters Patent issued under the Quebec Mining Companies' Act on the 7th day of November, 1952, and having its head office in the City of Montreal has established its office at 5 St. James Street East, in the said City of Montreal.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the Head office of the Company.

Dated at Montreal, this 14th day of January, 1953.

JOHN G. PORTEOUS,
Secretary.

Avis est donné que "La Corporation Générale des Instituteurs et Institutrices Catholiques de la Province de Québec," constituée par la Loi 10 Georges VI chap. 87 sanctionnée le 17 avril 1946 et amendée par la Loi 1-2 Elisabeth II chap. 130 sanctionnée le 26 février 1953 a établi son siège social à 299-3ième avenue, Québec.

Le Président,
34578-o LÉOPOLD GARANT.

Notice is hereby given that "La Corporation Générale des Instituteurs et Institutrices Catholiques de la Province de Québec", incorporated by Act 10 Georges VI, Chap. 87, sanctioned on April 17, 1946 and amended by Act 1-2 Elizabeth II, Chap. 130, sanctioned on February 26, 1953, has established its head office at 299-3rd Avenue, Quebec.

LÉOPOLD GARANT,
President.

PAUL-O. LEPAGE, LIMITÉE

Avis re: Siège Social

Paul-O. Lepage, Limitée, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 6 mars 1953, a établi son siège social au N° 4505 rue Papineau en la cité de Montréal.

A compter de la publication du présent avis l'endroit ci-dessus indiqué sera le siège social de la compagnie à toutes fins que de droit.

Montréal, 30 mars 1953.

Le Secrétaire,
34592-o JEAN TRUDEL,

NORTHERN RADIO — RADIO NORD INC.

Règlement N° 8

Règlement spécial changeant le siège social de la compagnie.

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement N° 8 de la Compagnie Northern Radio-Radio Nord Inc.

PAUL-O LEPAGE, LIMITÉE

Notice re: Head Office

Paul-O. Lepage, Limitée, incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated March 6th, 1953, has established its head office at No. 4505 Papineau Street, in the city of Montreal.

As from the date of publication of this said notice, the locality hereinabove indicated shall be the head office of the company for all legal purposes.

Montreal, March 30th, 1953.

JEAN TRUDEL,
Secretary

NORTHERN RADIO — RADIO NORD INC.

By-laws No. 8

Special by-law changing the head office of the Company.

Be it and it is hereby enacted as By-law No. 8 of the Company Northern Radio — Radio Nord Inc., as follows:

Que le siège social de la compagnie soit et il est par les présentes changé de Montréal, à 70, Gamble Rouyn, P.Q.

Vraie copie du règlement N° 8 de Northern Radio — Radio Nord Inc., décrété par les directeurs à une assemblée tenue le 20 mars 1953, et approuvé par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée pour considérer ledit règlement, le 24 mars 1953.

NORTHERN RADIO — RADIO NORD INC.
Le Secrétaire,
34593-o JEAN MONETTE.

That the head office of the Company be and it is hereby changed from Montreal, to 70 Gamble Street, Rouyn, P.Q.

Certified true copy of By-law No. 8 of Northern Radio — Radio Nord Inc., enacted by the Directors at a meeting held on March 10th, 1953, and approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting called for considering said By-law, on March 24th, 1953.

NORTHERN RADIO — RADIO NORD INC.
JEAN MONETTE,
34593-o Secretary.

Soumissions

Province de Québec

VILLAGE DE WATERVILLE (Comté de Sherbrooke)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Fred W. Bean, secrétaire-trésorier, Waterville, comté de Sherbrooke, jusqu'à 9 heures a.m., lundi, le 27 avril 1953, pour l'achat de \$30,000.00 d'obligations du village de Waterville, comté de Sherbrooke, datées du 1er mars 1953 et remboursables par séries du 1er mars 1954 au 1er mars 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$30,000.00 — 15 ans.

Année	Capital
1er mars 1954.	\$ 1,000.00
1er mars 1955.	1,000.00
1er mars 1956.	1,000.00
1er mars 1957.	1,000.00
1er mars 1958.	1,000.00
1er mars 1959.	1,000.00
1er mars 1960.	1,000.00
1er mars 1961.	1,000.00
1er mars 1962.	1,000.00
1er mars 1963.	1,000.00
1er mars 1964.	1,000.00
1er mars 1965.	1,000.00
1er mars 1966.	1,000.00
1er mars 1967.	1,000.00
1er mars 1968.	16,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lennoxville, comté de Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, Québec ou Lennoxville, comté de Sherbrooke.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert com-

Tenders

Province of Quebec

VILLAGE OF WATERVILLE (County of Sherbrooke)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned Fred W. Bean, Secretary-treasurer, Waterville, county of Sherbrooke, until 9 o'clock a.m., Monday, April 27th, 1953, for the purchase of an issue of \$30,000.00 of bonds of the village of Waterville, county of Sherbrooke, dated March 1st, 1953 and redeemable serially from March 1st, 1954 to March 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$30,000.00 — 15 years

Year	Capital
March 1st, 1954.	\$ 1,000.00
March 1st, 1955.	1,000.00
March 1st, 1956.	1,000.00
March 1st, 1957.	1,000.00
March 1st, 1958.	1,000.00
March 1st, 1959.	1,000.00
March 1st, 1960.	1,000.00
March 1st, 1961.	1,000.00
March 1st, 1962.	1,000.00
March 1st, 1963.	1,000.00
March 1st, 1964.	1,000.00
March 1st, 1965.	1,000.00
March 1st, 1966.	1,000.00
March 1st, 1967.	1,000.00
March 1st, 1968.	16,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Lennoxville, county of Sherbrooke.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Lennoxville, county of Sherbrooke.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued

prend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 27 avril 1953, à 9 heures a.m., au lieu habituel des séances, à Waterville, comté de Sherbrooke.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Waterville, (Comté de Sherbrooke), ce 1er avril 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
FRED. W. BEAN.

Waterville,
(Comté de Sherbrooke), P.Q. 34562-0

Province de Québec

VILLAGE DE CAP-CHAT
(COMTÉ DE GASPÉ-OUEST)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Sylva Côté, secrétaire-trésorier, B.P. 122, Cap-Chat, comté de Gaspé-Ouest, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 27 avril 1953, pour l'achat de \$25,000 d'obligations du village de Cap-Chat, comté de Gaspé-Ouest, datées du 1er mars 1953 et remboursables par séries du 1er mars 1954 au 1er mars 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$25,000—15 ans

Année	Capital
1er mars 1954	\$ 500.00
1er mars 1955	500.00
1er mars 1956	500.00
1er mars 1957	500.00
1er mars 1958	500.00
1er mars 1959	500.00
1er mars 1960	500.00
1er mars 1961	500.00
1er mars 1962	500.00
1er mars 1963	500.00
1er mars 1964	500.00
1er mars 1965	500.00
1er mars 1966	500.00
1er mars 1967	500.00
1er mars 1968	18,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à CapChat, Cte Gaspé-Ouest.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le

on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, April 27th, 1953, at 9 o'clock a.m., at the usual meeting place, in Waterville, county of Sherbrooke.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Waterville, (County of Sherbrooke), this 1st of April 1953.

FRED. W. BEAN,
Secretary-treasurer.

Waterville,
(County of Sherbrooke), P.Q. 34562-0

Province of Quebec

VILLAGE OF CAP-CHAT
(COUNTY OF GASPÉ-WEST)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Sylva Côté, Secretary-Treasurer, B.O.P. 122, Cap-Chat, county of Gaspé-West, until 8 o'clock p.m., Monday, April 27, 1953, for the purchase of an issue of \$25,000 of bonds of the Village of Cap-Chat County of Gaspé-West, dated March 1st, 1953 and redeemable serially from March 1st, 1954 to March 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$25,000—15 years

Year	Capital
March 1st, 1954	\$ 500.00
March 1st, 1955	600.00
March 1st, 1956	500.00
March 1st, 1957	500.00
March 1st, 1958	500.00
March 1st, 1959	500.00
March 1st, 1960	500.00
March 1st, 1961	500.00
March 1st, 1962	500.00
March 1st, 1963	500.00
March 1st, 1964	500.00
March 1st, 1965	500.00
March 1st, 1966	500.00
March 1st, 1967	500.00
March 1st, 1968	18,000.00

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, at par, at Cap-Chat, Co. Gaspé-West.

Capital and interest are payable at all branches of any chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941 subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday

27 avril 1953, à 8 heures p.m., à l'endroit ordinaire des séances.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-Chat, (Comté de Gaspé-Ouest), ce 8 avril 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
SYLVA COTÉ.

Cap-Chat,
(Cté Gaspé-Ouest,) P.Q.

34590-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE SAINTE-JULIENNE
(Comté de Montcalm)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Brissette, N.P., secrétaire-trésorier, Sainte-Julienne, comté de Montcalm, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 28 avril 1953, pour l'achat de \$125,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Sainte-Julienne, comté de Montcalm, datées du 1er avril 1953 et remboursables par séries du 1er avril 1954 au 1er avril 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$125,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er avril 1954	x \$14,000.00
1er avril 1955	x 14,500.00
1er avril 1956	x 15,000.00
1er avril 1957	x 16,000.00
1er avril 1958	x 17,000.00
1er avril 1959	2,500.00
1er avril 1960	2,500.00
1er avril 1961	2,500.00
1er avril 1962	2,500.00
1er avril 1963	3,000.00
1er avril 1964	3,000.00
1er avril 1965	3,000.00
1er avril 1966	3,000.00
1er avril 1967	3,500.00
1er avril 1968	3,500.00
1er avril 1969	3,500.00
1er avril 1970	3,500.00
1er avril 1971	4,000.00
1er avril 1972	4,000.00
1er avril 1973	4,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$76,500, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$15,300 chacun, de 1954 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair, à Sainte-Julienne, comté de Montcalm.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Sainte-Julienne, comté de Montcalm.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les

April 27, 1953, at 8 o'clock p.m., at the ordinary meeting place.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cap-Chat, (County of Gaspé-West) April 8, 1953.

SYLVA COTÉ,
Secretary-Treasurer.

B.O. 122, Cap-Chat,
(Co. Gaspé-West) P.Q.

34590

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF SAINTE-JULIENNE
(County of Montcalm)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned, J.-A. Brissette, N.P., Secretary-treasurer, Sainte-Julienne, county of Montcalm, until 8 o'clock, p.m., Tuesday, April 28, 1953, for the purchase of an issue of \$125,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the village of Sainte-Julienne, county of Montcalm, dated April 1st, 1953, and redeemable serially from April 1st, 1954 to April 1st, 1973, inclusively, with a rate of interest of not less than 3% nor more than 4½% per annum payable semi-annually on April first and October first of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$125,000.00 — 20 years.

Year	Capital
April 1st, 1954	x \$14,000.00
April 1st, 1955	x 14,500.00
April 1st, 1956	x 15,000.00
April 1st, 1957	x 16,000.00
April 1st, 1958	x 17,000.00
April 1st, 1959	2,500.00
April 1st, 1960	2,500.00
April 1st, 1961	2,500.00
April 1st, 1962	2,500.00
April 1st, 1963	3,000.00
April 1st, 1964	3,000.00
April 1st, 1965	3,000.00
April 1st, 1966	3,000.00
April 1st, 1967	3,500.00
April 1st, 1968	3,500.00
April 1st, 1969	3,500.00
April 1st, 1970	3,500.00
April 1st, 1971	4,000.00
April 1st, 1972	4,000.00
April 1st, 1973	4,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$76,500, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$15,300, each, from 1954 to 1958 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, at par at Sainte-Julienne, county of Montcalm.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Sainte-Julienne, county of Montcalm.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds

échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 28 avril 1953, à 8 heures p.m., à la salle municipale de Sainte-Julienne, comté de Montcalm.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sainte-Julienne, (Comté de Montcalm), ce 1er avril 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. BRISSETTE, N.P.

Ste-Julienne,
(Comté de Montcalm), P.Q.

34569-o

Province de Québec

VILLAGE DE LAVALTRIE
(Comté de Berthier)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Emile Martineau, secrétaire-trésorier, 104 rue Notre-Dame, Lavaltrie, Village, Cté Berthier, jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 28 avril 1953, pour l'achat de \$12,000 d'obligations du village de Lavaltrie, comté de Berthier, datées du 1er mars 1953 et remboursables par séries du 1er mars 1954 au 1er mars 1965 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$12,000.00 — 12 ans.

Année	Capital
1er mars 1954.....	x\$2,000.00
1er mars 1955.....	x 2,000.00
1er mars 1956.....	x 2,000.00
1er mars 1957.....	500.00
1er mars 1958.....	500.00
1er mars 1959.....	500.00
1er mars 1960.....	500.00
1er mars 1961.....	500.00
1er mars 1962.....	500.00
1er mars 1963.....	1,000.00
1er mars 1964.....	1,000.00
1er mars 1965.....	1,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$5,380.92, accordé par le Département des Travaux publics et payable en trois versements de \$1,793.64 chacun, de 1954 à 1956 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à l'Assomption, P.Q.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à l'Assomption, P.Q.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation en tout, ou

to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date to their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, April 28, 1953, at 8 o'clock, p.m., at the Municipal Hall of Sainte-Julienne, county of Montcalm.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Sainte-Julienne (County of Montcalm), this April 1st, 1953.

J.-A. BRISSETTE, N.P.,
Secretary-treasurer.

Sainte-Julienne,
County of Montcalm, P.Q.

34569

Province of Quebec

VILLAGE OF LAVALTRIE
(BERTHIER COUNTY)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Emile Martineau, secretary-treasurer, 104 Notre-Dame Street, Lavaltrie village, county of Berthier, until 8 o'clock, p.m. Tuesday, April 28 1953, for the purchase of an issue of \$12,000 of bonds of the village of Lavaltrie, county of Berthier, dated March 1, 1953, and redeemable serially from March 1, 1954 to March 1, 1965 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% nor above 4½% per annum, payable semi-annually on the first of March and first of September of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$12,000—12 years

Year	Capital
March 1st, 1954.....	x\$2,000.00
March 1st, 1955.....	x 2,000.00
March 1st, 1956.....	x 2,000.00
March 1st, 1957.....	500.00
March 1st, 1958.....	500.00
March 1st, 1959.....	500.00
March 1st, 1960.....	500.00
March 1st, 1961.....	500.00
March 1st, 1962.....	500.00
March 1st, 1963.....	1,000.00
March 1st, 1964.....	1,000.00
March 1st, 1965.....	1,000.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$5,380.92, granted by the Department of Public Works and payable in three instalments of \$1,793.64 each, from 1954 to 1956 inclusively, will be received and applied to the service of the loan.

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, at par, at l'Assomption, P.Q.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or l'Assomption, P.Q.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941 subject to be redeemed by anticipation, in whole

en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 28 avril 1953, à 8 heures p.m., à la salle publique de Lavaltrie.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lavaltrie, (Comté de Berthier), ce 7 avril 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
ÉMILE MARTINEAU.

104, rue Notre-Dame, Lavaltrie,
(Comté de Berthier), P.Q.

34591-0

or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday April 28, 1953, at 8 o'clock p.m. at the public hall of Lavaltrie.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lavaltrie (County of Berthier) this April 7th, 1953.

ÉMILE MARTINEAU,
Secretary-Treasurer.

104 Notre-Dame St. Lavaltrie,
(Cty Berthier) P.Q.

34591

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour d'avril 1952 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques, ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi, le 22 avril 1953, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montreal, le 6 mars 1953.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY
Le Gérant du Service des Postes & Bagages,
34384-11-6-o J. E. TWEEDY.

Sale of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received prior to the First day of April 1952, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at Ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, April 22nd, 1953, under the authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, March 6th, 1953.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY
per: J. E. TWEEDY,
34384-11-6-o Manager, Mail and Baggage Traffic.

Vente par licitation

VENTE PAR LICITATION FORCÉE, AVIS DE LICITATION

Avis est donné que la Cour Supérieure, siégeant à Montmagny, pour le district de Montmagny, a, par un jugement rendu le 2 mars 1953, dans une cause portant le numéro 6450, dans laquelle Dame Aurélie Gauthier, épouse séparée de biens de Léon Caron, est demanderesse contre Napoléon Gauthier et al, défendeurs, ordonné la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir:

Le lot connu et désigné sous le numéro cent quarante-quatre (144) du cadastre officiel de la paroisse de St-Cyrille, comté de l'Islet, avec bâtisses y élevées, circonstances et dépendances:

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, au bureau du Protonotaire, au Palais de Justice, en la Ville de Montmagny, le DOUZIÈME jour de MAI prochain (1953), à ONZE heures (heure avancée, de l'avant-midi).

Ledit immeuble sera ainsi mis à l'enchère et adjugé, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour: et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au

Sale by Licitacion

FORCED SALE BY LICITATION NOTICE OF LICITATION

Notice is given that the Superior Court, sitting at Montmagny, for the District of Montmagny, has by judgment rendered on March 2, 1953, in a case bearing number 6450, in which Dame Aurélie Gauthier, wife separate as to property, of Léon Caron, is plaintiff, against Napoléon Gauthier et al, defendants, has ordered the licitation of the immoveable designated as follows, to wit:

Lot known and designated under number one hundred and forty-four (144) of the official cadastre of the parish of St. Cyrille, county of Islet, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The immoveable hereinabove described will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, at the office of the Prothonotary, at the Court House, in the Town of Montmagny, the TWELFTH day of MAY next (1953), at ELEVEN o'clock (daylight Saving Time) in the forenoon.

The said immoveable will be sold by auction and adjudged, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court: and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Pro-

moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montmagny, 4 avril 1953.

Les Procureurs de la Demanderesse.

LAVERGNE, LEAHY & FOURNIER,
34568-15-2-o

thonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

Montmagny, April 4, 1953.

LAVERGNE, LEAHY & FOURNIER,

Attorneys for plaintiff.

34568-15-2

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 8249 { **GEORGES LAPERRIERE**, médecin, domicilié au numéro 16 de la rue Bellevue, Cité de Drummondville, district d'Arthabaska, demandeur vs **LES HÉRITIERS DE ANTONIO HÉTU**, de son vivant domicilié dans la municipalité du Canton de Wendover & Simpson, défendeurs et **YVAN MILLAR & ATCHEZ LAFERTÉ**, registrateurs dans et pour le comté de Drummond, mis-en-cause.

Un terrain connu et désigné aux Plan et Livre de renvoi officiel du Canton de Wendover, Comté de Drummond, comme étant partie de la subdivision numéro TROIS du lot numéro CINQ, mesurant cinquante pieds de front par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord-est par un ruisseau, au nord-ouest et au sud-ouest par le résidu de la dite subdivision numéro trois et au sud-est par le chemin conduisant à la rivière, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Frédéric de Drummond, le VENDREDI le QUINZE MAI 1953 à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,

FÉLIX HOULE.

Bureau du Shérif,

Arthabaska le 7 avril 1953.

34587-15-2-o

[Première publication le 11 avril 1953]

[Seconde publication le 25 avril 1953]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Beauce
Cour Supérieure

St-Joseph de Beauce, à Savoir: { **IRENÉE, LAVAL & MARCEL MATHIEU**, domiciliés à St-Ephrem, N° 22,370. cté Beauce, contre **HENRI PERREAULT**, résidant à Valley-Jonction, cté Beauce, à savoir: le lot N° 769-41 du plan amendé d'une partie du cadastre de la paroisse de St-Joseph de Beauce, cté Beauce, maintenant dans la Municipalité du Village de l'Enfant-Jésus, (Valley-Jonction) avec servitudes actives et passives à distraire cependant du dit terrain la partie ci-après décrite que le vendeur se réserve: un certain terrain mesurant 50 pieds de front sur 50 pds de profondeur, mesure anglaise, borné en front ou sud ouest à une rue de sortie, en pro-

thonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, No. 8249. { **GEORGES LAPERRIERE**, physician, domiciled at number 16 Bellevue Street, City of Drummondville, District of Arthabaska, plaintiff, vs **THE HEIRS OF ANTONIO HETU**, in his lifetime domiciled in the municipality of the Township of Wendover & Simpson, defendants, and **YVAN MILLAR & ATCHEZ LAFERTÉ**, registrars in and for the county of Drummond, mis-en-cause.

A lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference for the Township of Wendover, County of Drummond, as being part of subdivision THREE of lot number FIVE, measuring fifty feet in front by ninety feet in depth, English measure, bounded on the northeast by a brook, on the northwest and on southwest by the residue of the said subdivision number three and on the southeast by the road leading to the river, with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. Frederic of Drummond, FRIDAY, the FIFTEENTH day of MAY, 1953, at TWO o'clock in the afternoon (daylight saving time).

FÉLIX HOULE,

Sheriff's Office,

Arthabaska, April 7, 1953

Sheriff.

34587-15-2

[First insertion, April 11, 1953]

[Second insertion, April 25, 1953]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Beauce
In the Superior Court

St-Joseph de Beauce, to wit: { **IRENÉE, LAVAL & MARCEL MATHIEU**, domiciled at St-Ephrem, No. 22,370. Co. Beauce, against **HENRI PERREAULT**, residing at Valley-Junction, Co. Beauce, to wit: lot No. 769-41 in the amended plan of a part of the cadastre of the parish of St-Joseph de Beauce, Co. Beauce, now in the municipality of the village of "Enfant-Jésus" (Valley-Junction) with active and passive servitudes to be deducted from the said land, the part hereinafter described reserved by the seller: a certain lot of land measuring 50 ft in front by 50 ft in depth, English measure, bounded in front or south-west by an outgoing street, in depth or northeast and on one side on

St-Joseph de Beauce, to wit: lot No. 769-41 in the amended plan of a part of the cadastre of the parish of St-Joseph de Beauce, Co. Beauce, now in the municipality of the village of "Enfant-Jésus" (Valley-Junction) with active and passive servitudes to be deducted from the said land, the part hereinafter described reserved by the seller: a certain lot of land measuring 50 ft in front by 50 ft in depth, English measure, bounded in front or south-west by an outgoing street, in depth or northeast and on one side on

fondeur ou nord-est et d'un côté au nord ouest au résidu dudit lot, et d'un côté sud est à l'emplacement d'Émilien Bourque étant la partie sud est du dit emplacement sus-décrit, avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale en la paroisse de Valley-Junction, le QUATRIÈME jour de MAI prochain à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, J. S. POULIOT,
St-Joseph de Bee, le 25 mars 1953. 34499-13-2-0
[Première insertion: 28 mars 1953]
[Seconde insertion: 11 avril 1953]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada, Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, { L'OFFICE DU CRÉ-
No. 161-020 { DIT AGRICOLE DU
QUÉBEC, corps politique
et incorporé ayant son siège social à Québec,
demandeur vs OMER BOUTIN, Les Étroits,
Cté de Témiscouata, P.Q., défendeur.

"Une terre d'une superficie d'environ cent acres (100) connue et désignée au cadastre officiel du Canton Packington dans le deuxième (2) rang sous le numéro trente-six (36) avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Les Étroits (St-Marc-du-Lac-Long) Cté de Témiscouata, LUNDI, le ONZIÈME jour de MAI 1953 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, P. E. MARTIN,
Rivière du Loup, 8 avril 1953. 34588-15-2-0
[Première insertion, samedi le 11 avril 1953]

TERREBONNE

Canada, Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { BANQUE CANADIENNE
N° 10539. { NATIONALE, corpora-
tion légalement constituée,
ayant son siège social dans les cité et district de
Montréal, demanderesse, vs PAUL PAQUIN, de
St-Lin, comté de l'Assomption, défendeur.

Un bloc de terrain situé en la ville de St-Jérôme, entre les rues Scott et Carillon, composé:

a) De parties des lots connus et désignés sous les numéros cent sept et cent dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix (P. nos 10-107 et 10-118) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de St-Jérôme, et ainsi décrites:

1° Une partie du lot N° 10-107 mesurant 3.5 pieds au nord, 4 pieds au sud par 110 pieds de profondeur dans la ligne ouest et contenant une superficie de 412.5 pieds carrés. Borné au nord par la partie du no 10-118 décrits ci-après, à l'est par le résidu de ce dit no 10-107, rue projetée, au sud par la rue Carillon (No 10-81 et à l'ouest par le lot no 10-106.

2° Une partie du lot no 10-118 mesurant 3 pieds au nord et 3.5 pieds au sud par une profondeur de 110 pieds contenant une superficie de 357.5 pieds carrés. Borné au nord par la rue Scott no 10-146, à l'est par le résidu du lot N° 10-118 faisant partie d'une rue projetée, au sud par la partie du N° 10-107, décrite ci-haut et à l'ouest par le N° 10-119.

the northwest by the residue of said lot, and on the southeast side of Emilien Bourque's emplacement, being the southeast part of said emplacement above described, with circumstances and dependencies.

To be sold at the parish church door, in the parish of Valley-Junction, the FOURTH day of MAY next at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. S. POULIOT,
St-Joseph de Bee, March 25, 1953. 34499-13-2
[First insertion: March 28, 1953]
[Second insertion: April 11, 1953]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, { QUEBEC FARM CRE-
No. 161-020 { DIT BUREAU, body
politic and corporate, hav-
ing its head office at Quebec, plaintiff, vs O-
MER BOUTIN, Les Etroits, Co. of Temiscouata,
defendant.

"A farm of a superficial area of about one hundred acres (100) known and designated on the official cadastre of the township of Packington in the second (2) range under number thirty-six (36) with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of Les Etroits (St-Marc-du-Lac-Long) Co. of Temiscouata, MONDAY, the ELEVENTH day of MAY, 1953, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, P. E. MARTIN,
Rivière-du-Loup, April 8, 1953. 34588-15-2
[First insertion: Saturday, April 11, 1953]

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { BANQUE CANADIENNE
No. 10539. { NATIONALE, corpora-
tion legally incorporated, hav-
ing its head office in the city and district of
Montreal, plaintiff, vs PAUL PAQUIN, of St.
Lin, county of l'Assomption, defendant.

"A block of land situate in the town of St. Jérôme, between Scott and Carillon streets, including:

a) Parts of lots known and designated under numbers one hundred and seven and one hundred and eighteen of the official subdivision of original lot number ten (P. Nos. 10-107 and 10-118) of the official plan and book of reference of the town of St-Jérôme, and described as follows:

1. Part of lot No. 10-107 measuring 3.5 feet on the north, 4 feet on the south by 110 feet in depth on the west line, consisting of a superficial area of 412.5 square feet. Bounded on the north by part of No. 10-118 hereinafter described, on the east by the residue of the said No. 10-107, planned street, on the south by Carillon street (No. 10-81 and on the west by lot No. 10-106.

2. Part of Lot No. 10-118 measuring 3 feet on the north and 3.5 feet on the south by a depth of 110 feet, consisting of a superficial area of 357.5 square feet. Bounded on the north by Scott street No. 10-146, on the east by the residue of lot No. 10-118 forming part of a planned street, on the south by part of No. 10-107, described above, and on the west by No. 10-119.

b) Des lots connus et désignés sous les numéros cent un, cent deux, cent trois, cent quatre, cent cinq, cent six, cent dix-neuf, cent vingt, cent vingt et un, cent vingt-deux, cent vingt-trois et cent vingt-quatre de la subdivision officielle du lot originaire N° 10 (Nos 10-101, 10-102, 10-103, 10-104, 10-105, 10-106, 10-119, 10-120, 10-121, 10-122, 10-123 et 10-124 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de St-Jérôme.

Mesurant, le dit bloc, cent cinquante-trois pieds (153') au nord, cent cinquante-quatre pieds (154') au sud par une profondeur de deux cent vingt pieds (220') et contenant une superficie de 33,770 pieds carrés;

Borné au nord par la rue Scott (N° 10-146, à l'est par le résidu des lots Nos 10-118 et 10-107, faisant partie d'une rue projetée, continuation de la rue Fournier, au sud par la rue Carillon (N° 10-81.) et à l'ouest par les Nos 10-100 et 10-125;

Avec les bâtisses y érigées et les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble,

La vente devant être faite sujette aux charges et conditions de l'acte de vente consenti par la ville de St-Jérôme au défendeur le 1er avril 1947, devant le notaire Gustave Léonard, et enregistré au bureau d'enregistrement du Comté de Terrebonne le 15 avril 1947 sous le N° 151580, reg. A., Vol. 141.

Pour être vendu en bloc, au Bureau du Shérif au Palais de Justice dans la cité de St-Jérôme le VINGT et UNIÈME jour d'AVRIL 1953 à ONZE heures de l'avant-midi.

Un dépôt de \$800.00 sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Brassard, date le 11 mars 1953.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.

St-Jérôme, ce 17 mars 1953. 34458-12-2-0

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District des Trois-Rivières

Cour Supérieure, { ROBERT LAMY, garagiste, de la ville de Louiseville, district de Trois-Rivières, demandeur, vs GEORGES-P. LAMY, du même endroit, défendeur.

"1° La moitié indivise d'un terrain situé en la paroisse de St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trois cent quarante et un (P. N° 341) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup et borné comme suit: en front par le chemin public ou route provinciale, Blvd. Montréal-Québec N° 2: en profondeur, par le terrain ci-après décrit: d'un côté, vers l'est par le terrain de Roméo-J. Lamy et de l'autre côté, vers l'ouest, par ce même chemin public, sans bâtisse."

2° La moitié indivise d'un autre terrain situé en la même paroisse, connu et désigné comme faisant partie du lot trois cent quarante-deux (P. N° 342) des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, comté de Maskinongé et borné comme suit: en front, par le terrain ci-dessus décrit: en profondeur, par le terrain de M. Marcel Caron: d'un

b) Lots known and designated under numbers one hundred and one, one hundred and two, one hundred and three, one hundred and four, one hundred and five, one hundred and six, one hundred and nineteen, one hundred and twenty, one hundred and twenty-one, one hundred and twenty-two, one hundred and twenty-three, and one hundred and twenty-four of the official subdivision of original lot No. 10 (Nos. 10-101, 10-102, 10-103, 10-104, 10-105, 10-106, 10-119, 10-120, 10-121, 10-122, 10-123 and 10-124 of the official plan and book of reference of the town of St. Jérôme.

The said block measuring one hundred and fifty-three feet (153') on the north one hundred and fifty-four feet (154') on the south by a depth of two hundred and twenty feet (220') and consisting of a superficial area of 33,770 square feet;

Bounded on the north by Scott street (No. 10-146), on the east by the residue of lots Nos 10-118 and 10-107, forming part of a planned street, the continuation of Fournier Street, on the south by Carrillon Street (No. 10-81.) and on the west by nos. 10-100 and 10-125;

With buildings erected thereon, and active and passive servitudes, apparent and unapparent, attaching to said immovable,

The sale to be made shall be subject to the charges and conditions of the deed of sale between the town of St. Jérôme and the defendant, dated April 1st, 1947, before Notary Gustave Leonard, and registered in the Registrar's office of the county of Terrebonne on April 15, 1947, under number 151580, reg. A., Vol. 141.

To be sold in block at the Sheriff's office at the Court House in the city of St. Jérôme, the TWENTY-FIRST day of APRIL 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$800.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Brassard, dated the 11th of March, 1953.

ALBERT FOURNELLE,

Sheriff's Office,

Sheriff.

St. Jérôme, March 17, 1953.

34458-12-2

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, { ROBERT LAMY, garage-keeper of the Town of Louiseville, district of Trois-Rivières, plaintiff, vs GEORGES P. LAMY, of the same place, defendant.

"1. The undivided half of a lot of land situate in the parish of St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, known and designated as being part of lot number three hundred and forty-one (Pt. No. 341) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup and bounded as follows: in front by the public road or provincial highway, Blvd. Montréal-Québec No. 2: in depth, by the lot of land hereinafter described: on one side, on the East, by the land of Roméo J. Lamy and on the other side, on the West, by the same public highway, without building."

2. The undivided half of another lot of land situate in the same parish, known and designated as being part of lot three hundred and forty-two (Pt. No. 342) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, county of Maskinongé and bounded as follows: in front by the land herein above described: in depth, by the land of

côté, vers l'est, partie par le terrain de M. Roméo J. Lamy, et partie par le terrain du même Marcel Caron de l'autre côté, vers l'Ouest, partie par le chemin public et partie par le terrain de M. Marcel Caron, sans bâtisses".

Pour être vendus en bloc comme faisant partie du même et seul immeuble, à la porte de l'église de la paroisse de St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, en la ville de Louiseville, MARDI, le DOUZIÈME jour du mois de MAI, mil neuf cent cinquante-trois, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN,
Trois-Rivières, le 7 avril 1953. 34579-15-2-o

Mr. Marcel Caron on one side, on the East, partly by the land of Mr. Roméo J. Lamy and partly by the land of the same Marcel Caron on the other side, on the West, partly by the public highway and partly by the land of Mr. Marcel Caron, without building".

To be sold "en bloc" as being part of the same and only immovable, at the church door of the parish of St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, in the Town of Louiseville, TUESDAY, the TWELFTH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and fifty-three, at TEN o'clock in the forenoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff's Office,
Trois-Rivières, April 7, 1953. 34579-15-2

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la sacocherie dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1197 du 25 octobre 1951, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

L'article IV sera remplacé par le suivant:
"IV. Taux minima de salaires: Les taux minima de salaires sont les suivants:

	Taux horaires
Zone 1	
Tailleur — 1ère classe.	\$1.07
Tailleur de papier et de doublures.	0.77
Façonneur	
1ère classe.	1.07
2ème classe.	0.77
3ème classe.	0.57
Opérateur	
1ère classe.	0.97
2ème classe.	0.77
Opérateur (doublures)	
1ère classe.	0.77
2ème classe.	0.57
Plicier.	0.57
Préposé au collage.	0.47
Préposé au brochage.	0.47
Recouvreur de montures.	0.57
Ouvrier général.	0.47
Apprenti.	0.42

Zone 2

Dans la zone 2, les taux minima de salaires sont les mêmes que ceux établis pour la zone 1, moins 7½%.

Zone 3

Dans la zone 3, les taux minima de salaires sont les mêmes que ceux établis pour la zone 1, moins 10%.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 avril 1953. 34580-0

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the handbag industry in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 1197 of October 25, 1951, have submitted to him a petition to amend the said decree as follows:

Section IV will be replaced by the following:
"IV. Minimum scales of wage: The following shall be the minimum wage rates:

	Per hour
Zone 1	
Cutter — First Class.	\$1.07
Paper and lining Cutter.	0.77
Framer	
First Class.	1.07
Second Class.	0.77
Third Class.	0.57
Operator	
First Class.	0.97
Second Class.	0.77
Lining operator	
First Class.	0.77
Second Class.	0.57
Folder.	0.57
Cementer and Paster.	0.47
Stapler.	0.47
Framer Coverer.	0.57
General Hand.	0.47
Apprentice.	0.42

Zone 2

The minimum rate of wages for zone 2 shall be 7½% less than the rates of Zone 1.

Zone 3

In zone 3, the minimum wage rates shall be those set for zone 1 less 10%.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 11, 1953. 34580-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du verre dans les cités de Québec, Lévis et Sillery et les villes de Québec-Ouest et Lauzon, rendue obligatoire par le décret numéro 878 du 2 août 1950, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° L'échelle de salaires apparaissant au paragraphe "a" de l'article III sera remplacée par la suivante:

SECTION 1

Classification	Taux à l'heure			
	A	B	C	Première année
Monteur.	\$1.21	\$1.07	\$0.89	\$0.71
Biseauteur.	1.18	1.04	0.89	0.71
Argenteur.	1.15	1.01	0.86	0.71
Tailleur.	1.15	1.01	0.86	0.71

SECTION 2

Classification:	Première année		
	B	C	
Polisseur de rayures, (disque horizontal) vérificateur, polisseur de biseaux, polisseur (courroie) givreur, sableur, dessinateur.	\$0.96	\$0.81	\$0.66
Aide-argenteur, aspergeur.	0.89	0.76	0.61
Expéditeur (plein temps).	1.06	0.88	0.71
Empaqueur.	0.94	0.81	0.66
Conducteur de camion.	0.99	0.83	0.66
Aide d'entrepôt, aide-monteur.	0.91	0.79	0.66"

2° Les taux de salaires mentionnés au paragraphe "f" de l'article III sont remplacés par les suivants:

	l'heure
"Première année.	\$0.71
De un (1) à trois (3) ans.	0.85
Après trois (3) ans.	1.10"

3° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe "c" de l'article IV:

"Sur l'équipe réduite du samedi, l'employeur pourra exiger que des salariés travaillent en nombre suffisant pour effectuer des travaux urgents et essentiels, toutefois, à moins qu'ils consentent à travailler tous les samedis, les salariés ne pourront être tenus de travailler sur une équipe réduite qu'alternativement tous les deux samedis."

4° L'article VI sera remplacé par le suivant:

"VI. a) Tout salarié qui, le 1er juillet de chaque année, a complété une (1) année de travail continu pour le même employeur ou dans le même établissement, a droit à une (1) semaine de vacances, salaire payé.

b) Le salarié qui, au 1er juillet de chaque année, n'aura pas complété une (1) année de travail continu pour le même employeur ou dans le même établissement, aura droit à autant de demi-journée de vacances qu'il aura de mois d'emploi.

c) Le salarié qui, au 1er juillet de chaque année, a complété cinq (5) années de travail continu pour le même employeur ou dans le même établissement, a droit à deux (2) semaines de vacances, salaire payé.

NOTICE OF AMENDMENT

The honorable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the glass processing industry in the cities of Québec, Lévis and Sillery and the towns of Québec-West and Lauzon, rendered obligatory by the decree number 878 of August 2, 1950, have submitted to him a request to amend the said decree as amended, as follows:

1. The wage scale contained in subsection "a" of section III will be replaced by the following:

"PART 1

Classification:	Hourly rates			
	A	B	C	First year
Setter.	\$1.21	\$1.07	\$0.89	\$0.71
Beveller.	1.18	1.04	0.89	0.71
Silverer.	1.15	1.01	0.86	0.71
Cutter.	1.15	1.01	0.86	0.71

PART 2

Classification:	Hourly rates		
	B	C	First year
Scratch polisher, spinner, examiner, buffer, belt worker, froster, sand polisher, draughtsman.	\$0.96	\$0.81	\$0.66
Silverer's helper, spray painter.	0.89	0.76	0.61
Shipper (full time).	1.06	0.88	0.71
Packer.	0.94	0.81	0.66
Truck driver.	0.99	0.83	0.66
Warehouseman's and setter's helper.	0.91	0.79	0.66"

2. The rates of wages mentioned in subsection "f" of section III will be replaced by the following:

	per hour
"First year.	\$0.71
From one (1) to three (3) years.	0.85
After three (3) years.	1.10"

3. The following paragraph will be added to subsection "c" of section IV:

"On the reduced Saturday shift, the employer may require a sufficient number of men to perform urgent and essential operations. However, unless they agree to work on Saturday, the employees cannot be compelled to work on the reduced shift only alternatively, every second Saturday."

4. Section VI will be replaced by the following:

"VI. a) Every employee who, on July 1st of each year, has completed one (1) year of continuous service for the same employer or in the same establishment is entitled to one (1) week vacation with pay.

b) An employee who, on July 1st, has not completed one (1) year of continuous service for the same employer or in the same establishment, is entitled to as many half days of vacation as he has months of service.

c) An employee who, on July 1st, has completed five (5) years of continuous service for the same employer or in the same establishment is entitled to two (2) weeks of vacation with pay.

d) La première semaine de vacances doit être donnée à l'employé entre le 2 juillet et le 31 août suivant immédiatement l'année pendant laquelle le droit aux vacances a été acquis.

e) La deuxième semaine de vacances pour les employés qui y ont droit, doit être donnée du 25 décembre au 31 décembre inclusivement, suivant immédiatement l'année pendant laquelle le droit aux vacances a été acquis. Cependant, les salariés qui bénéficient de cette deuxième semaine de vacances, n'ont pas droit au congé chôme et payé du Jour de Noël.

f) L'employé qui n'a pas bénéficié des vacances de la manière ci-haut décrite, a le droit de réclamer, lorsque le délai pour les vacances est expiré, l'équivalent en argent pour la période de vacances auxquelles il a droit. Si l'employé est congédié ou laisse son emploi avant d'avoir bénéficié des vacances auxquelles il a droit, l'employeur doit lui payer lors de la cessation de l'emploi, l'équivalent en argent pour la période des vacances auxquelles l'employé a droit.

g) Le salaire dû pour la période des vacances doit être calculé pour un jour ou une (1) semaine normale de travail au taux régulier du salaire payé et doit être payé avant le départ pour les vacances.

5° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe "c" de l'article VIII:

"Le conducteur de camion est réputé travailler pendant le temps qu'il conduit le camion en dehors des heures régulières de travail, pour aller ou revenir du travail à l'extérieur."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 avril 1953.

34580-o

d) The first vacation week shall be given to the employee between July 2nd and August 31st immediately following the year during which the right to a vacation has been acquired.

e) The second vacation week, for employees entitled to it, shall be given between December 25th and December 31st inclusive, immediately following the year in which the right to the vacation has been acquired. However, employees who benefit by this second vacation week are not entitled to the Christmas Day holiday with pay.

f) Employees who benefit by a vacation, as determined above, may, when the vacation period has expired, claim the equivalent in money for the vacation period to which they are entitled. Should an employee be dismissed or should he quit before he has taken the vacation to which he is entitled, the employer shall pay him, when the employment comes to an end, the equivalent in money for the vacation period to which the employee is entitled.

g) The wages due for the vacation period shall be computed for a standard work day or work week at the regular rate of pay, and shall be paid before the vacation."

5° The following paragraph will be added to subsection "c" of section VIII:

"Time spent by truck drivers outside the regular hours of work to drive to or from outside work shall be considered as working time."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour, will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 11, 1953.

34580-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 758 du 19 juillet 1951 et amendements lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, de la façon suivante:

1° Que les paragraphes "a", "b", "d", et "e" de l'article III soient remplacés par les suivants:

"a) Salariées:	Taux horaires minima
Département des boîtes rigides:	
Contremaîtresse	\$0.80
Travailleuse à la main, Classe "A"	0.74
Travailleuse à la main, Classe "B"	0.66
Travailleuse posant étiquette à la main	0.64
Mécanicienne de machine à couvrir	0.66
Mécanicienne de machine à renforts	0.66
Mécanicienne de machine Stoke & Smith	0.66
Mécanicienne de machine à poser les dessus	0.66
Mécanicienne de machine à poser les étiquettes	0.66
Mécanicienne de gommeuse filée à la main	0.64
Préposé à l'emballage et ficelage	0.64
Fileuse de machine à coller à 4 coins	0.64
Mécanicienne de machine non-classifiée plus haut	0.64

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the paper box industry in the district of Quebec, rendered obligatory by the decree number 758 of July 19, 1951 have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1. That subsections "a", "b", "d" and "e" of section III be replaced by the following:

"a) Female employees:	Minimum hourly rates
Set-up Department	
Forelady	\$0.80
Hand worker, class A	0.74
Hand worker, class "B"	0.66
Hand labeller	0.64
Covering machine operator	0.66
Staying machine operator	0.66
Stoke & Smith machine operator	0.66
Top piece machine operator	0.66
Labelling machine operator	0.66
Hand-fed table machine gummer operator	0.64
Packer & tier	0.64
Four-corner machine feeder	0.64
Operators on machines not classified above	0.64

<i>Département des boîtes pliantes:</i>		<i>Folding Department:</i>	
Contremaître	0.80	Forelady	0.80
Mécanicienne de machine à piquer	0.66	Stitcher operator	0.66
Éplucheuse	0.64	Stripper	0.64
Plieuse	0.64	Folder	0.64
Préposé à l'emballage et ficelage	0.64	Packer and tier	0.64
Fileuse de machine Brightwood	0.64	Brightwood machine feeder	0.64
Fileuse de machine automatique à coller	0.64	Auto Glueing machine feeder	0.64
Mécanicienne sur machine non-classifiée plus haut	0.64	Operator on machines not classified above	0.64

b) *Echelle de base:**Salariées:*

L'échelle de base des salariées est la suivante:

Premier trimestre	0.48
Deuxième trimestre	0.50
Troisième trimestre	0.54

La période de service acquise par chacune des salariées au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être prise en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

b) *Basic wage scale:**Female:*

The basic wage scale of female employees shall be as follows:

First three (3) months	0.48
Second three (3) months	0.50
Third three (3) months	0.54

The period of service of an employee at the time of the coming into force of the present decree shall be taken into consideration to determine her wage rate in accordance with the above wage scale.

d) *Salariés:**Département des boîtes rigides:*

	<i>Taux horaires minima</i>	<i>d) Male employees: Set-up Department</i>	<i>Minimum hourly rates</i>
Contremaître	\$1.40	Foreman	1.40
Assistant-contremaître	1.24	Ass't foreman	1.24
Mécanicien "creaser"	1.11	Creasing operator	1.11
Mécanicien-marqueuse mitrailleuse	1.11	Scraper	1.11
Mécanicien de guillotine, 1ère classe	1.11	Cutter on knife, 1st class	1.11
Mécanicien de guillotine, 2ème classe	1.00	Cutter on knife, 2nd class	1.00
Mécanicien de monteuse simple	0.99	End piece operator, single	0.99
Mécanicien de monteuse double	1.02	End piece operator, double	1.02
Mécanicien de machine à renforts à 4 coins	1.06	Four-corner stayer operator	1.06
Fileur-machine à coller à 4 coins	0.90	Feeder, four-corner stayer	0.90
Mécanicien de machine emporte-pièce	0.90	Punch operator	0.90
Préposé à la mise en train, Stoke & Smith	1.05	Wrapper make ready man	1.05
Préposé à la scie circulaire	0.91	Circular saw operator	0.91
Bobineur	0.93	Slitter operator	0.93
Presseur de rebuts	0.89	Bale press operator	0.89
Mécanicien de machines non-classifiées plus haut	0.88	Operator on machines not classified above	0.88

Département des boîtes pliantes:

		<i>Folding department:</i>	
Contremaître	1.40	Foreman	1.40
Assistant-contremaître	1.24	Ass't foreman	1.24
Faiseur de matrice	1.24	Die maker	1.24
Assistant faiseur de matrice	0.91	Ass't Die maker	0.91
Préposé à la mise en train, machine automatique à coller	1.16	Auto glueing machine makeready man	1.16
Préposé à la mise en train, machine Brightwood	1.06	Brightwood machine makeready man	1.06
Fileur, machine Brightwood	0.90	Feeder, Brightwood machine	0.90
Préposé à la mise en train, machine Indman	1.06	Indman machine makeready man	1.06
Préposé à la mise en train, machine à cirer	0.88	Waxing machine makeready man	0.88
Préposé à la mise en train, machine automatique cellophane	1.16	Auto cellophane machine makeready man	1.16
Fileur, machine automatique cellophane	0.90	Feeder, auto cellophane machine	0.90
Mécanicien de guillotine, 1ère classe	1.11	Cutter on knife, 1st class	1.11
Mécanicien de guillotine, 2ème classe	1.00	Cutter on knife, 2nd class	1.00
Mécanicien de machine à transporter et empiler motorisée	0.93	Power stacker-lift truck operator	0.93
Pressier, presse cylindre à découper	1.11	Cylinder box pressman	1.11
Fileur, presse cylindre à découper	0.90	Feeder, cylinder box press	0.90
Pressier, presse à plateau à découper	1.03	Platen die cutting pressman	1.03
Fileur, presse à plateau à découper	0.90	Stripper platen die cutting press	0.90
Éplucheur	0.86	Tripper	0.86
Presseur de rebuts	0.89	Bale press operator	0.89
Préposé à l'emballage et ficelage	0.82	Packer and tier	0.82
Mécanicien sur machine non classifiée plus haut	0.88	Operators on machines not classified above	0.88

Général:

Électricien	1.11	<i>General:</i> Electrician	1.11
-----------------------	------	--	------

Machiniste, 1ère classe.	1.11	Machinist, 1st class.	1.11
Préposé à l'entretien et à la réparation.	0.95	Maintenance and repair man.	0.95
Expéditeur.	1.05	Shipper.	1.05
Aide de manufacture.	0.92	General Hand.	0.92
Assistant-expéditeur.	0.88	Ass't shipper.	0.88
Chauffeur de camion.	0.95	Truck driver.	0.95
Surveillant.	0.82	Watchman.	0.82
Chauffeur de bouilloires.	0.86	Boiler fireman.	0.86

<i>Chef mécanicien:</i>	<i>Par semaine</i>	<i>Chief-engineman:</i>	
2ème classe.	50.88	2nd class.	50.88
3ème classe.	43.57	3rd class.	43.57

	<i>Par heure</i>		<i>per hour</i>
Mécanicien de machines fixes.	0.91	Stationary engineman.	0.91

<i>e) Échelle de base: salariés:</i>		<i>e) Basic wage scale:— Male employees:</i>	
1° L'échelle de base des salariés de 18 ans et plus est la suivante:		1. The basic wage scale of male employees of 18 years of age and over shall be as follows:	
Premier trimestre.	0.62	First three (3) months.	0.62
Deuxième trimestre.	0.67	Second three (3) months.	0.67
Troisième trimestre.	0.71	Third three (3) months.	0.71
Quatrième trimestre.	0.76	Fourth three (3) months.	0.76
2° L'échelle de base des salariés de moins de 18 ans est la suivante:		2. The basic wage scale of male employees under 18 years of age shall be as follows:	
Premier trimestre.	0.50	First three (3) months.	0.50
Deuxième trimestre.	0.54	Second three (3) months.	0.54
Troisième trimestre.	0.59	Third three (3) months.	0.59

Le nombre d'employés masculins n'ayant pas 18 ans et rémunérés sous cet article ne doit pas dépasser 10% du nombre total des salariés au travail.

Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, tout salarié n'ayant pas 18 ans et travaillant à une opération classifiée ne doit pas recevoir moins que le taux de salaire minimum de cette opération, sujet à la clause d'apprentissage.

3° La période de service acquise par chacun des salariés au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être prise en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

2° Que l'alinéa 1° du paragraphe "a" de l'article IV, soit modifié comme suit:

"a) 1° Pour les salariés de l'industrie de la Boîte de Carton, quarante-cinq (45) heures réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 heures p.m. les cinq (5) premiers jours de la semaine et de 7.00 heures a.m. à midi le samedi."

3° Que les alinéas suivants soient ajoutés au paragraphe "b" de l'article IX:

"v. Tout employé qui au 1er mai de l'année a été 5 ans ou plus au service d'un même employeur a droit à une deuxième semaine de vacances payées, aux conditions prévues aux paragraphes précédents, durant une période laissée à la discrétion de l'employeur, mais, devant avoir lieu avant le 30 avril de l'année suivante."

"vi. L'employeur ne pourra pas remplacer par une indemnité compensatrice le congé annuel payé, prévu par la présente convention."

Durant les trente jours à compter de la date de publication et cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 avril 1953.

34580-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément

The number of male employees under 18 years of age and remunerated under this section shall not exceed 10% of the total number of the employees at work.

Notwithstanding the provisions of the above paragraphs, any male employees under 18 years of age working at a classified operation shall received not less than the minimum wage rate of the said operation, subject to the apprenticeship clause.

3. The period of service of employees at the date of the coming into force for the present decree shall be taken in consideration to determine their wages in relation to the above basic scale.

2. That paragraph 1. of subsection "a" of section IV be replaced by the following:

"a)1. for the employees of the paper box industry, of forty-five (45) hours distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., the first five days of the week, and between 7.00 a.m. and twelve (noon) on Saturday."

3. That the following two paragraphs be added to subsection "b" of section IX:

"v. Every employee who, on May 1st of any one year has been in the employ of the same employer for a period of 5 years or over is entitled to a second week of vacations with pay, at the conditions provided for in the foregoing paragraphs, The vacation period shall be set by the employer but shall be given before the 30th of April of the following year."

"vi. It is forbidden for an employer to replace by a compensating indemnity the annual vacation with pay prescribed by the present agreement."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 11, 1953.

34580-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the

ment aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Constructeurs de Québec;

Et, D'AUTRE PART:

Le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats Catholiques Nationaux de Québec, Inc.;

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après décrites:

I. Définitions: Pour les fins d'application de la présente convention, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "compagnon-briqueur" désigne tout salarié qui pose la brique, le terra-cotta, la pierre artificielle et les blocs de gypse ainsi que les blocs de béton et les briques de verre.

b) Le mot "maçon" désigne tout salarié qui pose la pierre artificielle et naturelle, le granit. Tout briqueur ou maçon qualifié comme tel peut faire le tirage de joints.

c) Le terme "charpentier-menuisier" désigne tout salarié qui fait l'assemblage des pièces de bois, travaille en charpente, s'occupe de tous les travaux de réparation des objets en bois, exécute tous les travaux en bois avec des outils de menuisier, et qui fait le posage des paravents (bois ou métal), châssis, fenêtres, divisions en acier et de bandes métalliques ou de caoutchouc pour calfeutrage de portes et châssis.

d) Le terme "compagnon-plâtrier" désigne tout salarié qui exécute des travaux d'enduit de plâtre, tel que le posage de la celanite, la finition du blanc, du ciment, du mortier, du stucco, des moulures de plâtre, le posage et le coulage des ornements, qui fait le mélange du blanc de chaux avec le plâtre et le ciment blanc et qui prépare la moulure, c'est-à-dire pose les règles pour faire le poussage de la moulure.

e) Les mots "mécanicien de machines fixes" désignent toute personne qui dirige ou surveille le fonctionnement d'une machine fixe ou voit à son entretien ou à sa vérification. Les mots machines fixe comprennent les chaudières à vapeur, les moteurs à vapeur, les moteurs fixes à combustion interne de plus de vingt-cinq chevaux-vapeur mécaniques.

f) Le mot "manœuvre" désigne tout salarié qui exécute un travail non qualifié et d'aide.

g) Le terme "compagnon-peintre" désigne tout salarié qui fait au pinceau, à la machine pneumatique ou au tampon des travaux de peinture, de teinture, de vernis ou produits connexes servant à protéger ou à décorer les surfaces de bois, plâtre, ciment et métal, qui exécute également des travaux de décoration, de tapissage, d'imitation, de dorage, de vitrage, au mastic ou à la baguette et qui fait le lavage des surfaces pour les repeindre.

h) Le terme "poseur de terrazzo" désigne tout salarié qui nivelle la surface propre à recevoir le terrazzo, mesure, divise cette surface et y trace les lignes, prépare les échantillons et le mélange et exécute ou surveille le roulage et le polissage du terrazzo.

i) Le terme "poseur de tuile" désigne tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir les tuiles et les pose.

provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Constructeurs de Québec".

And, ON THE OTHER PART:

"Le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats catholiques nationaux de Québec, inc.",

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

I. Definitions: For the purposes of enforcement of the present agreement, the following terms have the significance hereafter given to them:

a) The words "journeyman-bricklayer" mean any employee who lays bricks, terracotta, artificial stone and block gypsum as well as concrete blocks and glass brick.

b) The word "mason" means any employee who lays natural and artificial stone and granite. Any bricklayer or mason, qualified as such, may do joint pointing.

c) The words "carpenter and joiner" mean any employee who does wood joining and carpentry work, repairs wooden objects, performs any wood work with carpenter's tools and sets screens (wood or metal), sashes, windows, steel partitions and weather-strips, metal or rubber, for the listing of doors and windows.

d) The words "journeyman-plasterer" mean any employee who does plastering work such as the laying of celanite, the finishing work on rock-wall, cement, mortar, stucco and plaster mouldings, the laying and casting of ornaments, the mixing of lime with plaster or white cement and who prepares the moulding, i.e. the laying of the rulers for the pushing in of the moulding.

e) The words "stationary engineman" mean any person who operates or is in charge of a stationary engine" or is entrusted with its maintenance or checking. The words "stationary engine" include steam boilers, steam engines, stationary internal combustion engines of more than twenty-five mechanical horse power.

f) The word "labourer" means any employee performing unqualified work and that of a helper.

g) The words "journeyman-painter" mean any employee who paints, dyes, varnishes or uses some similar products with a paint-brush, a pneumatic machine or a "tampon" in order to protect or embellish wood, plaster, cement and metal surfaces; who also performs the following operations: decorating, wall-paper hanging, imitation, gilding, mastic or rod glass setting and the washing of surfaces before painting.

h) The words "terrazzo layer" mean any employee who levels the surfaces to be coated with terrazzo, measures, divides such surface and draws lines thereon, prepares the samples, mixes the material, spreads the mixtures and supervises the rolling and polishing of the terrazzo.

i) The words "tile setter" mean any employee who measures the surface to be coated with tiles and who sets same.

j) Le terme "poseur de marbre" désigne tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir le marbre, le taille et le pose.

k) Le terme "finisseur de ciment" désigne tout salarié qui pose et finit le ciment pour parquets et revêtements unis ou d'ornementation, met en place et repose les côtés et revêtements en ciment, répare les trottoirs et pavages en ciment, répare les fondations et exécute tout autre travail connexe. Le travail sur murs faisant suite au travail de parquets, se limite pour le finisseur de ciment, à la hauteur de la plinthe à l'intérieur, et à la hauteur du solage à l'extérieur.

l) Le terme "ferblantier-couvreur" désigne tout salarié qui fait des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en tôle, en cuivre, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné, qui fabrique toutes sortes d'objets en ferblanc, en tôle ou en cuivre, tels que corniches, ornements, ventilateurs, gouttières, etc. ou qui fait encore le tracé, la coupe et le posage de tout métal en feuille.

m) Les mots "mécanicien en fer et bronze ornemental" désignent tout salarié qui fait le tracé, la coupe, la préparation et l'assemblage au moyen de machines, d'outils ou de soudure, de toutes pièces en fer, bronze et acier pour fabrication d'escaliers intérieurs ou extérieurs, de garde-corps, de clôtures, de barrières, de châssis, de marquises, de trappes de cave ou d'inspection, de grillages de tous genres, de chutes à charbon, de portes de voûtes, de portes coupe-feu, de divisions et d'appareils de sauvetage ou tout travail de même genre, et qui en fait l'installation ou le montage.

n) Le terme "poseur d'acier d'armature" désigne tout salarié qui a les connaissances requises pour faire le triage, le pliage et le posage de l'acier d'armature, le posage des soliveaux d'acier (steel joists), le posage de la latte métallique à plancher sur soliveaux et le posage des moules à plancher en tôle.

o) Le terme "isolement d'amiante" comprend tout travail exécuté en regard de la fourniture des matériaux et de main-d'œuvre pour l'isolement de toute tuyauterie soit au gaz, à l'huile, à l'air, à la gazoline, à l'eau chaude, à l'eau froide, à la vapeur ou de toute tuyauterie hydraulique, ainsi que de toute installation de tuyauterie pour l'industrie et maisons d'habitation, fixe ou mobile, à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment, pour quelque usage que ce soit, y compris l'installation, la réparation ou la rénovation de l'isolement de tout système de plomberie, de chauffage ou de ventilation, de même que l'isolement des fournaies, bouilloires, réservoirs et appareils connexes. Ceci ne comprend pas le montage de parois de bouilloires en briques; toutefois couvre l'isolement de toute tuyauterie connexe.

II. Jurisdiction professionnelle:

a) La juridiction professionnelle de la présente convention comprend tous les travaux de construction, bâtiment et génie civil, y compris les opérations des ouvriers qualifiés ou non qualifiés employés dans les édifices publics, les travaux d'installation, de réfection, d'entretien, de déplacement de bâtisses et de démolition.

Note: La convention, en ce qui touche les ouvriers en fer et bronze ornemental et les ferblantiers-couvreurs, régit toutes les opérations des métiers de travailleur en fer et bronze ornemental et de ferblantier-couvreur, que ces opérations soient exécutées sur un chantier ou dans une boutique; elle s'applique également à tous les travaux de fabrication, de réparation d'outillage et à tout ouvrage de quelque nature que ce soit, exécuté par le salarié durant le temps et la durée du travail.

b) Dispositions spéciales: Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corpora-

j) The words "marble setter" mean any employee who measures the surface to be coated with marble, cuts and sets same.

k) The words "cement finisher" mean any employee who lays and finishes cement for floors and plain or ornamental coverings, places and lays the cement sides and coverings, repairs sidewalks and paving works, repairs foundations and performs any similar work. Work on walls to be done after floor work is limited, inasmuch as the cement finisher is concerned, to the height of the plinth, inside, and of the foundation, outside.

l) The words "tinsmith-roofer" mean any employee performing tile, slate, sheet iron, copper, gravel, asphalt or tarred paper roofing work or who makes any kind of tin sheet, iron or copper articles such as cornices, ornamental ventilators, gutters, etc., or who outlines, cuts or lays any sheet metal.

m) The words "ornamental iron and bronze mechanic" mean any employee who traces, cuts, prepares and assembles, by means of machines, tools or soldering, any iron, bronze and steel part for the building of inside or outside stairs, handrails, fences, gates, windows, marquises, inspection of trap-doors, iron railings of all kinds, coalholes, vaults, fire-doors, partitions and fire escapes or any similar work, and who sets up or erects same.

n) The words "reinforcing steel erector" mean any employee having the knowledge required to do the sorting, bending and erecting of reinforcing steel, the laying of steel joists, the laying of floor metal laths on joists and the laying of tin floor-moulds.

o) The words "asbestos insulation" include all work executed by the supplying of materials and labour for the insulation of all pipes, including gas, oil, air, gasoline, hydraulic, hot water, cold water, steam and all industrial and residential pipe insulation, whether moveable or immovable, within or outside a building, for whatever use, including the installation, the repair or the renovation of any new or existing plumbing, heating or ventilation system insulation and the insulation of furnaces, boilers, tanks and apparatus in connection with same.

They do not include the erection of boiler brick walls. However they cover the insulation of all piping in connection therewith.

II. Professional jurisdiction: a) The professional jurisdiction of the decree includes all operations pertaining to the construction, building and engineering, including the operations of skilled and unskilled workers employed in public buildings, or doing installation rebuilding, maintenance, building moving and demolishing work.

Note: The decree, inasmuch as ornamental iron and bronze workers and tinsmith-roofers are concerned, governs all the operations of the ornamental iron and bronze working trade and that of the tinsmith-roofers, whether these operations be performed on a job or in a shop; it applies also to the fabrication and repair of equipment and to any operation whatever, performed by the employee during working time and duration.

b) Special provision: Notwithstanding any other provision, the cities and towns and the municipa-

tions municipales ne sont pas assujetties au disposition de la convention pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent; pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueduc, d'égout, de pavage de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas, cependant, aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales.

c) Les compagnies de chemin de fer à vapeur ne sont pas assujetties à la convention lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemin de fer.

d) Les travaux de voirie exécutés pour le compte des départements de la Voirie, de la Colonisation ou des Mines du Gouvernement Provincial, sont assujettis à la Cédule des Justes Salaires, en exécution de l'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements et ne sont pas régis par le décret.

Toutefois, les travaux de construction de ponts exécutés pour le compte du département des Travaux Publics sont assujettis au décret.

III. Jurisdiction territoriale:

La juridiction territoriale de la présente convention comprend la cité de Québec, les comtés de Québec, Portneuf, Montmorency, Charlevoix, Lévis, Lotbinière, Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny, l'Islet, Kamouraska, Temiscouata, Rivière-du-Loup, Rimouski et Matane.

Aux fins d'application du décret, cette juridiction territoriale est divisée en quatre (4) zones, de la façon suivantes:

Zone I: Les cités de Québec, Lévis, Sillery, les Villes de Lauzon, Château-d'Eau, Québec-Ouest, Charlebourg, Beauport, Montmorency, Courville les municipalités de St-Romuald d'Etehem, St-Télesphore, Charny, St-David-de-l'Auberivière, St-Louis-de-Pintendre, St-Jean-Chrysostôme, St-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévis, Ste-Foy, St-Félix-du-Cap-Rouge, L'Ancienne-Lorette, St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, Loretteville, St-Charles-de-Charlesbourg, Charlesbourg-est, Charlesbourg-ouest, Notre-Dame-des-Laurentides, Lac Beauport, St-Émile, Lac-St-Charles, Notre-Dame-Des-Anges, Petite-Rivière, St-Michel-Archange, Giffard, Beauport-est Beauport-Ouest, St-Jean-de-Boischatel, L'Ange-Gardien, Ste-Thérèse-de-Lisieux, la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, la cité de Thetford-Mines et la ville de Black Lake; les municipalités de Thetford-Sud, Robertsonville, St-Antoine-de-Pontbriand, St-Cœur-de-Marie, Rivière-Blanche, Coleraine, et Vimy-Ridge.

Zone II: La ville de Rimouski, Rimouski-est, et Rimouski-Ouest.

Zone III: La Cité de Rivière-du-Loup, la ville de Mont-Joli, la ville de Matane, les municipalités de paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur de Rimouski, les municipalités de Château-Richer, Ste-Anne-de-Beauport, Beauport, St-Joachim et les municipalités de l'Île d'Orléans comprenant Ste-Pétronille, St-Pierre, St-Laurent, St-Jean, Ste-Famille et St-François.

Zone IV: Le territoire non compris dans les trois zones précédentes.

IV. *Taux de salaires:* Les taux minima de salaires suivants doivent être payés pour chacun des métiers suivants:

corporations are not governed by the provisions of the decree inasmuch as repair or maintenance works on their own buildings are concerned; inasmuch also as construction, rebuilding or maintenance works on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks and other works of the same kind performed under their immediate control are concerned. The exemption does not apply, however, to contractors or subcontractors carrying on the same operations on their behalf or by the job for the said cities, towns or municipal corporations.

c) Steam railroad companies are not governed by the decree in the case of operations ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies.

d) Road operations executed for the Roads, Colonisation or Mines Departments of the Provincial Government are governed by the Fair Wages Schedule, under Order in Council No. 800 of April 24, 1929, as amended, and are not subject to the provisions of the decree.

However, bridge construction operations carried out for the Public Works Department are regulated by the decree.

III. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present agreement comprises the city of Quebec, the counties of Quebec, Portneuf, Montmorency, Charlevoix, Lévis, Lotbinière, Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Temiscouata, Rivière du Loup, Rimouski and Matane.

For the purposes of enforcement of the agreement, this territorial jurisdiction is divided into four (4) zones, as follows:

Zone I: The cities of Quebec, Lévis, Sillery, the towns of Lauzon, Château d'Eau, Quebec-West, Charlesbourg, Beauport, Montmorency, Courville, the municipalities of St. Romuald d'Etehem, St. Telesphore, Charny, St. David-de-l'Auberivière, St. Louis de Pintendre, St. Jean-Chrysostome, St. Joseph-de-la-Pointe-de-Lévis, Sainte-Foy, St. Felix-du-Cap-Rouge, l'Ancienne Lorette St. Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, Loretteville, St. Charles-de-Charlesbourg, Charlesbourg-East, Charlesbourg-West, Notre-Dame des Laurentides, Lake Beauport, St. Émile, Lake St. Charles, Notre-Dame-des-Anges, La Petite Rivière, St. Michel Archange, Giffard, Beauport-East, Beauport-West, St. Jean-de-Boischatel, l'Ange-Gardien, Sainte-Thérèse de Lisieux and the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus, the city of Thetford Mines and the town of Black Lake; the municipalities of Thetford-South, Robertsonville, St. Antoine-de-Pontbriand, St. Cœur-de-Marie, Rivière Blanche, Coleraine and Vimy-Ridge.

Zone II: The town of Rimouski, Rimouski-East and Rimouski-West.

Zone III: The city of Rivière du Loup, the town of Mont-Joli, the town of Matane, the parish municipalities of Notre-Dame-du-Sacré-Cœur de Rimouski, the municipalities of Château-Richer, Ste-Anne-de-Beauport, Beauport, St. Joachim and the municipalities of the Island of Orleans, including Ste. Pétronille, St. Pierre, St. Laurent, St. Jean, Ste. Famille and St. François.

Zone IV: The territory not included in the above three zones.

IV. *Rates of wages:* The following minimum rates of wages shall be paid for each one of the trades hereafter mentioned:

Métiers — Trades:

Salaires horaires — Hourly rates

	Zones			
	I	II	III	IV
Briqueur, maçon plâtrier — Bricklayer, plasterer, mason . . .	\$ 1.65	\$ 1.45	\$ 1.40	\$ 1.30
Charpentier-menuisier — Carpenter joiner	1.45	1.35	1.30	1.20
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year .	1.35	1.30	1.25	1.15
Peintre — Painter	1.40	1.30	1.25	1.15
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year .	1.30	1.20		
Manceuvre, faiseur de mortier, brasseur de célanite, couleur de blanc, porteur d'oiseau — Labourer, mortar maker, celanite mixer, plaster pourer, hod carrier	1.10	1.00	0.95	0.85
Jointoyeur, finisseur de ciment — Joint pointer, cement finisher	1.35	1.30	1.25	1.15
Poseur de tuile et marbre — Tile and marble layer	1.45	1.35	1.30	1.20
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year .	1.35	1.25		
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	1.40	1.30	1.25	1.15
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year .	1.30	1.20		
Polisseur de terrazzo à sec — Terrazzo polisher dry	1.30	1.20	1.15	1.05
Premier semestre — First six months	1.20	1.10	1.05	1.00
Polisseur de terrazzo humide — Terrazzo polisher wet	1.25	1.15	1.10	1.00
Premier semestre — First six months	1.15	1.05	1.00	0.95
Tailleur de pierre sur chantier — Stone cutter on the job	1.65	1.45	1.40	1.30
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing steel erector	1.35	1.30	1.25	1.15
Foreur — Driller	1.30	1.20	1.15	1.05
Préposé au marteau pneumatique — Pneumatic hammer operator	1.30	1.15	1.10	1.00
Poseur de lattes (bois ou métal) — Lather (wood or metal) . . .	1.30	1.20	1.15	1.05
Préposé aux pelles mécaniques, tracteurs ou grues — Engineman-shovels, tractors, hoisting	1.40	1.25	1.20	1.10
Préposé aux monte-charge non actionnés par la vapeur — Freight elevator operator, not steam driven	1.30	1.15	1.10	1.00
Préposé aux malaxeurs ou compresseurs — Engineman-mixers or compressors	1.30	1.15	1.10	1.00
Mécanicien de machines fixes et portatives — Engineman-stationary and portable machines	1.40	1.25	1.20	1.10
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer	1.45	1.35	1.30	1.20
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year .	1.35	1.25		
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic	1.45	1.35	1.30	1.20
Isolement de laine minérale, soufflage par pression, opérateur en chef — Steel wool insulation, blower method, chief operator	1.45	1.35	1.30	1.20
Aide — Helper	1.10	1.00	0.95	0.85
Fer et bronze d'ornementation — Ornamental iron and bronze: Mécanicien ou forgeron — Mechanic or blacksmith	1.40	1.35	1.30	1.20
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year .	1.30	1.25	1.20	1.10
Gratteur, polisseur et sableur de planchers à la main ou à la machine — Floor scraper, polisher and sander, by hand or with machine	1.30	1.25	1.20	1.10
Gardien sur chantier (nuit et jour, dimanche, fête) maximum 72 heures par semaine — Job watchman (night or day, Sundays and holidays) maximum of 72 hours per week	0.75	0.75	0.75	0.70
Gardien sur chantier employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de mécanicien de machines fixes — Watchman on the job also employed as fireman and required to hold a stationary engineman's certificate	0.85	0.85	0.85	0.80
Chauffeur de camion employé directement par les entrepreneurs de l'industrie de la construction: 0.85 l'heure, \$40.00 par semaine, dans la zone I seulement — Truck driver employed directly by contractors of the construction industry: \$0.85 per hour, \$40.00 per week, in zone I only.				

V. *Durée du travail:* a) 1. Dans la zone I seulement, la durée maximum du travail est de huit (8) heures par jour, réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, et de quatre (4) heures réparties entre 7.00 a.m. et midi le samedi, le tout devant constituer une durée maximum de quarante-quatre (44) heures par semaine.

Pour les journaliers, (ouvriers non qualifiés) la durée maximum du travail est de huit (8) heures par jour réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, le tout devant constituer une durée maximum de quarante-huit (48) heures par semaine.

Toutefois, dans la zone I, s'il y a entente entre un employeur professionnel et les salariés, il est

V. *Duration of work:* a) 1. In zone I only, the maximum duration of work is eight (8) hours per day distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and four (4) hours distributed between 7.00 a.m. and 12.00 (noon) on Saturday, which makes a maximum of forty-four (44) hours per week.

For labourers (unskilled workers), the maximum duration of work is eight (8) hours per day distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday, which makes a maximum of forty-eight (48) hours per week.

However, in zone I, in the event of an agreement between a professional employer and his

permis de travailler durant les mois d'été, c'est-à-dire du 1er mai au 1er octobre, durant neuf (9) heures par jour, à condition que le total des heures au taux régulier n'exécède pas quarante-quatre (44) heures par semaine pour les ouvriers de métier qualifiés et quarante-huit (48) par semaine pour les journaliers et de façon à ce qu'il n'y ait pas de travail sur aucun chantier de cet employeur professionnel le samedi après-midi.

2° Dans les zones II, III et IV, la durée maximum du travail est de huit (8) heures par jour réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, le tout devant constituer une durée maximum de quarante-huit (48) heures par semaine.

b) Toutefois, dans les zones II, III et IV, s'il y a entente entre l'employeur et ses salariés, il est permis de travailler pendant les mois d'été, c'est-à-dire du 1er mai au 1er octobre, durant neuf (9) heures par jour, à condition que le total des heures au taux régulier n'exécède pas quarante-huit (48) heures par semaine et qu'il n'y ait pas de travail le samedi après-midi.

c) Si le système de la double équipe est mis en vigueur, les heures de travail sont réparties selon les besoins de l'entreprise, pourvu que la durée du travail d'une équipe n'exécède pas en aucun cas huit (8) heures par jour.

d) *Travaux supplémentaires*: Tout travail supplémentaire doit être payé à raison de salaire et demi jusqu'à minuit et salaire double de minuit à 7.00 heures a.m., suivant le salaire effectivement payé.

e) Les salaires doivent être payés régulièrement et intégralement chaque semaine.

f) Pour les chauffeurs de camions employés directement par les entrepreneurs de l'industrie de la construction, la journée régulière de travail est de neuf (9) heures et la semaine normale de travail est de cinquante-quatre (54) heures;

VI. *Semaine de vacances payées*: Tous les ouvriers de la construction ont droit à une semaine de vacances payées. En conséquence, chaque ouvrier a droit à 2% de son salaire hebdomadaire qui lui sera payé par son employeur en plus de son salaire hebdomadaire.

VII. *Jours chômés*: Il n'y a pas de travail les dimanches, le premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la Noël, le Vendredi-Saint, le jour de la St-Jean-Baptiste et le jour de la fête du Travail. En cas de nécessité, le travail exécuté ces jours-là doit être émunéré à raison du double du salaire régulier.

VIII. Tout travail urgent qui ne peut être exécuté pendant le jour peut être fait en d'autres périodes de la journée, aux taux réguliers du jour pourvu que le Comité paritaire en soit avisé; tel travail demeure cependant sujet à la limite de huit (8) heures par jour.

IX. Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de travail intervenu entre un employeur et un salarié, ce dernier a droit à la rémunération horaire prévue pour son métier dans le décret.

X. *Apprentissage*: a) Aucun jeune homme ne peut commencer son apprentissage dans l'industrie de la construction avant d'avoir seize (16) ans révolus.

b) Dans les cités, villes et municipalités où le certificat de qualification est obligatoire, tous les apprentis exerçant ou voulant exercer le métiers visés par le décret doivent s'enregistrer au bureau du Comité paritaire formé en vertu de la Loi de la convention collective, où un carnet de contrôle d'apprentissage leur est remis.

c) Aucun employeur ne peut, dans le territoire déterminé dans le paragraphe précédent, prendre

employees, it is permitted, during the summer months, that is from May 1st to October 1st, to work nine (9) hours per day provided the total number of working hours, at regular rates, does not exceed forty-four (44) per week for skilled workers and forty-eight (48) per week for labourers, and provided no work is performed on any job of such professional employer on Saturday afternoon.

2. In zones II, III and IV, the maximum duration of work is eight (8) hours per day distributed between 7.00 a.m., and 6.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday, making a maximum duration of forty-eight (48) hours per week.

b) However, in zones II, III and IV, in the event of an agreement between an employer and his employees, it is permitted during the summer months, that is from May 1st to October 1st, to work nine (9) hours per day provided the total number of hours at regular rates does not exceed forty-eight (48) per week and provided no work is performed Saturday afternoon.

c) If the double-shift system is in force, the working hours shall be distributed according to the needs of the concern provided that the daily duration of labour of a shift does not exceed, in any case, eight (8) hours.

d) *Overtime*: All overtime shall be paid at the rate of time and one half until midnight and at the rate of double time from midnight to 7.00 a.m., based on the rates actually paid.

e) Wages shall be paid regularly and entirely, each week.

f) For truck drivers employed directly by contractors of the construction industry, the regular day of work shall consist of nine (9) hours and the standard work week shall consist of fifty-four (54) hours.

VI. *Vacations with pay*: All construction workers are entitled to one week of vacation with pay. Therefore, every worker is entitled to 2% of his weekly wages to be paid to him by his employer in excess of his weekly wages.

VII. *Holidays*: There shall be no work on Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saint's Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, Good Friday, Saint John the Baptist Day and Labour Day. In case of necessity, work performed on these days shall be paid at the rate of double time.

VIII. Any urgent work which cannot be performed during the day may be done in other periods of the day, at the regular rates provided the Parity Committee be notified; however, such work is subject to the eight (8) hour daily limit.

IX. No matter what form or nature of individual labour contract entered into between an employer and an employee, the latter is entitled to the hourly remuneration provided for his trade in the decree.

X. *Apprenticeship*: a) No one may begin his apprenticeship in the construction industry before 16 years of age.

b) In the cities, towns and municipalities where the certificate of competency is obligatory, all apprentices plying or desiring to ply the trades governed by the decree shall register with the office of the Parity Committee formed under the Collective Agreement Act, where an apprenticeship booklet is remitted to them.

c) No employer has the right, in the localities determined in the preceding subsection, to engage

à son emploi un apprenti, s'il ne s'est pas préalablement enregistré au Comité paritaire.

d) Si l'employeur dudit apprenti ne peut pas lui procurer du travail continu, celui-ci doit se rapporter au Comité paritaire qui voit si possible à le placer au service d'un autre employeur capable de lui donner de l'ouvrage convenable.

e) Cet arrangement n'est que temporaire et ne dure que jusqu'à ce que l'employeur qui a pris à son emploi l'apprenti au début de son apprentissage puisse le reprendre à son emploi.

f) Pour contrôler la durée de l'apprentissage et le transfert de l'apprenti d'une entreprise à l'autre, l'employeur doit inscrire dans un carnet la date d'entrée et de sortie de son apprenti. De plus, l'employeur doit inscrire dans le carnet de l'apprenti la date de son entrée et sortie.

g) La durée de l'apprentissage est celle établie par la coutume du métier auquel appartient l'apprenti et ce dernier ne peut travailler que sous la surveillance d'un compagnon du même métier.

h) Pour se faire qualifier compagnon, l'apprenti doit produire au Bureau des examinateurs formé par le Comité paritaire, son carnet par lequel il est possible d'établir qu'il a servi la durée de l'apprentissage établie par la coutume du métier auquel il appartient.

i) Les apprentis ayant suivi un cours au Centre d'Apprentissage des Métiers de la Construction de Québec ont la priorité d'emploi. Les employeurs doivent d'abord s'adresser au dit centre d'apprentissage pour obtenir les services d'apprentis.

j) *Nombre des apprentis:* Pour les fins d'application de la présente convention, le nombre des apprentis doit être le suivant pour chacun des métiers ci-après:

1. Briqueteur, maçon, plâtrier: un (1) apprenti par cinq (5) compagnons; toutefois, en aucun temps un entrepreneur ne peut avoir plus de huit (8) apprentis à son emploi.

2. Charpentier-menuisier, peintre, poseur de tuile, marbre et terrazzo, polisseur de terrazzo, finisseur de ciment: un (1) apprenti par cinq (5) compagnons ou fraction de ce nombre.

3. Ferblantier-couvreur, mécanicien en isolement d'amiante: un (1) apprenti par quatre (4) compagnons ou fraction de ce nombre.

4. Mécanicien en fer et bronze ornemental: un (1) apprenti par trois (3) compagnons ou fraction de ce nombre.

5. Toutefois, pour établir la relation entre le nombre des apprentis et des compagnons pour chacun des métiers réquerant un apprentissage, il ne doit pas être tenu compte des fils de compagnons travaillant comme apprentis dans les différents métiers où un apprentissage est prévu aux termes de la présente convention, pourvu que les fils sont employés avec leur père.

6. Pendant la durée de la présente convention, si le nombre des apprentis permis par la convention devenait insuffisant à satisfaire les besoins de l'industrie de la construction, le Comité paritaire est autorisé à demander au Lieutenant-Gouverneur en conseil un amendement à la convention aux fins de modifier les relations ci-dessus fixées entre le nombre des apprentis par rapport à celui des compagnons.

k) *Taux de salaires des apprentis:* Le taux horaire minimum de salaires des apprentis ci-après énumérés est le suivant:

an apprentice who has not previously been registered at the Parity Committee.

d) If the employer of the said apprentice cannot give him continuous work, the said apprentice shall report to the Parity Committee which will take the necessary steps to have him hired by another employer in a position to give him convenient work.

e) Such action shall be only temporary and will last only until the employer who hired the apprentice at the beginning of his apprenticeship, is in a position to rehire him.

f) For the purpose of controlling the duration of the apprenticeship and the transfer of the apprentice from one firm to another, the employer shall note in a booklet the dates of the hiring and leaving of his apprentice. Furthermore, the employer shall note in the booklet of the apprentice the dates of hiring and leaving.

g) The duration of apprenticeship shall be that usually required in the trade concerned and the apprentice shall work only under the direction of a journeyman of the same trade.

h) In order to become journeyman, the apprentice shall submit to the Board of Examiners appointed by the Parity Committee, his booklet proving that he has kept his apprenticeship according to the rules of his trade.

i) Apprentices who have followed a course with the Construction Trades Apprenticeship Center of Quebec shall have priority of employment. Employers shall first apply to the said apprenticeship center to obtain the services of apprentices.

j) *Number of apprentices:* For the purposes of enforcement of the agreement, the number of apprentices shall be the following for each of the trades hereunder mentioned:

1. Bricklayer, mason, plasterer: one (1) apprentice to each five (5) journeymen but a contractor shall never have more than eight (8) apprentices in his employ.

2. Carpenter-joiner, painter, tile, marble and terrazzo layer, terrazzo polisher, cement finisher: one (1) apprentice to each five (5) journeymen or fraction thereof.

3. Tinsmith-roofer, asbestos insulation mechanic: one (1) apprentice to each four (4) journeymen or fraction thereof.

4. Ornamental iron and bronze mechanic: one (1) apprentice to each three (3) journeymen or fraction thereof.

5. However, when establishing the ratio of apprentices to journeymen in the trades requiring an apprenticeship, the sons of journeymen working as apprentices in the various trades requiring an apprenticeship under the decree shall not be considered when working with their father.

6. For the duration of the agreement if the number of apprentices allowed by the agreement becomes insufficient for the needs of the construction industry, the Parity Committee is authorized to request an amendment of the agreement to the Lieutenant-Governor in Council for the purpose of modifying the ratios hereabove established of the number of apprentices with respect to that of journeymen.

k) *Wage rates of apprentices:* The hourly minimum rates of wages of the apprentices hereafter enumerated shall be as follows:

Métiers — Trades:

	1ère année	2ème année	3ème année	4ème année
	1st year	2nd year	3rd year	4th year
Briqueleur, maçon, plâtrier — Bricklayer, plasterer, mason ...	\$ 0.55	\$ 0.85	\$ 1.10	
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	0.50	0.70	0.90	
Peintre — Painter	0.50	0.70	0.90	
Poseur de tuile, marbre et terrazzo — Tile, marble and terrazzo	0.50	0.70	0.90	
Finisseur de ciment — Cement finisher	0.50	0.70	0.90	
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic	0.50	0.70	0.90	
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer	0.50	0.65	0.80	0.90
Mécanicien en fer et bronze d'ornementation — Ornamental iron and bronze mechanic	0.50	0.65	0.80	0.90

XI. *Dispositions spéciales:* Les salariés demeurant dans la zone I et exécutant des travaux dans les zones II, III et IV doivent bénéficier des taux de salaires prévus pour la zone I. Les salariés demeurant dans la zone II et exécutant des travaux dans les zones III et IV, doivent bénéficier des taux de salaires prévus pour la zone II. Les salariés demeurant dans la zone III et exécutant des travaux dans la zone IV, doivent bénéficier des taux de salaires prévus pour la zone III.

XI. *Special provisions:* All employees living in zone I and working in zones II, III and IV shall be remunerated according to the rates of wages provided for zone I. The employees living in zone II and working in zones III and IV shall be remunerated according to the rates of wages provided for zone II. Employees living in zone III and working in zone IV shall benefit by the rates fixed for zone III.

XII. *Frais de transport et de pension:* a) Les frais de transport plus élevés que les taux réguliers de la Cie d'Autobus de Québec sont à la charge de l'employeur dans les cas de travaux exécutés en dehors de la Cité de Québec.

XII. *Travel and board expenses:* a) Travelling expenses exceeding the regular rates of the Quebec bus company shall be paid by the employer when the operations are carried out outside the city of Quebec.

b) Toutefois cette clause ne s'applique pas dans les cas où le salarié doit voyager pour se rendre au siège social de son employeur ou encore pour les travaux à être exécutés en cours de route de son domicile au siège social de l'employeur.

b) However, this clause does not apply when the employee just travel to reach the place of business of his employer or when the operations are carried out in a place between his home and the place of business of the employer.

c) L'entrepreneur ou l'employeur qui transporte matin et soir ses salariés n'est pas assujéti aux frais de transport et de pension.

c) The contractor or the employer who takes his employees to work and back is not required to pay the transportation and board expenses.

d) Les frais de transport et de pension des salariés engagés dans la cité de Québec ou dans les limites de la zone I pour exécuter des travaux en dehors de ladite cité ou de ladite zone doivent être remboursés par l'employeur en plus du salaire.

d) Travel and board expenses of employees hired in the city of Quebec or within the limits of zone I to perform work outside the said city or zone shall be reimbursed by the employer, apart from the wages.

e) Le temps requis pour les fins de déplacement ne constitue pas un temps d'emploi. Toutefois, si un salarié est obligé de voyager pendant les heures régulières de travail il a droit à son salaire régulier jusqu'à un maximum de huit (8) heures par jour.

e) Travelling time does not constitute working time. However, when an employee has to travel during regular working hours, he is entitled to regular wages up to a maximum of eight (8) hours per day.

XIII. *Salariés permanents:* a) Les salariés permanents préposés à l'entretien des édifices publics, tels que définis à l'article 2 du chapitre 170 des Statuts refondus de Québec, 1941 ou de l'immeuble d'un établissement industriel ou commercial, s'ils sont des salariés permanents payés au mois à la semaine, bénéficient des conditions de travail ci-après décrites.

XIII. *Permanent employees:* a) Workmen committed to the maintenance of public buildings as defined in section 2, ch. 170, R.S.Q., 1941 or of an industrial or commercial establishment, if they are permanent employees and paid by the month or by the week, shall benefit by the following conditions of labour.

Toutefois, n'est pas considéré comme ouvrage d'entretien, la construction nouvelle, la reconstruction ou la réinstallation d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble.

However, new constructions, reconstructions or reinstallations of any unit in any building shall not be considered as maintenance work.

b) *Salaires minima:* Les taux de salaires minima sont les suivants:

b) *Minimum wages:* The minimum wage rates shall be as follows:

	Par semaine — Per week	
	Zones	
	I	II-III-IV
Compagnon (ouvrier qualifié) — Journeyman (skilled worker)	\$52.00	\$47.00
Journalier (ouvrier non qualifié) — Labourer (common worker)	39.00	38.00

c) *Durée du travail*: Dans la zone I, la durée de travail est de quarante-quatre (44) heures par semaine sans limitation journalière pour les compagnons (ouvrier qualifié) et de quarante-huit (48) heures par semaine sans limitation journalière pour les journaliers (ouvriers non qualifiés).

Dans les zones II-III-IV, la durée de travail est de quarante-huit (48) heures par semaine sans limitation journalière.

d) Si l'employeur fournit dans son établissement gîte et couvert à un tel salarié, il peut déduire de son salaire \$2.00 par pièce par semaine dans le premier cas et \$0.35 par repas dans le second cas.

e) *Congé annuel payé*: Un congé annuel payé d'une durée d'une semaine doit être accordé par l'employeur au salarié permanent qui a été continuellement à son emploi pendant une période d'un an. Chaque congé doit être donné dans les douze mois de la date à laquelle le droit à tel congé est acquis. Toutefois, l'employeur peut remplacer par une indemnité compensatrice le congé annuel payé si, en raison de circonstances hors de son contrôle il ne peut donner ledit congé à son salarié permanent.

f) *Congé-maladie*: L'employeur doit rémunérer le salarié permanent pour les jours pendant lesquels il est absent de son travail pour cause de maladie jusqu'à concurrence de six par année de calendrier. Pour avoir droit à cette rémunération, le salarié doit informer l'employeur de sa maladie le plus rapidement possible et se soumettre à un examen médical par un médecin ou une infirmière choisi et payé par l'employeur si ce dernier le juge à propos. Le salarié doit aussi autoriser son propre médecin à fournir à l'employeur les renseignements nécessaires pour vérifier son état de maladie et le fait qu'elle n'est pas due à son inconduite.

g) Toutefois, les préposés à l'entretien des établissements industriels ne sont pas assujettis au décret, pourvu qu'ils soient régis par une convention collective particulière ou par un autre décret déterminant leur taux minima de salaires et autres conditions de travail.

XIV. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par la présente convention, demeure en fonction et surveille la mise à exécution de la présente convention jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu dudit décret antérieur.

XV. *Durée du décret*: Le décret sera valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 30 avril 1954. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 30 avril de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 avril 1953.

34580-o

c) *Duration of work*: In zone I, the duration of work shall be forty-four (44) hours per week, without daily limitation, in the case of journeymen (skilled workers), and forty-eight (48) hours per week, without daily limitation, in the case of labourers (common workers).

In zones II, III and IV, the duration of work shall be forty-eight (48) hours per week, without daily limitation.

d) When the employer lodges and boards his employees in his establishment, he may deduct from their wages (\$2.00 per room per week and \$0.35 per meal.

e) *Annual vacation with pay*: An annual vacation with pay of one week shall be given by the employer to the permanent employee who has been continuously in his employ for a period of one year. Every vacation shall be given in the twelve months following the date on which the right to such vacation has been required. However, the employer may replace such annual vacation with pay by a compensating bonus when on account of circumstances beyond his control he cannot give the said vacation to his permanent employee.

f) *Sick-leave*: The employer shall pay the permanent employee for the days during which he is absent because of illness to the extent of six days per calendar year. To be entitled to such remuneration, the employee shall notify the employer of his illness as soon as possible and undergo a medical examination by a doctor or nurse chosen and paid by the employer if the latter deems it advisable. The employee shall authorize his own doctor to give the employer all necessary information as to the state of his health and to the fact that it is due to misbehaviour.

g) However, the employees committed to the maintenance of industrial establishments are not governed by the decree so long as they are governed by a private collective agreement or by another decree determining their minimum wages rates and other working conditions.

XIV. Upon the ratification of the present agreement, the existing Parity Committee formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree remains in office and administers the present decree until the formation of a new committee. Such new committee succeeds the former committee and is vested with all the assets and rights of the said committee; it also assumes all the liabilities of the former committee under the previous decree.

XV. *Duration of the decree*: The decree will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain in force until the 30th of April 1954. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be of less than thirty (30), before April 30 of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 11, 1953.

34580-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Constructeurs du Bas St-Laurent, Inc.;

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat Catholique des Métiers de la Construction de Rimouski, Inc.;

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après décrites:

I. Définition:

Pour les fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "compagnon-briqueur" désigne tout salarié qui pose la brique, le terracotta, la pierre artificielle et les blocs de gypse ainsi que les blocs de béton et les briques de verre.

b) Le mot "maçon" désigne tout salarié qui pose la pierre artificielle et naturelle, le granit.

Tout briqueur ou maçon qualifié comme tel peut faire le tirage des joints.

c) Le terme "charpentier" désigne tout salarié qui fait l'assemblage des pièces de bois, travaille en charpente, s'occupe de tous les travaux de réparation des objets en bois, exécute tous les travaux en bois avec des outils de menuisier, et qui fait le posage des paravents (bois ou métal), châssis, fenêtres divisions en acier et de bandes métalliques ou de caoutchouc pour calfeutrage de portes et châssis.

d) Le terme "compagnon-plâtrier" désigne tout salarié qui exécute des travaux d'enduit de plâtre, tel que le posage de la célanite, la finition du blanc, du ciment, du mortier, du stucco, des moulures de plâtre, le posage et le coulage des ornements, qui fait le mélange du blanc de chaux avec le plâtre et le ciment blanc et qui prépare la moulure, c'est-à-dire pose les règles pour faire le poussage de la moulure.

e) Les mots "mécaniciens de machines fixes" désignent les mécaniciens et les chauffeurs préposés à la surveillance d'une installation de force motrice ou à l'opération de celle-ci.

f) Le mot "manœuvre" désigne tout salarié qui exécute un travail non qualifié et d'aide.

g) Le terme "compagnon-peintre" désigne tout salarié qui fait au pinceau, au rouleau, à la machine pneumatique ou au tampon, des travaux de peinture, de teinture, de vernis ou produits connexes servant à protéger ou à décorer les surfaces de bois, plâtre, ciment et métal, qui exécute également des travaux de décoration, de tapissage, d'imitation, de dorage, de vitrage, au mastic ou à la baguette et qui fait le lavage des surfaces pour les repeindre.

h) Le terme "poseur de terrazzo" désigne tout salarié qui nivelle la surface propre à recevoir le terrazzo, mesure, divise cette surface et y trace les lignes, prépare les échantillons et le mélange et exécute ou surveille le roulage et le polissage du terrazzo.

i) Le terme "poseur de tuile" désigne tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir les tuiles et qui les pose.

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Constructeurs du Bas St-Laurent, Inc.,

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat catholique des métiers de la construction de Rimouski, Inc.;"

for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the following conditions:

I. Definitions: For the purposes of enforcement of the decree, the following terms have the significance hereafter given to them:

a) The words "journeyman-bricklayer" mean any employee who lays bricks, terracotta, artificial stone and blocks of gypsum as well as concrete blocks and glass brick.

b) The word "mason" means any employee who lays natural and artificial stone and granite. Any bricklayer or mason, qualified as such, may do joint pointing.

c) The words "carpenter and joiner" mean any employee who does wood joining and carpentry work, repairs wooden objects, performs any wood work with a carpenter's tools and sets screens (wood or metal), sashes, windows, steel partitions and weather-strips, metal or rubber, for the listing of doors and windows.

d) The words "journeyman-plasterer" mean any employee who does plastering work such as the laying of celanite, the finishing work on rockwall, cement, mortar, stucco and plaster mouldings, the laying and casting of ornaments, the mixing of lime with plaster or white cement and who prepares the moulding, i.e. the laying of the rulers for the pushing in of the moulding.

e) The words "stationary engineman" mean enginemen and firemen in charge of a motive power installation or the operation thereof.

f) The word "labourer" means any employee performing unqualified work and that of a helper.

g) The words "journeyman-painter" mean any employee who paints, dyes, varnishes or uses some similar products with a paintbrush, a pneumatic machine or a "tampon" in order to protect or embellish wood, plaster, cement and metal surfaces; who also performs the following operations: decorating, wall-paper hanging, imitation, gilding, mastic or rod glass setting and the washing of surfaces before painting.

h) The words "terrazzo layer" mean any employee who levels the surfaces to be coated with terrazzo, measures, divides such surface and draws lines thereon, prepares the samples, mixes the material, spreads the mixture and supervises the rolling and polishing of the terrazzo.

i) The words "tile setter" mean any employee who measures the surface to be coated with tiles and who sets same.

j) Le terme "poseur de marbre" désigne tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir le marbre, la taille et le pose.

k) Le terme "finisseur de ciment" désigne tout salarié qui pose et finit le ciment pour parquets et revêtements unis ou d'ornementation, met en place et repose les côtés et revêtements en ciment, fait les trottoirs et pavages en ciment, répare les fondations et exécute tout autre travail connexe. Le travail sur murs faisant suite au travail de parquets, se limite pour le finisseur de ciment, à la hauteur de la plinthe à l'intérieur, et à la hauteur du solage à l'extérieur.

l) Le terme "ferblantier-couvreur" désigne salarié qui fait des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en tôle, en cuivre, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné, qui fabrique toutes sortes d'objets en ferblanc, en tôle ou en cuivre, tels que corniches, ornements, ventilateurs, gouttières, etc., ou qui fait encore le tracé, la coupe et le posage de tout métal en feuille.

m) Les mots "mécanicien en fer et bronze ornemental" désignent tout salarié qui fait le tracé, la coupe, la préparation et l'assemblage au moyen de machines, d'outils ou de soudure, de toutes pièces en fer, bronze et acier pour fabrication d'escaliers intérieurs ou extérieurs, de garde-corps, de clôtures, de barrières, de châssis, de marquises, de trappes de cave ou d'inspection, de grillages de tous genres, de chutes à charbon, de portes de voûtes, de portes coupe-feu, de divisions et d'appareils de sauvetage ou tout travail de même genre, et qui en fait l'installation ou le montage.

n) Le terme "poseur d'acier d'armature" désigne tout salarié qui a les connaissances requises pour faire le triage, le pliage et le posage de l'acier d'armature, le posage des soliveaux et le posage des moules à plancher en tôle.

II. Juridiction professionnelle

a) La juridiction professionnelle du décret comprend tous les travaux de construction, bâtiment et génie civil, y compris les opérations des ouvriers qualifiés ou non qualifiés employés dans les édifices publics, les travaux d'installation, de réfection, d'entretien et de démolition.

b) Le décret, en ce qui touche les ouvriers en fer et bronze ornemental et les ferblantiers-couvreurs, régit toutes les opérations des métiers de travailleur en fer et bronze ornemental et de ferblantier-couvreur, que ces opérations soient exécutées sur un chantier ou dans une boutique; il s'applique également à tous les travaux de fabrication, de réparation d'outillage et à tout ouvrage de quelque nature que ce soit, exécuté par le salarié durant le temps et la durée du travail.

c) *Dispositions spéciales:* Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales ne sont pas assujetties aux dispositions du décret pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent; pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueduc, d'égoût, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas, cependant, aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales.

d) Les compagnies de chemin de fer à vapeur ne sont pas assujetties au décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà

j) The words "marble setter" mean any employee who measures the surfaces to be coated with marble, cuts and sets same.

k) The words "cement finisher" mean any employee who lays and finishes cement for floors and plain or ornamental coverings, places and lays the cement sides and coverings, makes sidewalks and paving works, repairs foundations and performs any similar work. Work on walls to be done after floor work is limited, inasmuch as the cement finisher is concerned, to the height of the plinth, inside, and of the foundation, outside.

l) The words "tinsmith-roofer" mean any employee performing tile, slate, sheet iron, copper, gravel, asphalt or tarred paper roofing work or who makes any kind of tin sheet, iron or copper articles such as cornices, ornements, ventilators, gutters, etc., or who outlines, cuts or lays any sheet metal.

m) The words "ornamental iron and bronze mechanic" mean any employee who traces, cuts, prepares and assembles, by means of machines, tools or soldering, any iron, bronze and steel part for the building of inside or outside stairs, handrails, fences, gates, windows, marquises, inspection or trap-doors, iron railings of all kinds, coalholers, vaults, fire-doors, partitions and fire escapes or any similar work, and who sets up or erects same.

n) The words "reinforcing steel erector" mean any employee having the knowledge required to do the sorting, bending and erecting of reinforcing steel, the laying of joists and the laying of tin floor-moulds.

II. Professional jurisdiction:

a) The professional jurisdiction of the decree includes all operations pertaining to the construction, building and engineering, including the operations of skilled and unskilled workers employed in public buildings, or doing installation, rebuilding, maintenance and demolishing work.

b) The decree, inasmuch as ornamental iron and bronze workers and tinsmith-roofers are concerned, governs all the operations of the ornamental iron and bronze working trade and that of the tinsmith-roofers, whether these operations be performed on a job or in a shop; it applies also to the fabrication and repair of equipment and to any operation whatever, performed by the employee during working time and duration.

c) *Special provisions:* Notwithstanding any other provision, the cities and towns and the municipal corporations are not governed by the provisions of the decree inasmuch as repair or maintenance works on their own buildings are concerned; inasmuch also as construction, rebuilding or maintenance works on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks and other works of the same kind performed under their immediate control are concerned. The exemption does not apply, however, to contractors or subcontractors carrying on the same operations on their behalf or by the job for the said cities, towns or municipal corporations.

d) Steam railroad companies are not governed by the decree in the case of operations ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agree-

régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemin de fer.

e) Les travaux de voirie exécutés pour le compte des départements de la Voirie, de la Colonisation ou des Mines du Gouvernement Provincial, sont assujettis à la Cédule des Justes Salaires, en exécution de l'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements et ne sont pas régis par le décret.

Toutefois, les travaux de construction de ponts exécutés pour le compte du département des Travaux Publics sont assujettis au décret.

III. Juridiction territoriale:

La juridiction territoriale du décret comprendra les comtés de Rivière-du-Loup, Témiscouata, Rimouski, Matane, Matapédia, Bonaventure, Gaspé Nord et Gaspé Sud.

Aux fins d'application du décret, cette juridiction territoriale est divisée en trois (3) zones, de la façon suivante:

Zone I. La ville de Rimouski, les municipalités de N.-D. du Sacré-Cœur, Rimouski-ouest (Ste-Odile), Rimouski-est (St-Yves).

Zone II. Les villes de Mont-Joli et de Matane et la cité de Rivière-du-Loup.

Zone III. Le territoire non compris dans les deux zones précédentes.

IV. Taux de salaires:

Les taux minima de salaires suivant doivent être payés pour chacun des métiers ci-contre:

ment with the said railroad companies.

e) Road works executed for the Roads, Colonization or Mines Departments of the Provincial Government are governed by the Fair Wages Schedule, under Order in Council No. 800 of April 24, 1929, as amended, and are not subject to the provisions of the decree.

However, bridge construction operations carried out for the Public Works Department are regulated by the decree.

III. Territorial jurisdiction:

The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the counties of Rivière-du-Loup, Témiscouata, Rimouski, Matane, Matapédia, Bonaventure, Gaspé Nord and Gaspé Sud.

For the purposes of enforcement of the decree, this territorial jurisdiction is divided into three (3) zones as follows:

Zone I: The town of Rimouski, the municipalities of N. D. du Sacré-Cœur, Rimouski-Ouest (Ste-Odile), Rimouski-Est (St. Yves).

Zone II: The towns of Mont-Joli and Matane and the city of Rivière-du-Loup.

Zone III: The territory not included in the two preceding zones.

IV. Rates of wages: The following minimum rates of wages shall be paid for each one of the trades hereafter mentioned:

Métiers — Trades:	Salaires horaires Hourly rates Zones		
	I	II	III
Briqueur, maçon, plâtrier — Bricklayer, plasterer, mason	\$ 1.45	\$ 1.40	\$ 1.30
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.35	1.30	1.20
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	1.30	1.25	1.15
Calfat — Caulker	1.05	1.00	0.90
Peintre — Painter	1.30	1.25	1.15
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	1.20	1.15	1.05
Manœuvre, faiseur de mortier, brasseur de célanite, couleur de blanc, porteur d'oiseau — Labourer, mortar maker, celanite mixer, plaster pourer, hod carrier	1.00	0.95	0.85
Jointoyeur, finisseur de ciment — Joint pointer, cement finisher	1.30	1.25	1.15
Poseur de tuile, marbre et terrazzo — Tile, marble and terrazzo layer ..	1.30	1.25	1.15
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	1.20	1.15	1.05
Polisseur de terrazzo à la machine — Terrazzo polishing machine operator	1.15	1.10	1.00
Premier semestre — First six months	1.05	1.00	0.95
Tailleur de pierre sur chantier de construction — Stone cutter on construction operation	1.45	1.40	1.30
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing steel erector	1.30	1.25	1.15
Foreur — Driller	1.20	1.15	1.05
Préposé au marteau pneumatique — Pneumatic hammer operator	1.15	1.10	1.00
Poseur de lattes (bois ou métal) — Lather (wood or metal)	1.20	1.15	1.05
Préposé aux pelles mécaniques, tracteurs ou grues — Engineman-shovels, tractors, hoisting	1.25	1.20	1.10
Préposé aux monte-charge non actionnés par la vapeur — Freight elevator operator, not steam driven	1.15	1.10	1.00
Préposé aux malaxeurs ou compresseurs — Engineman-mixers or compressors:			
7 pieds cubes ou plus — 7 cubic ft or more	1.15	1.10	1.00
moins de 7 pieds cubes — under 7 cubic ft	1.00	0.95	0.85
Mécanicien de machines fixes et portatives — Engineman-stationary and portable machines	1.20	1.15	1.05
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer:			
Compagnon — Journeyman	1.35	1.30	1.20
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	1.25	1.20	1.10
Mécanicien en isolement d'amiant — Asbestos insulation mechanic ..	1.35	1.30	1.20
Isolément de laine minérale, soufflage par pression — Steel wool insulation, blower method:			
Opérateur en chef — Chief operator	1.35	1.30	1.20
Assistant de l'opérateur — Assistant operator	1.25	1.20	1.10
Aide — Helper	1.00	0.95	0.85
Fer et bronze d'ornementation — Ornamental iron and bronze:			
Mécanicien ou forgeron — Mechanic or blacksmith	1.35	1.30	1.20
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	1.25	1.20	1.10

Métiers — Trades:

Salaires horaires
Hourly rates

	I	II	III
Gratteur, polisseur et sableur de plancher à la main ou à la machine — Floor scraper, polisher and sander, by hand or with machine.....	1.25	1.20	1.10
Gardien sur chantier (nuit et jour, dimanche et fête) maximum 72 heures par semaine — Job watchman (night or day, Sundays and holidays) maximum of 72 hours per week.....	0.80	0.80	0.75
Chauffeur de camion employé directement par les entrepreneurs de l'in- dustrie de la construction: \$0.85 l'heure, \$40.00 par semaine dans la zone I seulement — Truck driver employed directly by contractors of the construction industry: \$0.85 per hour, \$40.00 per week, in zone I only.			

Pour les ferblantiers-couvreurs les compagnons juniors doivent être limités à un (1) par cinq (5) compagnons seniors. Dans les cas où les opérations du gratteur, polisseur et sableurs de planchers à la main ou à la machine sont exécutées par un menuisier qualifié, ce dernier doit recevoir le salaire établi pour sa catégorie dans le décret.

IV. A) Dispositions particulières relatives à l'industrie du fer structural, aux mécaniciens de machines à vapeur et aux chaudronniers en construction:

a) Travailleurs en fer structural: Le travail de cette catégorie de salariés comprend toute opération exécutée sur l'emplacement de toute construction existante ou future, comportant le montage (ou la fabrication) de fer structural pour bâtiments, ponts, etc., et doit être rémunéré aux taux horaire minimum de \$1.65.

La démolition ou le démontage du fer structural doit être rémunéré au même taux que le montage.

Il peut y avoir un apprenti par cinq (5) travailleurs en fer structural employés sur tout chantier ou un apprenti si le nombre de travailleurs en fer structural employés est inférieur à cinq (5).

b) Mécanicien de machines à vapeur: Etendue du travail: Le travail du mécanicien de machines à vapeur comprend toute opération se rapportant à l'installation et à l'alignement d'appareils à mouvement alternatif ou rotatif, tels qu'éventails, moteurs, pompes, pulvérisateurs, foyers mécaniques et toute machine à combustion ou autre utilisée pour la production de la vapeur.

Les aides peuvent assister ces mécaniciens dans les différentes opérations concernées mais ils doivent toujours travailler sous leur surveillance. Dans cette catégorie, il peut y avoir un (1) aide par mécanicien.

La démolition de l'appareillage ci-dessus mentionné ou son démontage pour fins de réinstallation doit être rémunéré au même taux que le montage.

c) Chaudronnier en construction: Le travail du chaudronnier en construction comprend toute opération se rapportant à l'installation de chaudières, le montage de pièces métalliques, le posage d'accessoires sur les bases ou supports, le posage et le roulage de conduits ainsi que l'assemblage de toutes pièces sous pression ou non.

Il comprend en plus, le montage de cheminées ou de conduits d'échappements de fumée, de trémies, de chargeurs automatiques, de réservoirs et d'autre métal laminé. La mise en place et l'installation de chaudières portatives ou de réservoirs fait également partie du travail du chaudronnier.

Dans cette catégorie il peut y avoir un aide-apprenti par cinq (5) ouvriers qualifiés.

d) Taux de salaires: Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Peintre (fer structural)..... \$1.55

In the category of tinsmith-roofer, there shall be but one (1) junior journeyman to each five (5) senior journeymen.

In cases where a skilled joiner performs the operations of floor scraper, polisher and sander by hand or machine, he shall receive the wage rate established in the decree for his category.

IV-A. Special provisions respecting the structural iron industry, steam generation mechanics and construction boiler-makers:

a) Structural iron worker: The operations of a structural steel worker shall include all the work performed on the site of any proposed or existing structure involving the erection (or fabrication) of structural steel for buildings, bridges, etc., and shall be remunerated at a wage rate of not less than \$1.65.

The demolition or dismantling of structural steel shall bear the same rate as the erection thereof.

It is permissible to use apprentices on the basis of one for every five (5) structural steel workers employed on any job or one apprentice when the number of structural steel workers employed is less than five (5).

b) Steam generation mechanics: Scope of work: The operations of steam generation mechanics shall comprise all work involved in the installation and lining up of reciprocating and rotating equipment such as fans, motors, pumps, pulverizers, stokers and all fuel burning and other equipment used in the generation of steam.

Helpers may assist such mechanics in the various operations involved but they shall at all time work under the supervision of the mechanic. The ratio of helpers to mechanics in this category of work shall be one to one.

The demolition of the above equipment or the dismantling thereof, for the purpose of reinstallation, shall bear the same rate as erection.

d) Construction boiler-makers:—The operations of construction boiler-makers shall include all work in connection with the installation of boilers, the erection of steel, the placing of equipment on foundations or supports, the fitting and rolling of tubes and the fitting of all pressure and non-pressure parts.

It shall also comprise the erection of smoke boxes and stacks, hoppers, bunkers, conveyors, tanks and other plate work. The placing and installation of portable boilers or tanks shall also be considered as boiler-maker's work.

The ratio of helper-apprentices in this category of work shall be one to five (5) mechanics.

d) Wage rates:—The minimum wage rates are the following for each of the trades hereafter mentioned:

Painter (structural iron)..... \$1.55

Monteur et soudeur de fer structural (toutes catégories).....	1.65
Chaudronnier en construction, monteur mécanicien de machines à vapeur et soudeur.....	1.65
Aide-chaudronnier en construction, monteur, mécanicien de machine à vapeur et soudeur.....	1.25

e) *Apprentissage*: Le salaire des apprentis est le suivant par rapport aux taux mentionnés ci-haut:

1) <i>Fer structural</i> :	
1ère année.....	70%
2ème année.....	85%
2) <i>Mécanicien de machines à vapeur et chaudronnier en construction</i> :	
1ère année.....	60%
2ème année.....	70%
3ème année.....	80%
4ème année.....	90%

IV. B. Dispositions spéciales et complémentaires relatives aux métiers de mécanicien en tuyauterie et électricien:

Les parties acceptent d'inclure ici, les termes des ententes signées par les corporations des plombiers et électriciens pour les ouvriers travaillant dans la juridiction territoriale du décret.

V. Durée du travail:

a) La durée maximum du travail est de neuf (9) heures par jour, réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les lundis, mardis, mercredis, jeudis, vendredis, et de cinq (5) heures réparties entre 7.00 a.m. et midi le samedi, le tout devant constituer une durée maximum de cinquante (50) heures par semaine.

b) Si le système de la double équipe est mis en vigueur, les heures de travail sont réparties selon les besoins de l'entreprise, pourvu que la durée du travail d'une équipe n'excède pas en aucun cas neuf (9) heures par jour.

c) Tout travail supplémentaire doit être payé à raison de salaire et demi jusqu'à minuit et de salaire double de minuit à 7.00 a.m., suivant le salaire effectivement payé au salarié.

d) Les salaires doivent être payés régulièrement et intégralement chaque semaine et accompagnés des renseignements suivants:

1. Le nom et prénom de l'employé;
2. La date et la période de paie;
3. Le taux de salaire;
4. Le temps supplémentaire;
5. Les déductions faites;
6. Le montant net payé.

VI. Jours chômés:

Il n'y a pas de travail les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël, le Vendredi Saint avant-midi, le jour de la Saint-Jean-Baptiste et le jour de la fête du Travail. En cas de nécessité, le travail exécuté ces jours-là doit être rémunéré à raison du double du salaire régulier.

VI-A. *Semaine de vacances payées*: Tous les ouvriers de la construction ont droit à une semaine de vacances payées. En conséquence, chaque ouvrier a droit à 2% de son salaire hebdomadaire qui lui sera payé par son employeur en plus de son salaire hebdomadaire.

VII. Tout travail urgent qui ne peut être exécuté pendant le jour peut être fait en d'autres périodes de la journée, aux taux réguliers du jour pourvu que le Comité paritaire en soit avisé; tel travail demeure, cependant, sujet à la limite de neuf (9) heures par jour.

VIII. Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de travail intervenu entre un

Structural iron erector and welder (all categories).....	1.65
--	------

Construction boiler-maker, steam mechanic, erector and welder.....	1.65
--	------

Construction boilermaker's, steam generator mechanic's, erector's and welder's helper.....	1.25
--	------

e) *Apprenticeship*:—The wages of the apprentices are the following with regard to the rates hereinabove mentioned:

1) <i>Structural iron</i> :	
1st year.....	70%
2nd year.....	85%
2) <i>Steam generation mechanic and construction boiler-maker</i> :	
1st year.....	60%
2nd year.....	70%
3rd year.....	80%
4th year.....	90%

IV-B. Special and complementary provisions concerning the pipe mechanic's and electrician's trades:

The parties agree to insert in the decree the clauses of agreements signed by plumbers' and electricians' corporations in respect of employees working in the territorial jurisdiction of the decree.

V. Duration of work:

a) 1. The maximum duration of work is nine (9) hours per day distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and five (5) hours distributed between 7.00 a.m. and 12.00 (noon) on Saturday, which makes a maximum of fifty (50) hours per week.

b) If the double-shift system is in force, the working hours shall be distributed according to the needs of the concern provided that the daily duration of labour of a shift does not exceed, in any case, eight (8) hours.

c) All overtime shall be paid at the rate of time and one half until midnight and at the rate of double time from midnight to 7.00 a.m., based on the actual rates of the employees.

d) Wages shall be paid regularly and entirely, each week and the following particulars shall be given with the pay:

1. Name in full of the employee;
2. Date of payment and pay period;
3. Wage rate;
4. Overtime;
5. Deductions;
6. Net amount paid.

VI. Holidays:—

There shall be no work on Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, Good Friday morning, Saint John the Baptist Day and Labour Day. In case of necessity, work performed on these days shall be paid at the rate of double time.

VI-A. *Vacation with pay*: All construction workers are entitled to one week of vacation with pay: Therefore, every worker is entitled to 2% of his weekly wages to be paid to him by his employer in excess of his weekly wages.

VII. Any urgent work which cannot be performed during the day may be done in other periods of the day, at the regular rates provided the Parity Committee be notified; however, such work is subject to the nine (9) hour daily limit.

VIII. No matter what form or nature of individual labour contract entered into between

employeur et un salarié, ce dernier a droit à la rémunération horaire prévue pour son métier dans le décret.

IX. Apprentissage:

a) Aucun jeune homme ne peut commencer son apprentissage dans l'industrie de la construction avant d'avoir seize (16) ans révolus.

b) Dans les cités, villes et municipalités où le certificat de qualification est obligatoire, tous les apprentis exerçant ou voulant exercer les métiers visés par le décret doivent s'enregistrer au bureau du Comité paritaire formé en vertu de la Loi de la convention collective, où un carnet de contrôle d'apprentissage leur est remis.

c) Aucun employeur ne peut, dans le territoire déterminé dans le paragraphe précédent, prendre à son emploi un apprenti s'il ne s'est pas préalablement enregistré au Comité paritaire.

d) Si l'employeur dudit apprenti ne peut pas lui procurer du travail continu, celui-ci doit se rapporter au Comité paritaire qui voit si possible à le placer au service d'un autre employeur capable de lui donner de l'ouvrage convenable.

e) Cet arrangement n'est que temporaire et ne dure que jusqu'à ce que l'employeur qui a pris à son emploi l'apprenti au début de son apprentissage puisse le reprendre à son emploi.

f) Pour contrôler la durée de l'apprentissage et le transfert de l'apprenti d'une entreprise à l'autre, l'employeur doit inscrire dans un carnet la date d'entrée et de sortie de son apprenti. De plus, l'employeur doit inscrire dans le carnet de l'apprenti la date de son entrée et de sa sortie.

g) La durée de l'apprentissage est celle établie par la coutume du métier auquel appartient l'apprenti et ce dernier ne peut travailler que sous la surveillance d'un compagnon du même métier.

h) Pour se faire qualifier compagnon, l'apprenti doit produire au Bureau des examinateurs formé par le Comité paritaire, son carnet par lequel il est possible d'établir qu'il a servi la durée de l'apprentissage établie par la coutume du métier auquel il appartient.

i) *Nombre des apprentis:* Pour les fins d'application du décret, le nombre des apprentis doit être le suivant pour chacun des métiers ci-après:

1) Briqueteur, maçon, plâtrier: un (1) apprenti par cinq (5) compagnons; toutefois, en aucun temps un entrepreneur ne peut avoir plus de huit (8) apprentis à son emploi.

2) Ferblantier-couvreur, mécanicien en isolement d'amiante: un (1) apprenti par quatre (4) compagnons ou fraction de ce nombre.

3) Charpentier-menuisier, peintre, poseur de tuile, marbre et terrazzo, polisseur de terrazzo, finisseur de ciment: un (1) apprenti par cinq (5) compagnons ou fraction de ce nombre.

4) Mécanicien en fer et bronze ornemental: un (1) apprenti par trois (3) compagnons ou fraction de ce nombre.

j) *Taux de salaires des apprentis:* Le taux horaire minimum de salaires des apprentis ci-après énumérés est le suivant:

Métiers — Trades:

Briqueteur, maçon, plâtrier — Bricklayer, plasterer, mason
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner
Peintre — Painter
Poseur de tuile, marbre, terrazzo — Tile, marble and terrazzo setter
Finisseur de ciment — Cement finisher
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer
Mécanicien en fer et bronze d'ornementation — Ornamental iron and bronze mechanic

an employer and an employee, the latter is entitled to the hourly remuneration provided for his trade in the decree.

IX. Apprenticeship:

a) No one may begin his apprenticeship in the construction industry before 16 years of age.

b) In the cities, towns and municipalities where the certificate of competency is obligatory, all apprentices plying or desiring to ply the trades governed by the decree shall register with the office of the Parity Committee formed under the Collective Agreement Act, where an apprenticeship booklet is remitted to them.

c) No employer has the right, in the localities determined in the preceding subsection, to engage an apprentice who has not previously been registered at the Parity Committee.

d) If the employer of the said apprentice cannot give him continuous work, the said apprentice shall report to the Parity Committee which will take the necessary steps to have him hired by another employer in a position to give him convenient work.

e) Such action shall be only temporary and will last only until the employer who hired the apprentice at the beginning of his apprenticeship, is in a position to rehire him.

f) For the purpose of controlling the duration of the apprenticeship and the transfer of the apprentice from one firm to another, the employer shall note in a booklet the dates of the hiring and leaving of his apprentice. Furthermore, the employer shall note in the booklet of the apprentice the dates of hiring and leaving.

g) The duration of apprenticeship shall be that usually required in the trade concerned and the apprentice shall work only under the direction of a journeyman of the same trade.

h) In order to become journeyman, the apprentice shall submit to the Board of Examiners appointed by the Parity Committee, his booklet proving that he has kept his apprenticeship according to the rules of his trade.

i) *Number of apprentices:* For the purposes of enforcement of the decree, the number of apprentices shall be the following for each of the trades hereunder mentioned:

1. Bricklayer, mason, plasterer: one (1) apprentice to each five (5) journeymen but a contractor shall never have more than eight (8) apprentices in his employ.

2. Tinsmith-roofer, asbestos insulation mechanic: one (1) apprentice to each four (4) journeymen or fraction thereof.

3. Carpenter-joiner, painter, tile, marble and terrazzo layer, terrazzo polisher, cement finisher: one (1) apprentice to each five (5) journeymen or fraction thereof.

4. Ornamental iron and bronze mechanic: one (1) apprentice to each three (3) journeymen or fraction thereof.

j) *Wage rates of apprentices:* The hourly minimum rates of wages of the apprentices hereafter enumerated shall be as follows:

1ère année	2ème année	3ème année
1st year	2nd year	3rd year
\$ 0.60	\$ 0.90	\$ 1.15
0.55	0.75	0.95
0.55	0.75	0.95
0.55	0.75	0.95
0.55	0.75	0.95
0.55	0.75	0.95
0.55	0.70	0.85
0.55	0.70	0.85

X. Disposition spéciale:

Les salariés demeurant dans la zone I et exécutant des travaux dans les zones II et III doivent bénéficier des taux de salaires prévus par la zone I. Les salariés demeurant dans la zone II et exécutant des travaux dans la zone III doivent bénéficier des taux de salaires prévus pour la zone II.

XI. Frais de transport et de pension:

a) Pour les travaux exécutés dans les endroits éloignés, les frais de transport et de pension sont à la charge de l'employeur. Dans ces cas, si le déplacement du salarié pour se rendre sur le lieu desdits travaux nécessite plusieurs heures, il doit recevoir paiement pour huit (8) heures de travail pour chaque vingt-quatre heures de façon à ce que son transport ne lui occasionne pas de perte de temps régulier.

b) L'entrepreneur ou l'employeur qui transporte matin et soir ses salariés n'est pas assujéti aux frais de transport et de pension.

XII. Salariés permanents:

a) Les salariés permanents préposés à l'entretien des édifices publics, tels que définis à l'article 2 du chapitre 170 des Statuts refondus de Québec, 1941 ou de l'immeuble d'un établissement industriel ou commercial, s'ils sont des salariés permanents payés au mois ou à la semaine, bénéficient des conditions de travail ci-après décrites.

Toutefois, n'est pas considérée comme ouvrage d'entretien la construction nouvelle, la reconstruction ou la réinstallation d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble.

b) *Salaires minima:* Les taux de salaires minima sont les suivants:

	Par semaine Per week Zones	
	I	II-III
Compagnon (ouvrier qualifié) — Journeyman (skilled worker)	\$50.00	\$48.00
Journalier (ouvrier non qualifié) — Labourer (common worker)	41.00	39.00

c) *Durée du travail:* La durée du travail est de quarante-huit (48) heures par semaine, sans limitation journalière.

d) Si l'employeur fournit dans son établissement gîte et couvert à un tel salarié, il peut déduire de son salaire \$4.00 par pièce par mois, dans le premier cas et \$0.25 par repas dans le second cas.

e) *Congé annuel payé:* Un congé annuel payé d'une durée d'une semaine doit être accordé par l'employeur au salarié permanent qui a été continuellement à son emploi pendant une période d'un an. Chaque congé doit être donné dans les douze mois de la date à laquelle le droit à tel congé est acquis. Toutefois, l'employeur peut remplacer par une indemnité compensatrice le congé annuel payé si, en raison de circonstances hors de son contrôle, il ne peut donner ledit congé à son salarié permanent.

f) *Congé-maladie:* L'employeur doit rémunérer le salarié permanent pour les jours pendant lesquels il est absent de son travail pour cause de maladie jusqu'à concurrence de six par année de calendrier. Pour avoir droit à cette rémunération, le salarié doit informer l'employeur de sa maladie le plus rapidement possible et se soumettre à un examen médical par un médecin ou une infirmière choisi et payé par l'employeur si ce dernier le juge à propos. Le salarié doit aussi autoriser son propre médecin à fournir à l'employeur les renseignements nécessaires pour vérifier son état de maladie et le fait qu'elle n'est pas due à son inconduite.

X. Special provision:

All employees living in zone I and working in zones II and III shall be remunerated according to the rates of wages provided for zone I. The employees living in zone II and working in zone III shall be remunerated according to the rates of wages provided for zone II.

XI. Travel and board expenses:

a) For operations carried out in distant places, the travelling and boarding expenses shall be paid by the employer. In such cases, when the travelling of the employee to work requires many hours, he shall receive payment for eight (8) hours of work for each twenty-four hours so that such travelling entails no loss of regular time.

b) The contractor or the employer who takes his employees to work and back is not required to pay the transportation and board expenses.

XII. Permanent employees:

a) Workmen committed to the maintenance of public buildings as defined in section 2, ch. 170, R.S.Q., 1941, or of an industrial or commercial establishment, if they are permanent employees and paid by the month or by the week, shall benefit by the following conditions of labour.

However, new constructions, reconstructions or reinstallations of any unit in any building shall not be considered as maintenance work.

b) *Minimum wages:* The minimum wages rates shall be as follows:

	Par semaine Per week Zones	
	I	II-III
Compagnon (ouvrier qualifié) — Journeyman (skilled worker)	\$50.00	\$48.00
Journalier (ouvrier non qualifié) — Labourer (common worker)	41.00	39.00

c) *Duration of labour:* The duration of labour consists of forty-eight (48) hours per week without daily limitation.

d) When the employer lodges and boards his employees in his establishment, he may deduct from their wages \$4.00 per room per month and \$0.25 per meal.

e) *Annual vacation with pay:* An annual vacation with pay of one week shall be given by the employer to the permanent employee who has been continuously in his employ for a period of one year. Every vacation shall be given in the twelve months following the date on which the right to such vacation has been required. However, the employer may replace such annual vacation with pay by a compensating bonus when on account of circumstances, beyond his control he cannot give the said vacation to his permanent employee.

f) *Illness:* The employer shall pay the permanent employee for the days during which he is absent because of illness to the extent of six days per calendar year. To be entitled to such remuneration, the employee shall notify the employer of his illness as soon as possible and undergo a medical examination by a doctor or nurse chosen and paid by the employer if the latter deems it advisable. The employee shall also authorize his own doctor to give the employer all necessary information as to the state of his health and to the fact that it is not due to misbehaviour.

XIII. Amendments:

Les parties à la convention rendue obligatoire par le décret, doivent soumettre au cours du mois de novembre, chaque année, les amendements qu'elles désirent négocier en vue de son renouvellement.

Les négociations se poursuivent durant les mois de novembre et décembre chaque année.

Si à la fin de décembre, les négociations sont infructueuses, les parties s'engagent à soumettre le différend à l'arbitrage suivant les dispositions de la Loi des Différends ouvriers de Québec. La décision arbitrale est finale et lie les parties de la même manière qu'une sentence rendue en vertu de la Loi des Différends entre les services publics et leurs salariés.

XIV. Durée du décret:

Le décret sera valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 30 avril 1954. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 30 avril de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail.

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.

Québec, le 11 avril 1953.

34580-0

XIII. Amendments:

The parties to the agreement rendered obligatory by the decree shall submit, in the month of November of each year, the amendments which they desire to negotiate before the renewal of the decree.

Negotiations shall be carried on during the months of November and December of each year.

If, by the end of December, the negotiations are unsuccessful, the parties agree to submit the dispute to arbitration according to the provisions of the Quebec Trade Disputes Act. The arbitral decision is final and binding upon the parties in the same manner as one rendered under the Public Services Employees Disputes Act.

XIV. Duration of the decree:

The decree will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until the 30th of April 1954. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be of less than thirty (30), before April 30 of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY.

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.

Quebec, April 11, 1953.

34580-0

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 15

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Gooch vs Longy 1229

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

403-A — Matériaux de construction dans la province de Québec 1230

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1207

AVIS DIVERS:

Italian Immigrants' Assistance Centre (Règlements) 1235
La Caisse Populaire de Saint-Edmond de Saint-Jean (Fondation) 1234
La Caisse Populaire Desjardins de Repentigny (Fondation) 1237
La Ligue de Base-Ball Laurentides Indépendante Amateur Sénior (Directeurs) 1235
Les Chevaliers de Maisonneuve (Règlements) 1235
Montréal, cité de (Annexion) 1236
St-Laurent, ville de (Annexion) 1236
Syndicat de Téléphone de Beauvillage (Fondation) 1235
The Autoair Credit Union (Fondation) 1235
The Flight Credit Union (Fondation) 1234
The Marrocco Home-Building Co-operative Society (Fondation) 1237

Index of the Quebec Official Gazette, No. 15

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Gooch vs Longy 1229

ORDER IN COUNCIL:

403-A — Building materials in the Province of Quebec 1230

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1207

MISCELLANEOUS NOTICES:

Italian Immigrants' Assistance Centre (By-Laws) 1235
La Caisse Populaire de Saint-Edmond de Saint-Jean (Foundation) 1234
La Caisse Populaire Desjardins de Repentigny (Foundation) 1237
La Ligue de Base-Ball Laurentides Indépendante Amateur Sénior (Directors) 1235
Les Chevaliers de Maisonneuve (By-Laws) 1235
Montreal, city of (Annexion) 1236
St-Laurent, town of (Annexion) 1236
Syndicat de Téléphone de Beauvillage (Foundation) 1235
The Autoair Credit Union (Foundation) 1235
The Flight Credit Union (Foundation) 1234
The Marrocco Home-Building Co-operative Society (Foundation) 1237

The Province of Quebec Society for
Crippled Children Inc. — Société de
Secours aux Enfants Infirmes de la
province de Québec Inc. (Règlements) 1236

CHARTES — ABANDON DE:

A. Lajeunesse Ltd. 1238
Al'n Dale Inc. 1237
Canadian Pulp and Paper Research
Corporation. 1237
Charrier & Dugal Ltée 1238

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES
AFFAIRES:

Goodwill Trading of Canada, Limited. . . 1238

COMPAGNIES DISSOUTES:

Canadian Animal Hair Products Li-
mited 1238
Geraldine Fashion Shoppe Inc. 1239
Intrepid Time Recorders Limited (1940) 1239
La Compagnie de Construction Ville-
Marie Ltée — (Ville-Marie Construc-
tion Company Ltd.). 1239
Laurentian Securities Limited 1239
Le Marché Carleton Ltée 1239
Screen-Tex Inc. 1240
1200 Hundred Block Business Mens
Association Inc. 1240

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Industrie laitière:

Ordonnance N° 27-51B — Lac St-Jean. 1240

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Côte Notre-Dame de Liesse 1242
Limbour (Catholique) 1241
Nédelec et Notre-Dame-du-Nord 1240
Stanstead, canton de 1241
Ste-Jeanne-d'Arc-d'Almaville. 1242
Sts-Martyrs-Canadiens 1242
Whitton 1243

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

St-Laurent, paroisse de 1243

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Boîte de carton de Québec (Modifica-
tion) 1257
L'Association des Constructeurs de
Québec (Avis) 1259
L'Association des Constructeurs du
Bas St-Laurent, Inc. (Avis) 1268
Sacoche, province de Québec (Modifi-
cation) 1255
Verre, cités de Québec, Lévis, etc. (Mo-
dification) 1256

LETTRES PATENTES:

Amel Paper Box Co. Ltd. 1208
Atlantic Iron Ores Limited. 1209
Bensol Customs Brokers Ltd. 1209
Bouliane, McCall Company Limited . . 1209
Belvedere Development Limited (Cor-
rection) 1227

The Province of Quebec Society for
Crippled Children Inc. — Société de
Secours aux Enfants Infirmes de la
province de Québec Inc. (By-Laws) 1236

CHARTERS — SURRENDER OF:

A. Lajeunesse Ltd. 1238
Al'n Dale Inc. 1237
Canadian Pulp and Paper Research
Corporation. 1237
Charriter & Dugal Ltée 1238

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Goodwill Trading of Canada, Limited. . . 1238

COMPANIES DISSOLVED:

Canadian Animal Hair Products Li-
mited 1238
Geraldine Fashion Shoppe Inc. 1239
Intrepid Time Recorders Limited (1940) 1239
La Compagnie de Construction Ville-
Marie Ltée — (Ville-Marie Construc-
tion Company Ltd.). 1239
Laurentian Securities Limited 1239
Le Marché Carleton Ltée 1239
Screen-Tex Inc. 1240
1200 Hundred Block Business Mens
Association Inc. 1240

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 27-51B — Lake St. John. . . 1240

EDUCATION:

School Municipality of:

Côte Notre-Dame de Liesse 1242
Limbour (Catholique) 1241
Nédelec et Notre-Dame-du-Nord. . . . 1240
Stanstead, township of 1241
Ste-Jeanne-d'Arc-d'Almaville. 1242
Sts-Martyrs-Canadiens 1242
Whitton 1243

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

St-Laurent, parish of. 1243

LABOUR:

Industry or Trades of:

Paper box of Quebec (Amendment) . . . 1257
L'Association des Constructeurs de
Québec (Notice) 1259
L'Association des Constructeurs du
Bas St-Laurent, Inc. (Notice) 1268
Handbag, Province of Quebec (Amend-
ment) 1255
Glass, cities of Quebec, Lévis, etc. (Amend-
ment) 1256

LETTERS PATENT:

Amel Paper Box Co. Ltd. 1208
Atlantic Iron Ores Limited. 1209
Bensol Customs Brokers Ltd. 1209
Bouliane, McCall Company Limited . . 1209
Belvedere Development Limited (Cor-
rection) 1227

Château Roberval, Limitée.....	1210
Citadel Agencies Limited.....	1210
Club Richelieu Dorion-Vaudreuil.....	1210
Compass Trading Corp.....	1211
Confederation Mining Corporation Limited.....	1211
Continental Café Incorporated.....	1212
Danmor Shoe Co. Ltd.....	1212
Dulac Potato Chips Inc.....	1212
Eleven & Twelve Island Club Inc.....	1213
F. Ratelle Inc.....	1213
Gaspe North Shore Motors Limited.....	1213
General Optical Company Ltd.....	1214
Goyer Transport Ltée-Ltd.....	1214
Hide Fur & Skin Brokers Corp.....	1214
Industrial Supplies & Marine Equipment Limited.....	1215
International Iron Ores Limited.....	1215
Jacoby's House of Antiques Ltd.....	1216
La Compagnie Canton Marchand (Incorporée).....	1216
La Compagnie du Bassin de Laprairie Ltée — The Laprairie Basin Company Ltd.....	1216
Mertens Fur Dressers & Dyers Corp.....	1217
Mi-Lady Furs Inc.....	1217
National Armature and Metallic Lath Co. Ltd.....	1217
Norben Togs Inc.....	1218
Opawica Explorers Ltd.....	1218
Radiant Homes (Quebec) Ltd.....	1219
St. Andrews Country Club — Le Club St. André.....	1219
St. Martin Tire & Supply Ltd.....	1219
Sarrazin Motors Inc.....	1220
Service des Loisirs du Sacré-Cœur de L'Abord à Plouffe.....	1220
Shiff Fellowship Association.....	1220
Southwood, Campbell & Howard Ltd.....	1221
Spinelli Construction Ltée.....	1221
Super Press Inc.....	1221
Tanny Merchandising Corp.....	1222
The Scotstown Slippers Company Ltd.....	1222
The Statler Shoe Co. Ltd.....	1222
The Wagon Wheel, Inc.....	1223
The Wister Corporation.....	1223
Transoil Terminals Ltd.....	1223
Trico Ring Mfg. Inc.....	1224
Turf Farms Inc.....	1224
Two-Way Car Wash Inc.....	1225
Upper Ridgewood Corporation.....	1225
Van Der Velpen Trading Ltd.....	1225
Wellington Securities Limited.....	1226
Wolfe Neckwear Inc.....	1226
W. S. Holland Ltd.....	1226
Yvan Charbonneau Ltée.....	1227
455 Craig St. West, Corp.....	1227

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Crelinsten Limited.....	1228
Dominion Paper Company.....	1228
Federal Metals Corporation.....	1228
Harold Handman Limited.....	1228
Saguenay Industries Limited (Les Industries Saguenay, Limitée).....	1229
The Mount Royal Dairies & Company Limited — Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée.....	1229

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

American Automobile Fire Insurance Company.....	1243
Beacon Insurance Company, Limited.....	1244

Château Roberval, Limitée.....	1210
Citadel Agencies Limited.....	1210
Club Richelieu Dorion-Vaudreuil.....	1210
Compass Trading Corp.....	1211
Confederation Mining Corporation Limited.....	1211
Continental Café Incorporated.....	1212
Danmor Shoe Co. Ltd.....	1212
Dulac Potato Chips Inc.....	1212
Eleven & Twelve Island Club Inc.....	1213
F. Ratelle Inc.....	1213
Gaspe North Shore Motors Limited.....	1213
General Optical Company Ltd.....	1214
Goyer Transport Ltée-Ltd.....	1214
Hide Fur & Skin Brokers Corp.....	1214
Industrial Supplies & Marine Equipment Limited.....	1215
International Iron Ores Limited.....	1215
Jacoby's House of Antiques Ltd.....	1216
La Compagnie Canton Marchand (Incorporée).....	1216
La Compagnie du Bassin de Laprairie Ltée — The Laprairie Basin Company Ltd.....	1216
Mertens Fur Dressers & Dyers Corp.....	1217
Mi-Lady Furs Inc.....	1217
National Armature and Metallic Lath Co. Ltd.....	1217
Norben Togs Inc.....	1218
Opawica Explorers Ltd.....	1218
Radiant Homes (Quebec) Ltd.....	1219
St. Andrews Country Club — Le Club St. André.....	1219
St. Martin Tire & Supply Ltd.....	1219
Sarrazin Motors Inc.....	1220
Service des Loisirs du Sacré-Cœur de L'Abord à Plouffe.....	1220
Shiff Fellowship Association.....	1220
Southwood, Campbell & Howard Ltd.....	1221
Spinelli Construction Ltée.....	1221
Super Press Inc.....	1221
Tanny Merchandising Corp.....	1222
The Scotstown Slippers Company Ltd.....	1222
The Statler Shoe Co. Ltd.....	1222
The Wagon Wheel, Inc.....	1223
The Wister Corporation.....	1223
Transoil Terminals Ltd.....	1223
Trico Ring Mfg. Inc.....	1224
Turf Farms Inc.....	1224
Two-Way Car Wash Inc.....	1225
Upper Ridgewood Corporation.....	1225
Van Der Velpen Trading Ltd.....	1225
Wellington Securities Limited.....	1226
Wolfe Neckwear Inc.....	1226
W. S. Holland Ltd.....	1226
Yvan Charbonneau Ltée.....	1227
455 Craig St. West, Corp.....	1227

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Crelinsten Limited.....	1228
Dominion Paper Company.....	1228
Federal Metals Corporation.....	1228
Harold Handman Limited.....	1228
Saguenay Industries Limited (Les Industries Saguenay, Limitée).....	1229
The Mount Royal Dairies & Company Limited — Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée.....	1229

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

American Automobile Fire Insurance Company.....	1243
Beacon Insurance Company, Limited.....	1244

NOMINATIONS:

Diverses. 1244

SIÈGES SOCIAUX:

Belfort Mines Limited. 1246
 G. Gilmore Co. Limited. 1245
 Industrial Supplies & Marine Equip-
 ment Limited. 1244
 La Corporation Générale des Institu-
 teurs et Institutrices Catholiques de
 la Province de Québec. 1246
 Les Produits Laitiers Mont St-Hilaire
 Limitée — Mont St. Hilaire Dairy
 Products Limited. 1246
 Mansions Auto Garage Ltd.. 1245
 Northern Radio — Radio Nord Inc.. 1246
 Paul-O. Lepage Limitée. 1246
 Silverdale Investments Ltd.. 1245
 Sotal Ltd.. 1245
 United Industrial Suppliers Co. Ltd.. 1245

SOUMISSIONS:

Cap-Chat, village de. 1248
 Lavaltrie, village de. 1250
 Ste-Julienne, commissaires d'écoles du
 village de. 1249
 Waterville, village de. 1247

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Railway Company... 1251

VENTE PAR LICITATION:

Gauthier vs Gauthier *et al*. 1251

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Laperrière vs Héritiers Antonio Hétu. 1252

BEAUCE:

Mathieu *et al* vs Perreault. 1252

KAMOURASKA:

L'Office du Crédit Agricole du Québec
vs Boutin. 1253

TERREBONNE:

Banque Canadienne Nationale vs Pa-
quin. 1253

TROIS-RIVIÈRES:

Lamy vs Lamy. 1254

34551-o

APPOINTMENTS:

Miscellaneous. 1244

HEAD OFFICES:

Belfort Mines Limited. 1246
 G. Gilmore Co. Limited. 1245
 Industrial Supplies & Marine Equip-
 ment Limited. 1244
 La Corporation Générale des Institu-
 teurs et Institutrices Catholiques de
 la Province de Québec. 1246
 Les Produits Laitiers Mont St-Hilaire
 Limitée — Mont St. Hilaire Dairy
 Products Limited. 1246
 Mansions Auto Garage Ltd.. 1245
 Northern Radio — Radio Nord Inc.. 1246
 Paul-O. Lepage, Limitée. 1246
 Silverdale Investments Ltd.. 1245
 Sotal Ltd.. 1245
 United Industrial Suppliers Co. Ltd.. 1245

TENDERS:

Cap-Chat, village of. 1248
 Lavaltrie, village of. 1250
 Ste-Julienne, School Commissioners of
 the village of. 1249
 Waterville, village of. 1247

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Railway Company... 1251

SALE BY LICITATION:

Gauthier vs Gauthier *et al*. 1251

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Laperrière vs Heirs of Antonio Hétu... 1252

BEAUCE:

Mathieu *et al* vs Perreault. 1252

KAMOURASKA:

The Quebec Farm Loan Board vs Bou-
tin. 1253

TERREBONNE:

Banque Canadienne Nationale vs Pa-
quin. 1253

TROIS-RIVIÈRES:

Lamy vs Lamy. 1254

34551-o